

II 226290

3f50

LES GRANDS HOMMES

Bonaparte



PIERRE LAFITTE & C^{ie}



BIBLIOTECA CENTRALĂ
UNIVERSITARĂ
București

Cota II 226290

Inventar 800544

LES GRANDS HOMMES

PAR

ALBERT KEIM
DOCTEUR ÈS-LETTRES

LOUIS LUMET
INSPECTEUR AUX BEAUX-ARTS

DANS LA MÊME COLLECTION

DÉJA PARUS :

ÉDISON
WAGNER
VICTOR HUGO
PASTEUR

BALZAC
DICKENS
A. DE MUSSET

A PARAÎTRE

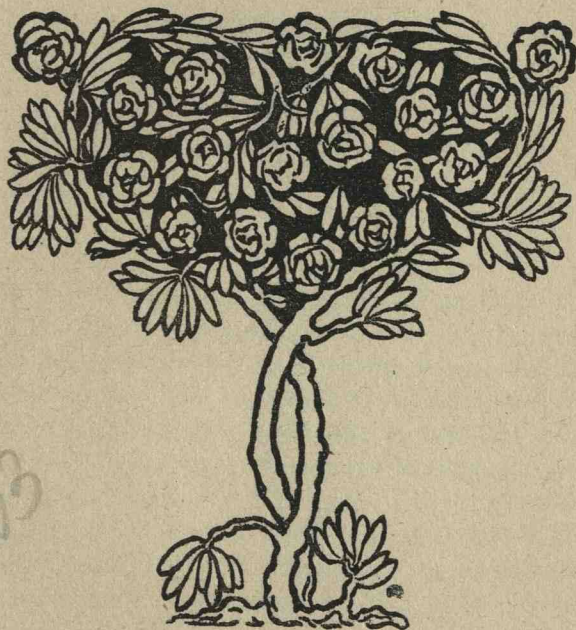
WASHINGTON
LIVINGSTONE
NAPOLÉON
CHATEAUBRIAND
BERTHELOT
FLAUBERT
DE BRAZZA
BERLIOZ
AMPÈRE
GOUNOD
TALMA
CURIE
G. SAND
THIERS
LE VERRIER
STENDHAL
BUGEAUD
HENRI HEINE
RODIN
EDGAR POÉ
KLÉBER
KELLERMANN
BERRYER
ÉDOUARD VII
LAMARTINE
CUVIER

MICHELET
BYRON
CAVOUR
DARWIN
GËTHE
BEETHOVEN
SCHILLER
TOLSTOÏ
IBSEN
LINCOLN
SHAKESPEARE
GARIBALDI
BOLIVAR
NELSON
STANLEY
TURENNE
RICHELIEU
CROMWELL
PIERRE LE GRAND
CONDÉ
FRÉDÉRIC II
GUSTAVE-ADOLPHE
LOUIS XI
CHRISTOPHE COLOMB
Etc...



LES GRANDS HOMMES
COLLECTION PUBLIÉE SOUS LE PATRONAGE DE
M. JULES CLARETIE, de l'Académie française

Bonaparte



121003

PIERRE LAFITTE & C^{ie}

ÉDITEURS

90, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

PARIS

1873

II 226290

800544

RUF 142

Copyright 1913 by
Pierre Lafitte et C^{ie}
Tous droits de traduction
et de reproduction réservés
pour tous pays

BONAPARTE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

C'EST parmi les luttes sanglantes qui agitèrent l'Italie au Moyen-Age et pendant la Renaissance, que la famille noble des Bonaparte acquit et développa ses qualités singulières de ruse et d'énergie. Dans ces temps de violence et de faste, où chacun devait s'attacher à un parti, elle lia son sort à la fortune des Gibelins, et elle en subit les alternatives de victoire et de défaite.

Originaire de Toscane, elle descend des antiques Cadolingi, qui figurent dans des actes authentiques, dès l'année 923, en la personne de Conrad, fils de Tedice, comte en la cité de Pistoie. Il avait des châteaux et des terres sur lesquels il jouissait d'une autorité presque souveraine, ne reconnaissant que l'empereur, comme suzerain. Ses descendants virent s'augmenter ou diminuer les biens de la famille, selon le sort des armes et la chance des diplomaties. Cependant les guerres entre les Guelfes et les Gibelins amenèrent après bien des vicissitudes, l'humiliation des Cadolingi qui perdirent, peu à peu, leur fortune et leur pouvoir.

En 1261, un descendant de Conrad, Guillaume, fils de Janfaldo, que l'on avait surnommé Buonaparte, réussit, en compagnie des Gibelins, à chasser les Guelfes de Florence, mais ceux-ci revenus triomphants, il dut, avec ses enfants, prendre le chemin de l'exil. Guillaume Bonaparte se réfugia à Sarzane, tandis que les vainqueurs confisquaient ses biens, et lui interdisaient par décret, et pour toujours, le territoire de la République.

Pendant trois siècles, les Bonaparte se dispersèrent en Italie. On en trouve à San-Miniato, à Lucques, à Pise, à Bologne, à Trévis, et plusieurs obtinrent des fonctions élevées dans la magistrature, des grades dans l'Église et les Universités. Vers 1529, le septième descendant de Guillaume, le banni de Florence, François Bonaparte, qualifié homme de guerre, quitta Sarzane, soit par goût des aventures, soit par nécessité, et vint s'établir en Corse. Il s'installa à Ajaccio, et il semble qu'il ait possédé, dès son arrivée, des terres, des forêts, propriétés réparties principalement sur les territoires de Bastelica et de Bocognano.

M. Frédéric Masson a parfaitement établi l'arbre généalogique des Bonaparte de Corse, depuis le premier jusqu'à Napoléon. Après François, il y eut Gabriel; Jérôme, propriétaire de la Tour de Salines; François II, capitaine; Sébastien, qui avait mérité les épithètes de *Magnificus* et de *Nobilis Vir*; Charles-Marie, ancien de la ville d'Ajaccio; Joseph; Sébastien-Nicolo; Joseph II; puis Charles Marie...

La famille n'avait guère prospéré dans l'île où elle était immigrée, et bien qu'elle fut, comme noblesse, à l'égal des meilleures de la Corse, sa richesse terrienne, au lieu de s'accroître avec les générations et les alliances, n'avait fait que se réduire lentement. Elle possédait toutefois une maison à Ajaccio, une autre à la campagne, elle avait des partisans, de l'influence politique, et elle vivait fièrement, mêlée aux affaires publiques, avec honneur, mais dans une aisance médiocre qui sentait la pauvreté.

Charles-Marie, fils de Joseph II, né le 27 mars 1746, à Ajaccio, n'avait eu de son père qu'un patrimoine très diminué. Orphelin à quatorze ans, il est sous la tutelle de son oncle Lucien, archidiacre de la cathédrale, qui essaie vainement de mettre de l'ordre dans les débris de sa fortune et de l'augmenter de quelques héritages contestés. Aussi, c'est en gentilhomme pauvre qu'il suit les cours de l'Université de Corte, où il apprend le Droit et cultive les Belles-Lettres.

Pendant ses études, il se lie avec le général patriote Paoli, et il fait partie de son gouvernement en qualité de secrétaire. Charles-Marie Bonaparte est à cette époque un adolescent d'une prestance avantageuse, gai de visage et de propos, courageux à la guerre, éloquent, et tournant agréablement les vers. Soit pour son service, soit pour surveiller ses intérêts, il doit aller un jour de Corte à Ajaccio, et là, il s'éprend d'une jeune fille, admirable de beauté, presque une enfant, la nièce d'un chanoine que fréquente son oncle Lucien, M^{lle} Letizia Ramolino.

Celle-ci descendait par son père, d'une grande famille d'Italie, les Ramolino, comtes de Collalto, qui s'était illustrée en Lombardie au quatorzième siècle, et dont un des membres, Gabriel Ramolino, était venu s'installer en Corse vers 1500, après avoir obtenu, de la République de Gênes, des terres dans l'île. Sa mère, née Pietra Santa, était d'une maison noble de Sartène. Veuve de Jean-Jérôme Ramolino, commandant des troupes à Ajaccio, pour le compte de Gênes, elle s'était remariée à François Fesch, suisse de Bâle, au service de la marine gènoise, avec le grade de capitaine. Elle avait eu un fils, Joseph Fesch, de cette union.

Charles-Marie Bonaparte demanda la main de Letizia Ramolino, et il l'obtint, malgré leur jeune âge. Le mariage fut célébré le 2 juin 1764; le nouvel époux n'avait que dix-huit ans et sa femme quatorze! Elle lui apportait un peu de fortune, l'héritage de son père le commandant.

Le ménage, sans quitter définitivement Ajaccio, vécut le plus souvent à Corte, où Charles Bonaparte devait être présent, comme secrétaire de Paoli et membre de la Consulte nationale. M^{me} Bonaparte eut d'abord deux enfants qu'elle n'éleva point, morts tout jeunes, un garçon en 1765, une fille en 1767, puis il lui vint le 7 janvier 1768, Joseph, le fils premier-né qui survécut, de sa glorieuse génération. C'était une femme d'une énergie singulière, au caractère fortement tranché, l'esprit sérieux et dominateur, toute pénétrée d'antiques et frustes vertus.

Son fils Joseph n'avait pas six mois, que les Corses se soulevaient contre la France qui avait reçu de Gênes la souveraineté sur leur île, par un traité du 15 mai 1768. Paoli n'avait point accepté les nouveaux maîtres, et ce héros de l'indépendance de son pays avait entraîné la plupart de ses compatriotes à combattre les soldats de Louis XV. Charles Bonaparte était l'un de ses aides de camp, et il participa à la campagne qui dura près d'une année, se distinguant dans plusieurs affaires, à Borgo, le 7 octobre 1768, qui fut une victoire corse, à Ponte-Novo, le 9 mai 1769, qui marqua la fin de l'insurrection des patriotes.

Pendant cette petite guerre de marches et de contremarches dans la montagne, M^{me} Bonaparte accompagnait souvent son mari, supportant avec vaillance les fatigues, les intempéries, toutes les rudesses d'une existence aventureuse, hérissée de périls. Après la défaite de Ponte-Novo, les vaincus se réfugièrent sur les hauteurs désertes du Monte-Rotondo, avec leurs femmes et leurs enfants, pour échapper aux troupes françaises. Paoli, ayant abandonné la lutte et quitté l'île le 7 juin 1769, les réfugiés adressèrent quelques-uns des leurs, Charles Bonaparte, Laurent et Damien Giubega, Arrighi, au comte de Vaux, commandant l'armée du roi, afin de traiter les conditions de leur soumission. Dignement, sans humiliation, ils obtinrent le droit de regagner leurs domaines et leurs maisons, et c'est ainsi que M^{me} Letizia Bonaparte, revenue

à Ajaccio, dans un état de grossesse avancée, avec son mari et son jeune enfant, Joseph, put y mettre au jour, le 15 août 1769, fête de l'Assomption, vers onze heures du matin, un fils, Napoléon.

On a entouré cette naissance de légendes, la vérité nue est plus forte et plus belle que tout ce que l'on a pu imaginer à l'aube de cette destinée. Qu'importe que l'enfant soit né sur un tapis où figurait dans la laine un récit d'Homère, qu'importent les prodiges dont on a voulu accompagner sa venue, c'est lui, lui seul, le prodige. Il était à peine au monde qu'il agitait sa grosse tête en criant, et qu'il se mettait à sucer son pouce, comme s'il avait été pressé de vivre.

Son père quittait bientôt la vaillante Letizia pour aller à Pise achever ses études de droit et recevoir le titre de docteur. Pourvu de son diplôme, il revenait en Corse où il s'occupait de l'exploitation de ses terres et des affaires publiques à la Consulte. Il avait compris que l'intérêt de son pays était de ne pas lutter plus longtemps contre la France, et il avait été l'un des premiers ralliés à la politique des gouverneurs. On connaît ses rapports amicaux avec M. de Marbeuf qui devint son zélé protecteur et qui ne cessa de l'encourager. Charles Bonaparte joignait, à des qualités d'ordre pratique, une imagination ardente qui le poussait aux vastes entreprises. Il voyait « grand », et peu soucieux des détails, il était incapable d'accroître et même de conserver intacte une fortune qui ne consistait plus, après la guerre, qu'en un domaine de quinze cents francs de revenus. Aussi la gêne régnait-elle dans son ménage augmenté presque chaque année d'un enfant : Marie-Anne en 1771, morte en 1776, Lucien, 1775, Elisa, 1777, Louis, 1778, Pauline, 1780, Caroline, 1782, Jérôme, 1784. Il fallait toute l'économie de la mère, voisine de l'avarice, mais qui n'était qu'une sage prévoyance, pour que les Bonaparte pussent figurer honorablement parmi la noblesse de l'île.

Napoléon fut baptisé le 21 juillet 1771, par son grand-oncle

l'archidiacre Lucien, dans la cathédrale d'Ajaccio. Sa marraine était Gertrude Paravisino, la sœur de son père, son parrain, Lorenzo Giubega, procureur du roi à Calvi, « compère très aimé » de Charles Bonaparte, avec lequel celui-ci garda des relations cordiales et suivies. Il eut comme nourrice Camilla Ilari, femme pauvre d'un marin, qui l'enveloppa d'une telle affection qu'elle le défendait contre tous, M^{me} Letizia elle-même, comme si un obscur instinct lui eut révélé à quel être prodigieux elle donnait son lait.

Cependant aucune manifestation extérieure ne distinguait son nourrisson des autres enfants de son âge. Il grandit sans subir aucune maladie grave, et lorsqu'il eut cinq ans, M^{me} Letizia le plaça dans une pension de fillettes. Il s'y éprit d'une Giacominetta, et comme ses jeunes compagnes étaient jalouses des soins qu'il lui rendait, elles avaient composé, à son intention, une chansonnette qui le mettait fort en colère. L'élève Napoléon, très négligé dans ses vêtements, s'en allait souvent par les rues, les bas tombés de ses jambes maigres sur les pieds, aussi le poursuivaient-elles de ce refrain moqueur :

Napoléon a mi-chaussette,
Fait l'amour à Jacquelinette.

Il ne resta pas longtemps avec les filles, et il entra dans une école où il eut comme maître un abbé, Recco. C'est là qu'il apprit à lire. Son frère Joseph, qui était son condisciple, nous a laissé une page dans ses *Mémoires*, révélatrice des sentiments de domination de Napoléon enfant.

« Je me rappelle, écrit-il, que les élèves étaient placés vis-à-vis les uns des autres aux deux côtés opposés de la salle, sous un immense drapeau dont l'un portait les initiales S.P.Q.R., c'était celui de Rome ; l'autre était celui de Carthage. Comme l'aîné

des deux enfants, le professeur m'avait placé à côté de lui sous le drapeau romain ; Napoléon, impatienté de se trouver sous le drapeau de Carthage qui n'était pas celui du peuple vainqueur, n'eut pas de repos qu'il n'eut obtenu notre changement, ce à quoi je me prêtais de bonne grâce. »

Quoique l'aîné, Joseph subissait l'ascendant de son jeune frère qui « était turbulent, adroit, vif, preste à l'extrême. » Il avait toujours le dessous dans leurs querelles ; il se laissait battre, et il n'avait même pas l'avantage de pouvoir réclamer auprès de sa mère, à laquelle Napoléon, plus hardi, savait s'empressement de présenter les choses sous un jour pour lui favorable.

Quelle fut sa vie jusqu'à l'âge où il vint en France ? Celle d'un enfant dont on n'aurait retenu aucun trait marquant, s'il n'était devenu un homme prodigieux. La tradition veut qu'il ait témoigné, dès son enfance, un goût vif pour les soldats, et elle est appuyée par le témoignage de Letizia Bonaparte. Elle raconta à M^{lle} Melini, lorsqu'elle était retirée à Rome après la chute de l'empereur, que ses enfants étaient très turbulents, et que pour leurs jeux, les jours de pluie, elle avait dû faire démeubler une chambre de sa maison. Là, pendant que Joseph illustrait les murs de pantins, Napoléon y crayonnait des troupes rangées en bataille. Mais les souvenirs de M^{me} Bonaparte n'ont pas plus de valeur historique que la tradition. De même, l'on doit comprendre parmi les légendes, l'échange que Napoléon faisait de son pain blanc contre du pain noir des soldats de la garnison, le petit canon de bronze qu'il tirait pour les fêtes, l'embrigadement des gamins des faubourgs, et mille autres anecdotes dont l'imagination populaire s'est complu à décorer son enfance.

Ce que l'on sait, avec le plus de certitude, c'est son goût pour les mathématiques. Tout jeune il aimait le calcul et les problèmes à résoudre. Des béguines l'avaient surnommé le petit mathéma-

ticien et le récompensaient de son mérite en le régaland de confitures.

« Un jour, a dit M^{me} Letizia Bonaparte, qu'il les rencontra sur la place Saint-François, il se mit à courir vers elles, en s'écriant : « Celui qui veut savoir où est mon cœur le trouvera au milieu du sein des sœurs. » La sœur Orto, femme grasse, avec de mauvaises jambes, le réprimanda, mais à la fin elle dut céder et lui adoucir la bouche, pour le faire taire. » Afin qu'il put tranquillement se livrer à sa passion des mathématiques, sa mère lui avait fait construire une sorte de cabane en bois sur le toit plat de sa maison, où il s'isolait, loin de toute distraction et de tout bruit.

C'était un enfant précocement grave et sérieux, mais qui avait des accès de gaieté, de turbulence et de moquerie. Il demeurait de longues heures immobile, à la recherche de la solution d'un problème difficile, puis il avait besoin de mouvement, il lui fallait dépenser dans des jeux ou dans des courses, son extraordinaire énergie physique. Il était sentimental. Il aimait la vertu. Il rêvait volontiers.

Napoléon souffrait de la situation gênée de sa famille où « l'on ne mettait pas tous les jours le pot-au-feu ». Enfant, il faisait des projets pour l'améliorer, la grandir, l'élever au-dessus de celle des voisins ou des amis, car il était profondément Corse, en ce sens qu'il avait un amour absolu pour les gens de sa maison et qu'il la voulait, âprement, prééminente.

Charles Bonaparte ne réussissait point dans ses affaires, mais s'il ne parvenait pas à augmenter sa fortune médiocre, il faisait quand même figure parmi les nobles de la Corse. Il siégeait aux États, et en 1776, il avait été choisi par son Ordre pour être délégué auprès du roi. Sa présentation à la Cour et son voyage en France ne lui avaient pas été inutiles. Beau cavalier, l'air avantageux, diplomate aimable et avisé, il s'était créé de précieuses relations, et dès 1776, à son retour dans l'île, il demandait une place dans

une école militaire pour l'un de ses fils. Il avait comme principal appui M. de Marbeuf, commandant en Corse, qui s'était chargé de ne pas laisser oublier ses sollicitations. Elles réussirent en 1778, et ce fut Napoléon — Joseph devait se destiner à l'état ecclésiastique — qui obtint officiellement, le 31 décembre, une place au collège militaire de Tiron.

Charles Bonaparte n'avait pas attendu jusque-là pour aller en France. Nommé une seconde fois par la noblesse de Corse comme délégué auprès du roi, il s'était embarqué le 15 décembre, avec Napoléon, Joseph, et son beau-frère Fesch qui avait une place au séminaire d'Aix.

C'était le commencement de la grande aventure, et que pouvait-il y avoir dans le cœur de cet enfant maigre — Neapoleonne — lorsque le bateau l'éloignait de son île, de sa maison, de sa mère, sinon un vague effroi des terres nouvelles et des étrangers parmi lesquels il lui faudrait vivre seul désormais.

CHAPITRE II

L'ÉLÈVE DU ROI

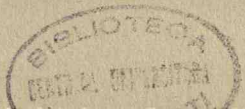
LES élèves du roi, admis dans les écoles militaires, devaient connaître le français et faire la preuve de leur noblesse. Charles Bonaparte mit Napoléon et Joseph au collège d'Autun, et s'empressa de soumettre son dossier généalogique à d'Hozier de Sérigny, juge d'armes de la noblesse de France, qui délivrait les certificats aux jeunes gens qui avaient une place dans les écoles militaires du roi. Le dossier de Charles Bonaparte était probant et le juge d'armes ne lui fit d'observations que sur la manière d'orthographier Buonaparte ou Bonaparte. Dans les plus anciens documents ce nom s'écrivait indifféremment, et si Napoléon a d'abord signé Buonaparte, il n'a pas changé personnellement l'orthographe de son nom lorsqu'il a adopté Bonaparte pour signature. Le certificat de noblesse fut adressé en mars 1779, au prince de Montbarrey, ministre de la Guerre, et avant la fin du même mois, l'admission de Napoléon à l'école de Brienne — au lieu de l'école de Tiron primitivement désignée — était annoncée à Charles Bonaparte.

Pendant que celui-ci faisait des démarches en vue d'obtenir le certificat de noblesse, Napoléon apprenait le français à Autun. Il était entré au collège le 1^{er} janvier 1779, et son père l'en retira, après un trimestre, comme en témoignent les registres des élèves qui portent : « M. Neapoleonne de Buonaparte, pour trois mois vingt jours, cent onze livres, douze sols, huit deniers. » En aussi

peu de temps il avait assez travaillé pour faire en français « librement la conversation, de petits thèmes et de petites versions, » d'après l'affirmation de l'abbé Chardon, l'un de ses professeurs.

En quittant le collège d'Autun, Napoléon se séparait de son frère Joseph qui lui avait adouci l'amertume de l'exil. Malgré sa fierté, il ne put retenir ses larmes, lorsqu'il l'embrassa au moment du départ. C'est que l'enfant, encore dépaysé, allait se trouver réellement seul parmi des étrangers. Charles Bonaparte l'attendait à Brienne, et il vint l'y rejoindre, vers le milieu de mai, pour entrer à l'école royale de Brienne-le-Château, entre le 14 et le 16, selon toute vraisemblance. Il n'avait pas encore dix ans, et on se l'imagine, son père parti, au milieu des élèves moqueurs, sans pitié, qu'il dispose à rire, par son étrange patois, ses façons brusques, son visage taciturne et maigriot. Ah! golfe bleu d'Ajaccio, sur lequel souffle le vent chaud et parfumé du maquis, montagnes aux cimes neigeuses, grand soleil, liberté que tempère à peine la sévérité de M^{me} Letizia... Le voici dans une cour qui lui semble si étroite et si noire, captif, parmi tous ces visages curieux, et que sa timidité effarouchée lui montre méchants et hostiles. Il se contracte, il souffre, il apparaît maussade et mauvais camarade, on le brime. Il devient pour ses condisciples rieurs, *Paille-au-Nez*, déformation de *Napolioné*; mais triste et volontaire, il travaille en bon Corse : il faut restaurer la maison d'Ajaccio, aider M^{me} Letizia à élever sa nombreuse famille!

Cependant, si l'arrivée à l'école militaire de Brienne meurtrit Napoléon, et s'il eut à souffrir pendant les premiers mois de son séjour, il y a tout lieu de croire qu'il s'accoutuma à la règle de l'école, et que ses camarades cessèrent bientôt de le tourmenter de leurs plaisanteries. S'il ne fut que peu liant avec eux — à l'exception de quelques-uns de ses condisciples, dont Bourrienne — c'est qu'à sa réserve naturelle, il joignait le sentiment d'être un étranger parmi les cent dix élèves de l'école. Il se retrancha volon-



tairement de leurs jeux, par goût de la solitude, et pour éviter leurs moqueries, d'où pouvaient naître les disputes et les batailles. Retiré sous une tonnelle, dans la portion du jardin qui lui avait été attribuée, il aimait à rêver, mais s'il fuyait les sujets de querelles, il était brave, et il défendait sa retraite, des pieds et des poings, parfois de ses instruments de jardinage, contre les railleurs qui se hasardaient à la troubler, en le narguant.

Son séjour à Brienne a fait l'objet de mille légendes qui le présentent comme un monstre de dissimulation ou comme un enfant dans lequel se manifestait déjà le génie, selon qu'elles sont inventées ou répandues par ses détracteurs ou ses apologistes. Il ne fut ni l'un ni l'autre. Pendant les cinq années qu'il passa à l'école, il vécut la vie de ses condisciples, sans que rien de marquant ne vint signaler ses études.

Le collège de Brienne était dirigé par des religieux minimes, avec, comme principal, le père Louis Berton, et des professeurs laïques pour l'enseignement des langues étrangères et des arts d'agrément. La discipline y était fort sévère, et les jeunes gens qu'on y admettait, soit comme élèves du roi — qui payait 700 livres pour leur pension — soit comme pensionnaires, n'avaient ni vacances, ni congés, pendant la durée de leur séjour.

Napoléon fut-il un élève brillant? Non. Il ne se distingua que dans les mathématiques que lui apprenait le père Patrault. Son professeur de grammaire était le père Dupuy qui, sous le Consulat, devint bibliothécaire de Malmaison. En dehors de leurs leçons, Napoléon montrait une véritable passion pour la lecture. Il lisait, entre tous les livres dont il pouvait disposer, les *Vies des Hommes illustres*, de Plutarque, avec une sorte de fièvre. Il s'exaltait dans la fréquentation des héros, et il voulait se modeler à leur image. Et quand on le croyait seul, retiré à l'écart des jeux, pendant les récréations, il vivait dans un monde d'actions d'éclat et de vertus.

C'était, vers la fin de ses études à Brienne, un adolescent sérieux, soumis à la discipline, et qui jugeait déjà les mérites de la carrière militaire. Il voudrait entrer dans le corps de la marine et, lorsque celui-ci lui est fermé, il se décide pour l'artillerie. Il estime qu'un officier d'infanterie n'est qu'un petit personnage. Il a de l'ambition. Il se préoccupe de s'assurer un état brillant, pour lui, et pour les siens qu'il n'oublie jamais dans ses projets d'avenir. Après une visite de son père — la seule qu'il ait reçue en cinq années — qui amenait son frère Lucien à Brienne et sa sœur Elisa à Saint-Cyr, tous deux boursiers du roi, il écrit à l'un de ses oncles, à propos de Joseph, renonçant aux ordres pour la carrière militaire, une lettre d'un ton étrangement posé et réfléchi. Il discute le caractère de son aîné, établit l'état qui peut le mieux lui convenir, avec une logique que l'on n'attendait pas d'un enfant de quinze ans.

« Il veut entrer sans doute dans l'infanterie, écrit-il le 25 juin 1784. Bon ! je l'entends. Il veut être toute la journée sans rien faire, il veut battre le pavé toute la journée et, d'autant plus, qu'est-ce qu'un mince officier d'infanterie ! Un mauvais sujet les trois quarts du temps, et c'est ce que mon cher père, ni vous, ni ma mère, ni mon cher oncle l'archidiacre ne veulent, car il a déjà montré de petits tours de légèreté et de prodigalité. En conséquence, on fera un dernier effort pour l'engager à l'état ecclésiastique, faute de quoi mon cher père l'emmènera avec lui en Corse où il l'aura sous ses yeux. On tâchera de le faire entrer au barreau. » N'est-ce pas extraordinaire d'autorité et de sagesse ?

Les derniers mois de Brienne furent adoucis pour Napoléon par la présence de Lucien dont il surveilla les débuts. Il en est satisfait, et il le mande à Charles Bonaparte.

« Le chevalier vous embrasse, lui écrit-il, de tout son cœur. Il travaille fort bien, il a fort bien su à l'exercice public. » Et dans la même lettre, il lui donne les raisons pour lesquelles Joseph —

retourné d'Autun en Corse — peut venir à Brienne où le père Patrault lui enseignera les mathématiques, en même temps qu'il lui annonce l'arrivée prochaine de l'inspecteur à l'école, et qu'il lui demande des livres « touchant le royaume de Corse ».

L'année précédente, l'école de Brienne avait été inspectée par le chevalier de Keralio qui, après avoir interrogé Napoléon, avait jugé qu'il était assez préparé pour entrer à l'école militaire de Paris. Voici la note qui le concerne; c'est un document précieux :

« État des élèves susceptibles d'entrer au service ou de passer à l'école de Paris, savoir :

« M. de Buonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769, de 4 pieds 10 pouces, a fait sa quatrième. Constitution, santé excellente, caractère soumis, doux, honnête, reconnaissant, conduite très régulière, s'est toujours distingué par son application aux mathématiques. Il sait très passablement son histoire et sa géographie. Il est très faible dans les exercices d'agrément. Ce sera un excellent marin, digne d'entrer à l'école de Paris. »

Pour des raisons que l'on ignore — peut-être à cause de sa jeunesse — on n'avait pas donné suite à la note de l'inspecteur, et Napoléon passa à Brienne encore une année. Mais après l'inspection faite en septembre 1784, par le chevalier de Raynaud des Monts, il fut nommé par le roi à une place de cadet gentilhomme, à l'école militaire de Paris.

Au faite de sa puissance, Napoléon garda le souvenir de son séjour à Brienne. Il protégea ceux qu'il y avait plus ou moins connu, s'empressant de leur accorder des postes ou des pensions, à leur première demande, ou spontanément. Le père Berton, le principal, devint directeur du collège de Compiègne, le père Patrault fut directeur des Domaines nationaux; parmi ses condisciples, il employa Bourrienne comme secrétaire; Gudin fut nommé comte de l'Empire et gouverneur de Fontainebleau; Nansouty, également comte de l'Empire, reçut le commandement de la cava-

lerie de la garde en 1814. Il semble aux jours de sa gloire rechercher les plus humbles témoins de sa jeunesse, et c'est ainsi que, Premier Consul, il prend comme concierges de Malmaison, les Hauté, gardiens de l'école de Brienne. Son professeur d'écriture, nommé Dupré, venant lui rappeler à Saint-Cloud « qu'il avait eu le bonheur de lui donner pendant quinze mois des leçons d'écriture », il s'esclaffe : « Ah ! le fichu élève que vous avez fait là ! je vous en fais mon compliment », et il lui octroie une pension de 1.200 francs !...

Napoléon quitta Brienne vers la fin d'octobre, et il entra le 1^{er} novembre 1784 à l'école du Champ-de-Mars, à Paris. Créée par Louis XV pour y instruire les fils des gentilshommes de son royaume, elle offrait un mélange de splendeur et de discipline militaire qui ne fut pas sans frapper le nouvel arrivant. Le personnel était nombreux, la nourriture abondante et recherchée, comme il convenait à des jeunes gens de haute noblesse. Napoléon avait pris de l'assurance, il n'était plus la sorte de petit paysan maigriot qui avait souffert à Autun et à Brienne de son ignorance du français et de son manque d'usage. Il regarde, il observe, il réfléchit et travaille, car il a hâte de passer son examen et d'être reçu officier.

Les études sont dirigées par Valfort sous les ordres de M. de Timbrune, et les professeurs de Napoléon étaient, pour la grammaire française, Domairon, celui qui disait plus tard que « son style était du granit chauffé au volcan » ; pour les mathématiques, Monge ; pour l'histoire et la géographie, de l'Esguille ; pour les langues étrangères, l'anglais, Roberts, l'allemand, Baur. Celui-ci n'aimait guère Napoléon qui était un de ses mauvais élèves, incapable d'apprendre une langue en dehors du patois corse et du français. Aussi, manquant à sa classe, le jour où il passait son examen d'artillerie, Baur remarquant son absence, fit cette réponse à un élève qui lui disait que Napoléon était le plus fort mathématicien de l'école : « Je l'avais toujours entendu dire et je

l'avais toujours pensé que les mathématiques n'allaient qu'aux bêtes ! » En outre de ces professeurs, Napoléon apprenait l'art des fortifications avec Rousseau, Fleuret et Marteau; le dessin, Halm, Laroche et Dubois de Sainte-Marie; l'écriture, Daniel; l'équitation, Dauvergne; l'escrime, Etienne; la danse, Lafeuillade et Duchesne.

Napoléon s'était fait des amis et des ennemis à l'école militaire. Parmi les premiers, il faut compter surtout Alexandre des Mazis, lequel, chargé d'être son instructeur d'infanterie, acquit son affection, par son caractère aimable et dévoué. Ayant émigré à la Révolution, il rentra en France au Consulat, et Bonaparte le nomma administrateur du mobilier impérial, puis chambellan. Son ennemi juré était Phélippeaux. Ils échangeaient des coups de pieds sous les tables et ils étaient toujours prêts à en venir aux mains. Pendant la campagne d'Égypte, Phélippeaux organisa la résistance à Saint-Jean-d'Acre, et si bien que le général Bonaparte ne put s'emparer de cette place forte.

Le cadet gentilhomme Napoléon n'avait pas que des inimitiés personnelles; il participait à des querelles qui mettaient aux prises les différents clans de l'école. « Sans être grand de taille, a-t-il dicté à Sainte-Hélène, je ne manquais pas d'être assez fort. Je me rappelle qu'à l'école militaire, nous autres petits nobles, nous nous donnions des roufflées avec les fils des grands seigneurs et j'en sortais toujours vainqueur. »

Le jeune Corse avait rapporté de son île des goûts de simplicité. Le régime de l'école lui paraissait peu conforme à celui de futurs soldats. Il en blâmait le luxe, le nombreux personnel, la nourriture recherchée, les mœurs élégantes et raffinées. Il était déjà militaire, avec un idéal d'austérité, de science et de rudes vertus.

Napoléon avait fait sa première communion à Brienne; il fut confirmé à Paris, par Mgr de Juigné. A l'occasion de cette cérémonie, il prouva la vivacité de son esprit et la promptitude de ses

réparties. L'archevêque ayant exprimé de l'étonnement sur son prénom, en disant qu'il ne connaissait pas ce saint-là, Napoléon répondit qu'il y avait beaucoup de saints qu'on ignorait, et que l'année n'ayant que trois cent soixante-cinq jours, tous n'étaient pas portés sur le calendrier ! L'empereur ne se souvint de ce petit incident que pour nommer Mgr de Juigné au chapitre épiscopal de Saint-Denis avec un traitement de quinze mille francs.

Pendant les premiers mois de son séjour à l'école de Paris, Napoléon perdit son père Charles Bonaparte. Celui-ci qui souffrait depuis longtemps de l'estomac, mourut à Montpellier, le 25 février 1785, d'ulcères au pylore, au cours d'un voyage qu'il faisait en France pour y venir chercher des soins. Napoléon se considéra, dès lors, comme le chef de la famille, estimant que son aîné, Joseph, était incapable de tenir ce rôle, avec son esprit superficiel et léger. Il écrivit, le 28 mars, une lettre à sa mère où il exprimait son deuil, mais sur un ton ferme et mâle.

« Ma chère mère,

« C'est aujourd'hui que le temps a un peu calmé les premiers transports de ma douleur, que je m'empresse de vous témoigner la reconnaissance que m'inspirent les bontés que vous avez eues pour nous. Consolez-vous, ma chère mère, les circonstances l'exigent. Nous redoublerons de soins et de reconnaissance, et heureux si nous pouvons par notre obéissance vous dédommager un peu de l'incalculable perte de cet époux chéri. Je termine, ma chère mère, ma douleur me l'ordonne, en vous priant de calmer la vôtre. Ma santé est parfaite et je prie tous les jours que le ciel vous gratifie d'une semblable. »

Bien qu'il soit élevé en France, et sur les deniers du roi, il n'oublie pas sa Corse natale, et il reste un patriote, en admiration devant les exploits du grand Paoli. L'île est pour lui un royaume, et il n'est pas loin de regretter son indépendance. Il va entrer au

service de la France un peu comme un étranger, et il faudra attendre encore longtemps avant qu'il ait une âme française.

Le cadet gentilhomme Napoléon Bonaparte passa son examen pour l'artillerie dans le dernier semestre de 1785, et il fut classé le 42^e sur 58 admis. Ses études à l'Ecole Militaire de Paris n'avaient duré qu'une année, et il était officier à l'âge de seize ans et quinze jours. Napoléon commençait à marcher dans son rêve, vers son destin.

J'ai été très bionille
 Bonaparte fils
 cadet gentilhomme
 à l'école royale militaire de
 Paris.

Bonaparte

AUTOGRAPHE DE BONAPARTE EN 1785, AU MOMENT DE SA NOMINATION
 AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT.

CHAPITRE III

LE LIEUTENANT

PAR un brevet daté du 1^{er} septembre 1785, Napoléon fut nommé sous-lieutenant en second au régiment de la Fère du Corps Royal de l'artillerie. Il ne quitta Paris que le 30 octobre — après avoir rendu une visite à Mgr Marbeuf, évêque d'Autun, frère du gouverneur de la Corse qui l'avait protégé — pour rejoindre sa garnison qui était Valence, versé dans une compagnie de bombardiers, capitaine d'Antume. Parti en compagnie d'Alexandre des Mazis, il passa par Fontainebleau, Sens, Chalon où il prit le coche d'eau sur la Saône jusqu'à Lyon, et il arriva à son poste dans les premiers jours de novembre.

Napoléon porte l'uniforme, il est soldat, quelle sera sa vie désormais? Celle des officiers, ses camarades, qui tiennent garnison dans une ville de province. L'autorité militaire lui avait assigné comme logement la maison de M^{lle} Bou, située dans l'angle de la Grand' Rue et de la rue du Croissant, et satisfait des soins de cette vieille et gracieuse personne, il devenait ensuite librement son locataire. Sa chambre était au premier étage, près de la salle du billard.

Napoléon n'avait pas dix-sept ans, et que savait-il de son métier? Rien. L'École Militaire ne lui avait donné qu'un vague enseignement théorique. Il dut tout apprendre de l'art des bombardiers, et il n'eut la fonction d'officier que le 10 janvier 1786, après avoir

monté de nombreuses gardes, et s'être initié au maniement du canon. Les débuts lui furent facilités par le capitaine d'Antume, son lieutenant en premier, de Courcy, et son lieutenant-colonel, le vicomte d'Urtubie. Il leur en garda une reconnaissance qui se manifesta plus tard par des grades et des dons en argent. Quant à ses camarades, il entretenait avec eux les rapports habituels dans les régiments. Il prenait pension chez un nommé Géry, hôtel des Trois-Pigeons, et il n'avait guère le loisir de se livrer à de grosses dépenses, sa solde annuelle étant des plus minces, onze cent vingt livres! S'il faut en croire un calcul de fantaisie, mais qui pourrait se rapprocher de la vérité, il ne lui serait resté pour ses plaisirs de jeune homme que quarante-deux livres par an! Cette somme était-elle suffisante? Il apparaît que dès sa jeunesse Napoléon était sobre, peu dépensier, élevé à la rude école de sa mère, M^{me} Letizia, et qu'il ne recherchait pas les distractions de son âge. Après son service, il fréquentait quelques maisons amies, celle de l'abbé de Saint-Ruff et surtout celle de M^{me} Grégoire du Colombier qui avait une aimable fille. Il s'était épris de M^{lle} Caroline, et il a raconté, à Sainte-Hélène, qu'il lui donnait d'innocents rendez-vous aux Barreaux, une propriété de sa mère, à quelques kilomètres de Valence, et que leur plaisir était de manger ensemble des cerises. Il se produisait parfois le soir dans le salon de M^{me} du Colombier, et pour n'y être point emprunté parmi les jeunes gens, il avait pris un maître de danse, Dautel, qui, malgré ses mérites, ne parvint pas à en faire un bon danseur. Ce qui ne l'empêcha pas d'être nommé par l'empereur en 1808, contrôleur dans l'administration des Droits réunis.

Mais, dès ce premier séjour à Valence, il montre ce goût de la lecture et de la rêverie qu'il eut jusqu'à ce qu'il fut entré dans l'action. Il se préoccupe d'écrire l'*Histoire de la Corse*, car il est resté fermement patriote, avec l'admiration de Paoli, et il est sous l'empire de Rousseau, qui lui offre l'exemple de sa taciturnité

héroïque, de sa véhémence passionnée et de ses austères vertus. Il est abonné au cabinet de lecture d'un M. Aurel, et il achète en suisse, chez Borde, libraire à Genève, les *Mémoires de M^{me} de Warens*, qui font suite aux *Confessions* de Rousseau, et l'*Histoire des Révolutions de Corse*, par l'abbé Germanes. Et non seulement il lit avec une sorte de frénésie, il écrit encore dans cette langue française qu'il s'était si bien assimilée, et qu'il devait illustrer par des monuments impérissables. Avec les inédits que M. Frédéric Masson a savamment publiés, on connaît les études qu'il entreprenait à cette époque, et l'on assiste à la formation de sa pensée. Il existe trois morceaux rédigés entre avril et mai 1786, et l'on y découvre une singulière maturité d'esprit. La première note, toute à la gloire de Paoli, datée du 26 avril, se termine sur cette conclusion :

« Si, par la nature du contrat social, écrit le sous-lieutenant Bonaparte, il est prouvé que, sans même aucune raison, un corps de nation peut déposer le prince, que serait-ce d'un privé qui, en violant toutes les lois naturelles, en commettant des crimes, des atrocités, va contre l'institution du gouvernement? Cette raison ne vient-elle pas au secours des Corses en particulier, puisque la souveraineté ou plutôt la principauté des Génois n'était que conventionnelle. Ainsi, les Corses ont pu, en suivant toutes les lois de la justice, secouer le joug génois et peuvent en faire autant de celui des Français. Amen. »

La seconde note, en date du 3 mai, est une méditation douloureuse, où un jeune homme de dix-sept ans refuse la vie, devant les malheurs qui ont accablé sa patrie. Elle serait toute entière à publier.

« Toujours seul au milieu des hommes, écrit Napoléon, je rentre pour rêver avec moi-même et me livrer à toute la vivacité de ma mélancolie. De quel côté est-elle tournée aujourd'hui? Du côté de la mort...

« Que les hommes sont éloignés de la nature ! Qu'ils sont lâches, vils, rampants ! Quel spectacle verrai-je dans mon pays ? Mes compatriotes chargés de chaînes et qui baissent en tremblant la main qui les opprime ! Ce ne sont plus ces braves Corses qu'un héros animait de ses vertus, ennemis des tyrans, du luxe, des vils courtisans. Fier, plein d'un noble sentiment de son importance particulière, un Corse vivait heureux s'il avait employé le jour aux affaires publiques...

« Quand j'arriverai dans ma patrie, quelle figure faire, quel langage tenir ! Quand la patrie n'est plus, un bon patriote doit mourir. Si je n'avais qu'un homme à détruire pour délivrer mes compatriotes, je partirais au moment même et j'enfoncerais dans le sein des tyrans le glaive vengeur de la patrie et des lois violées. La vie m'est à charge parce que je ne goûte aucun plaisir et que tout est peine pour moi. Elle m'est à charge parce que les hommes avec qui je vis et vivrai probablement toujours ont des mœurs aussi éloignées des miennes que la clarté de la lune diffère de celle du soleil. Je ne peux donc pas suivre la seule manière de vivre qui pourrait me faire supporter la vie, d'où s'ensuit un dégoût pour tout. »

Si les deux premiers manuscrits, composés à Valence, en 1786, sont d'une qualité exceptionnelle, venant d'un jeune homme de dix-sept ans, le troisième est plus surprenant encore, par la force logique qu'il contient, sa vigueur, et les idées générales qu'on y trouve exposées, discutées, acceptées ou réfutées. C'est la critique d'un volume de Roustan, *Offrande aux autels et à la patrie*, où l'auteur combattait les théories de J.-J. Rousseau, émises dans le huitième chapitre de son *Contrat social*, sur les religions et la constitution politique de l'Etat. Dans ces pages, datées du 9 mai, 4 heures après-midi, écrites selon M. Frédéric Masson, d'un seul jet, sans rature, Napoléon définit avec une telle netteté les droits de l'Etat, les principes de sa souveraineté et le besoin de son unité

en regard des religions qu'il n'eut qu'à appliquer ses idées lorsqu'il fut au pouvoir.

Vers la fin de son séjour à Valence, le sous-lieutenant Bonaparte partit à Lyon en détachement, avec le deuxième bataillon de son régiment. On craignait des troubles dans cette ville, et il y resta du milieu d'août à la fin du mois. De retour au siège de sa garnison, il le quitta aussitôt, le 1^{er} septembre, pour aller passer en Corse son premier semestre de congé.

Il y avait sept ans et neuf mois qu'il était éloigné de sa patrie. C'est tout enfant qu'il l'avait quittée, et il y revenait officier du roi, précocement mûri, comme s'il avait vécu des années d'exil. Napoléon arriva le 15 septembre à Ajaccio, et au plaisir de revoir sa mère, se joignit la peine de la trouver dans une situation voisine de la pauvreté, chargée de mille tracas d'affaires. Avec son esprit sérieux et avisé, il s'employa, dès son arrivée, à l'aider dans ses sollicitations pour obtenir justice. Il s'agissait principalement de recevoir une indemnité pour la plantation d'une pépinière de mûriers que Charles Bonaparte avait faite avec le concours du gouvernement. L'affaire était très embrouillée, et nécessitait de nombreuses lettres ainsi que de copieux mémoires.

Cependant quel que fut le souci qu'eut Napoléon d'alléger le fardeau que portait vaillamment M^{me} Letizia, il n'en négligeait point pour cela ses études particulières. Son frère Joseph a tracé dans ses *Mémoires* un tableau de ses travaux et de ses goûts à cette époque.

« Ses habitudes étaient celles d'un jeune homme appliqué et studieux, a-t-il écrit, mais bien différent de ce que le représentent les auteurs de mémoires qui tous se transmettent la même erreur, dès qu'elle a été émise une fois. Il était alors admirateur passionné de Rousseau, ce que nous appelions être *habitant du monde idéal*, amateur des chefs-d'œuvre de Corneille, de Racine, de Voltaire, que nous déclamions journallement. Il avait réuni les œuvres de

Plutarque, de Platon, de Cicéron, de Cornélius Nepos, de Tite-Live, de Tacite, traduites en français, celles de Montaigne, de Montesquieu, de Raynal. Tous ces ouvrages occupaient une malle de plus grande dimension que celle qui contenait ses effets de toilette. Je ne nie pas qu'il n'eût aussi les poésies d'Ossian, mais je nie qu'il les préférât à Homère. »

Il ne s'occupe pas que de littérature, il étudie les questions agricoles, il poursuit ses recherches pour grouper les matériaux de sa grande histoire de la Corse, et il apprend même l'italien, afin de pouvoir lire les ouvrages originaux qui ont été écrits dans cette langue, sur un sujet qui ne cesse de le passionner.

Mais le temps du semestre est bientôt écoulé, et les sollicitations de M^{me} Letizia n'ont pas eu de résultat. Aussi Napoléon demande-t-il une prolongation de congé de cinq mois et demi qui lui est accordée. En dépit de ses efforts les affaires de sa famille n'avancent point, il décide de venir en France, pour tenter d'avoir satisfaction auprès des ministres et des bureaux. Il s'embarque le 12 septembre 1787, après avoir passé un an en Corse, et il arrive à Paris, vers la fin du mois. Napoléon descend rue du Four-Saint-Honoré, à l'hôtel de Cherbourg, et il commence aussitôt ses démarches. Il obtient une audience du premier ministre, le cardinal Loménie de Brienne, il lui expose les réclamations de sa mère à propos de la plantation de mûriers, il rend visite aux commis, il rédige un mémoire pour le cardinal, où après avoir développé l'affaire, il sait trouver de fiers accents.

« Vous aurez autant qu'il est en vous, écrit-il au ministre, réparé les fausses spéculations de votre prédécesseur, vous aurez fait du bien à une famille en suivant les règles de la justice la plus stricte ; de pareilles occasions n'arrivent pas tous les jours. Monseigneur, profitez-en. Et, si la suppliante reconnaîtra par la plus vive reconnaissance vos bontés, vous, Monseigneur, lui devrez l'occasion offerte qui ne vous fera jamais penser à cette famille sans éprouver

un contentement intérieur... Paradis de l'homme juste. » Et il signe : « La suppliante et pour madame sa mère, Buonaparte, officier d'artillerie. »

Aussi bien, Napoléon paraît n'avoir pas mieux réussi à Paris qu'à Ajaccio, et il sollicite une nouvelle prolongation de congé de six mois sans appointements, à partir du 1^{er} décembre 1787, afin d'aller soutenir ses prétentions devant les États de Corse. Il est de retour à Ajaccio le 1^{er} janvier 1788, et la situation de sa mère ne s'y est point améliorée. Joseph est parti à Pise, dans le dessein de recevoir le diplôme de docteur en droit qui lui permettra de briguer une place dans la magistrature. M^{me} Bonaparte, sans appui, avec quatre enfants en bas âge, doit faire elle-même sa cuisine et son ménage. Elle n'a pas de servante, et elle prie Joseph, résidant à Pise, de lui en chercher une, dévouée, âgée de quarante ans, et qui ne coûterait pas plus de quatre à cinq francs par mois. C'est dans ces heures difficiles où il faut toute l'énergie mâle de M^{me} Letizia pour élever sa famille et ne point succomber, que Napoléon continue ses démarches, pendant cinq mois, à Ajaccio, à Bastia, tout en continuant de travailler à son histoire de la Corse, sans cesse à la chasse des documents, manuscrits ou imprimés, écoutant les récits des vieux combattants de l'Indépendance.

Mais voici près de deux ans qu'il est absent de sa compagnie de bombardiers, et il lui faut reprendre du service actif. Son régiment est à Auxonne, il le rejoint dans les premiers jours de juin, et il s'installe d'abord rue Vauban, puis à la caserne d'artillerie où il occupe au troisième étage une chambre qui porte le numéro seize. Pendant son séjour à Auxonne, qui va jusqu'au milieu de septembre 1789, bien des espoirs agitent la France, les États Généraux sont réunis, c'est la Révolution qui commence, et les événements politiques ne sont pas sans avoir une répercussion sur les officiers de l'armée. La plupart, attachés à l'ancien régime, ne voient qu'avec appréhension l'approche des temps nouveaux, le

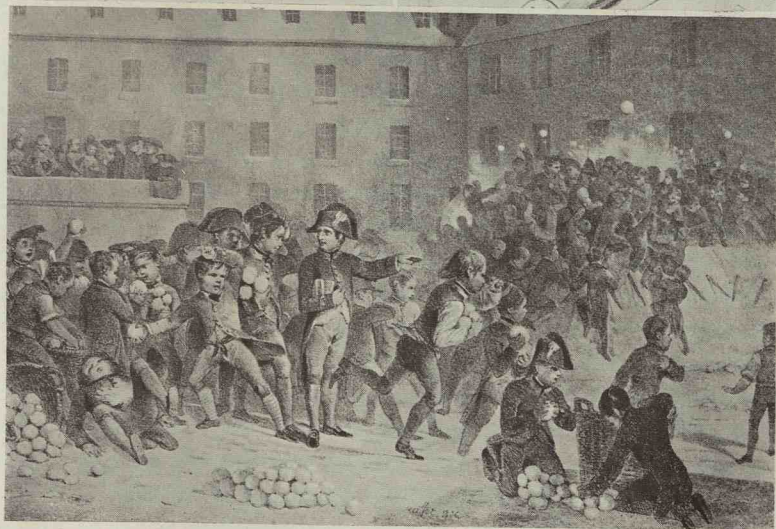
lieutenant Bonaparte, qui n'a aucune des traditions de la noblesse française, aucun attachement de fidélité envers le roi, incline aux idées du jour. Aussi lorsque ses camarades émigreront, restera-t-il à son poste, devenu un jacobin fervent.

Cependant la chose publique ne le détourne pas de son métier. Il étudie avec ardeur les questions d'artillerie, il prend de nombreux cahiers de notes, et il écrit un Mémoire sur la manière de disposer les canons pour le jet des bombes, adressé au général du Teil qui l'avait nommé d'une commission chargée d'étudier le tir de mortiers de différents calibres. Il semble qu'à Auxonne, il soit tout entier à sa profession, et qu'il y fréquente moins le monde qu'à Valence.

« Je n'ai d'autres ressources ici, écrit-il à sa mère, que de travailler. Je ne m'habille que tous les huit jours ; je ne dors que très peu depuis ma maladie ; cela est incroyable. Je me couche à dix heures, et je me lève à quatre heures du matin. Je ne fais qu'un repas par jour. Cela fait très bien à la santé. »

En outre de ses travaux sur l'artillerie, il s'applique à connaître l'histoire générale des peuples, les guerres, les constitutions politiques, les mœurs, comme s'il eut pressenti qu'un jour il serait un conquérant et un législateur. Ses notes portent sur la République de Platon, le gouvernement des anciens Perses, la géographie et l'histoire de la Grèce, etc. Il s'initie aux méthodes de gouvernement de l'Assyrie, de l'Égypte, de Carthage, il en juge les qualités et les défauts avec un extraordinaire esprit pratique. Voilà des études dont se souciaient peu les lieutenants d'artillerie en second !

Napoléon reste pauvre, avec une solde médiocre, et cet état n'est peut-être pas sans influencer ses idées et son caractère. En août 1789, il prête serment à la nation, au roi et à la loi, puis il part en Corse pour son congé de semestre, en passant par Marseille où il rend visite au célèbre abbé Raynal.



L'ENFANCE

En haut : Charles Bonaparte, Lætizia Ramolino, père et mère de Napoléon.
En bas : Napoléon au Collège de Brienne, par Raffet. Il dirige un combat de boules de neiges.

Napoléon qui débarque à Ajaccio à la fin de septembre 1789, fait connaître à ses compatriotes les événements de France. Il est animé du plus pur esprit de la Révolution — sans doute voit-il dans l'avènement d'un régime nouveau l'émancipation de la Corse — et il s'étonne que son île ait été si peu touchée par les vastes espoirs qui agitent le royaume. Napoléon donne la cocarde tricolore aux patriotes d'Ajaccio, il aide à l'ouverture d'un club et à la formation des gardes nationales. L'administration française qui exerce le pouvoir en Corse tient à l'ancien régime, et en apportant les idées de la Révolution, le lieutenant Bonaparte veut hâter l'indépendance de sa patrie.

Dès le 31 octobre 1789, il rédige un manifeste « à nos seigneurs de l'Assemblée Nationale » où il expose les méfaits de l'administration et de l'autorité en Corse, réclamant pour ses compatriotes la liberté et la justice. Puis comme il est un homme d'action, sans attendre les effets de son adresse à l'Assemblée Nationale, il va à Bastia, siège du gouvernement, et il y suscite contre le général de Barrin un mouvement populaire. Il lui demande de porter la cocarde tricolore et d'armer le peuple. Des rixes éclatent entre les troupes françaises et les Bastiais en armes. C'est une émeute, presque une insurrection, qui éclate le 5 novembre, et lorsqu'elle est calmée, le général de Barrin ordonne au lieutenant Bonaparte, soupçonné de l'avoir suscitée et dirigée, de retourner à Ajaccio.

C'est vers la même époque que l'Assemblée Nationale déclarait que l'île de Corse était partie intégrante de l'Empire français, et que tous les patriotes exilés pouvaient rentrer dans leur patrie. L'illustre Paoli quittait aussitôt l'Angleterre, et après avoir passé par Paris où il était acclamé comme un héros de la liberté, gagnait la Corse.

Napoléon fut mêlé à toutes les agitations de l'île, se créant une popularité parmi ses compatriotes, s'essayant déjà à un rôle politique. Il assiste à des émeutes à Ajaccio, il rend visite à Paoli,

il intrigue pour faire élire son frère Joseph, membre de la municipalité, bien qu'il n'ait pas l'âge légal, il écrit sa *Lettre à Matteo Buttafuoco*, traître à la cause corse, dont il dénonce l'attitude. Son influence grandit, il lui semble que son avenir est dans son pays, et il sollicite des renouvellements de congé, jusqu'en février 1791, époque où il rallie son régiment à Auxonne, en compagnie de son jeune frère Louis, de qui il entreprend l'éducation.

Pendant ce second séjour à Auxonne, qui va au 14 juin 1791, il fait imprimer sa *Lettre à Matteo Buttafuoco*, chez Joly, imprimeur à Dôle, il donne des leçons à son frère, et il est satisfait de ses progrès. Napoléon les annonce à Joseph :

« Il étudie à force, apprend à écrire le français ; je lui montre les mathématiques et la géographie. Il lit l'histoire. Il fera un excellent sujet. Toutes les femmes de ce pays-ci en sont amoureuses. Il a pris un petit ton français, propre, leste ; il entre dans une société, salue avec grâce, fait les questions d'usage avec un sérieux et une dignité de trente ans. Je n'ai pas de peine à voir que ce sera le meilleur sujet de nous quatre. Il est vrai qu'aucun de nous n'aura eu une aussi jolie éducation. »

Et Napoléon soigne le jeune frère de treize ans ; il fait le ménage, brosse les habits, met le pot-au-feu, surveille pour eux deux l'emploi de sa maigre solde. Puis il travaille. Loin de la Corse, il pense à sa Corse, mais les événements qui se précipitent dans le royaume de France ne lui sont pas indifférents. Le souffle de vertu héroïque qui passe sur le pays s'accorde avec l'austérité de son caractère, son âme hautement passionnée, éprise de grandeur et de liberté. Dans son humble chambre n° 10 de la caserne d'artillerie, meublée d'une mauvaise table, de quelques chaises et d'un méchant lit, il pense, il écrit, il rêve. D'après ses notes manuscrites de cette époque, il étudie l'histoire d'Angleterre, l'histoire de Frédéric II, les *Mémoires de l'abbé Terray*, les *Mémoires du baron de Tolt*, *Les Lettres de Cachet*, de Mirabeau ; il analyse, il

résumé, il fixe ce que ces ouvrages peuvent avoir d'essentiel, selon ses goûts ou ses opinions.

En mai 1791, il est nommé lieutenant en premier au 4^e régiment d'artillerie, et il doit aller à Valence, malgré son désir de rester à Auxonne où il s'est formé des protecteurs et des amis. Il y arrive avec son frère Louis, le 15 juin 1791, et fidèle à ses habitudes, il va loger chez M^{lle} Bou qui l'avait reçu lors de son premier séjour. Son activité politique, moindre à Auxonne, paraît s'accroître à Valence, où il se fait inscrire, dès son arrivée, à la *Société des Amis de la Constitution*. Il y prononce des discours applaudis, et il lit à ses sous-officiers les journaux patriotiques. Il est au premier rang des militaires attachés au nouveau régime, et pendant que la plupart de ses camarades se disposent à émigrer, il met son énergie et sa science au service des représentants du peuple.

Mais ni la politique, ni les nécessités de son grade ne le distraient de ses travaux personnels. C'est à Valence qu'il a ambitionné les lauriers académiques. L'abbé Raynal avait fondé un prix à l'Académie de Lyon pour le meilleur discours écrit sur cette question : *Déterminer les vérités et les sentiments qu'il importe le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur*. Napoléon concourut, et son manuscrit, qui portait le n^o 15, n'eut pas l'agrément des membres de la commission chargés de l'examiner. L'un d'eux, nommé Champineules, le jugeait ainsi. « Le n^o 15 n'arrêtera pas longtemps les regards des commissaires. C'est peut-être l'ouvrage d'un homme sensible; mais il est trop mal ordonné, trop disparate, trop décousu et trop mal écrit pour fixer l'attention. » Et pourtant l'envoi de Napoléon ne méritait pas ce jugement sévère. M. Frédéric Masson l'a parfaitement apprécié dans *Napoléon dans sa jeunesse*.

« On peut dire que ce *Discours* est l'œuvre capitale de Napoléon à vingt-deux ans, a-t-il écrit. Il contient ses idées sur l'hérédité, sur l'égalité des partages, sur la formation des sociétés, sur tout

ce qui agite l'humanité depuis des siècles et l'agitera toujours. Il renferme sur l'homme de génie et sur l'ambition des pages qui prendront place entre les plus célèbres qu'on puisse citer de Napoléon, et peut-être, après qu'on les aura lues, le jugement porté par la commission d'examen de l'Académie de Lyon étonnera-t-il quelque peu. » Elle fut du reste fort rigoureuse envers tous les concurrents, car Daunou seul obtint une mention honorable, et l'attribution du prix fut remise à deux ans.

Mais la Corse conservait son attrait pour Napoléon. Il y partit, dès qu'il eut droit à un congé de semestre en octobre 1791, afin de se mêler à ses agitations politiques. Son frère Joseph échoua aux élections à l'Assemblée Législative, mais réussit à entrer au Directoire départemental. Quant à lui, il est d'abord nommé adjudant-major d'un des quatre bataillons de volontaires formés dans l'île, par le général Rossi, puis élu en avril 1792, second lieutenant-colonel du second bataillon des volontaires. Cette élection fut difficile, et il dût allier, pour qu'elle lui fut favorable, la diplomatie la plus fine, à la force, allant jusqu'à enlever Moratti, le commissaire envoyé par le Directoire, de chez Péraldi, l'ennemi des Bonaparte, chez lequel il était descendu, sous prétexte de lui assurer sa liberté et de garantir la sincérité de l'élection ! Les intrigues, la ruse, les alliances, ne lui ayant pas semblé suffisantes, il n'avait point hésité à employer les moyens d'action violents.

Le succès de Napoléon augmentait l'influence de toute la famille qui, par la mort du grand-oncle l'archidiacre, se trouvait à la tête d'un petit héritage. Elle s'était servi d'une partie, pour acheter des biens nationaux, et le reste était employé à maintenir son autorité sur les gens de son clan.

Napoléon était à peine nommé lieutenant-colonel qu'une émeute grave éclatait à Ajaccio, entre des volontaires et des matelots ; il y avait des hommes de tués ; du 8 au 15 avril, c'était une sorte de révolution dans la ville, et ses ennemis lui en faisaient

porter la responsabilité. Certains l'accusaient même de l'avoir fomentée, et demandaient qu'il en fut puni. Sachant qu'il ne pourrait pas se justifier auprès des autorités corses qui subissaient l'influence de Paoli, il se décide à aller présenter sa défense à Paris devant les comités. Napoléon arrive au commencement des troubles de la Révolution ; il assiste aux scènes de violence du 20 juin 1792, et il les apprécie avec une netteté singulière.

« Les Jacobins sont des fous qui n'ont pas le sens commun, écrit-il à Joseph. Avant-hier, sept à huit mille hommes, armés de piques, de haches, d'épées, de fusils, de broches, de bâtons pointus, se sont portés à l'Assemblée pour y faire une pétition. De là ils ont été chez le roi. Le jardin des Tuileries était fermé et quinze mille gardes nationaux le gardaient. Ils ont jeté bas les portes, ont présenté au roi deux cocardes, une blanche et l'autre tricolore. Ils lui ont donné le choix. Choisis donc, lui ont-ils dit, de régner ici ou à Coblenz. Le roi s'est bien montré. Il a mis le bonnet rouge. La reine et le prince royal en ont fait autant. Ils ont donné à boire au roi. Ils sont restés quatre heures dans le palais. Cela a fourni ample matière aux déclarations aristocratiques des Feuillantins. Il n'en est pas moins vrai cependant que tout cela est inconstitutionnel et de très dangereux exemple. »

Mais si Napoléon s'inquiète des destinées de la Royauté et de la France, il n'oublie ni ses intérêts, ni sa politique. Il veut que ses frères y soient soumis, et de Paris, il prétend les diriger au mieux de l'avenir de la famille. Joseph écoute ses conseils, bien qu'il ne lui ménage pas les mots durs : « Ne te laisse pas attraper, lui recommande-t-il ; il faut que tu sois de la législation prochaine ou tu n'es qu'un sot. » Quant à Lucien, il n'accepte pas aussi facilement que l'aîné, l'autorité de Napoléon ; ce jeune homme, presque un enfant — il n'a que dix-sept ans — entend mener une politique personnelle, selon ses propres idées. Il le juge même durement dans une lettre à Joseph :

« ... J'ai toujours démêlé dans Napoleone une ambition pas tout à fait égoïste, mais qui surpasse en lui son amour pour le bien public ; je crois bien que dans un état libre, c'est un homme dangereux... Il me semble bien penché à être un tyran, et je crois qu'il le serait bien, s'il fût roi, et que son nom serait pour la postérité et pour le patriote sensible un nom d'horreur...

« Je vois, et ce n'est pas d'aujourd'hui, que, dans le cas d'une révolution, Napoleone tâcherait de se soutenir sur le niveau et, même pour sa fortune, je le crois capable de volter casaque, peut-être je me trompe... Ressouvenez-vous que c'est à vous que je parle ; je m'en expliquerai avec lui ; car j'ai déjà un cœur trop formé pour suivre toute autre impulsion que la mienne en affaires publiques... »

Napoléon surveillait les événements politiques à Paris, mais il se préoccupait aussi de sa situation militaire. Retenu en Corse pendant l'année 1791, il avait manqué à la revue de rigueur de décembre, et il avait été rayé comme officier. Il s'agissait d'expliquer son absence et de se faire réintégrer. Après des démarches, il obtenait cette mesure du ministre de la Guerre, Lajard, et il était inscrit, le 27 juillet, comme capitaine au 4^e régiment d'artillerie, à la date du 6 février 1792, avec rappel de ses appointements. Napoléon restait encore quelques mois à Paris où il assistait, le 10 août, à l'attaque des Tuileries.

Ce mouvement populaire l'impressionnait fortement.

« Le palais forcé et le roi rendu dans le sein de l'Assemblée, je me hasardai à pénétrer dans le jardin, a-t-il dit dans le *Mémorial*. Jamais, depuis, aucun de mes champs de bataille ne me donna l'idée d'autant de cadavres que me présentèrent les masses des Suisses ; soit que la petitesse du local en fît ressortir le nombre, soit ce que fût le résultat de la première impression que j'éprouvais en ce genre. »

Après l'émeute, Napoléon, qui se préparait à rejoindre son

régiment engagé aux frontières, se décida à retirer sa sœur Elisa de Saint-Cyr et à la conduire en Corse. Ils y arrivèrent le 15 octobre 1792, et aussitôt Napoléon partit pour Corte afin de demander à Paoli de lui rendre le commandement qu'il avait eu dans les gardes nationales. Le vieux patriote soupçonneux reçut le jeune capitaine, avide d'action, ambitieux, déjà influent, avec des paroles hautaines et détachées.

C'est de ce moment que Napoléon abandonna son idole, qu'il n'avait cessé de se proposer comme modèle. Pendant que Paoli s'employait peut-être par des menées secrètes à assurer l'indépendance de sa patrie, grâce aux événements qui se précipitaient en France, et avec l'appui de l'Angleterre, Napoléon se déclarait franchement, en compagnie des députés corses à la Convention, pour les intérêts français. Malgré l'hostilité sourde de Paoli, il fallut lui donner du service parmi les volontaires nationaux, et Napoléon participa à l'expédition malheureuse de la Madeleine, dont l'attaque faisait partie du plan des opérations contre la Sardaigne. Certain que l'échec provenait d'ordres secrets donnés par Paoli, le capitaine Bonaparte rédigea une protestation au ministre, sur la conduite de l'affaire, et il fut l'un des premiers à se rendre auprès des commissaires délégués en Corse, Saliceti, Delcher et Lacombe Saint-Michel, pour en organiser la défense. Mais pendant que ces derniers enquêtaient et délibéraient, Paoli était décrété d'accusation le 2 avril 1793, par la Convention, sur une adresse de dénonciation de la Société populaire de Toulon, qu'avait rédigée et fait voter Lucien Bonaparte. Le jeune frère de Napoléon qui était parti sur le continent, en qualité de secrétaire de Semonville, continuait à faire de la politique personnelle. Napoléon ignorait-il que la dénonciation provenait de Lucien, voulait-il couvrir ses véritables desseins, on ne sait, mais lorsque Paoli eut été mis hors la loi, il écrivit une protestation contre cette mesure.

Paoli répondit au vote de la Convention par la révolte, et ses

partisans commencèrent la chasse à tous ceux du parti français. Les Bonaparte étaient parmi les plus compromis. Napoléon se mit au service des commissaires pour lutter contre les paolistes, mais le grand patriote avait encore de l'influence sur la plus notable partie de l'île. Aussi n'échappa-t-il à leurs embuscades que grâce à la fidélité de ses bergers de Bocognano et à la prudence de ses amis et partisans d'Ajaccio. Il essaya vainement de prendre cette ville aux paolistes, et sa maison fut par eux, pillée et incendiée.

Mais il put embarquer toute sa famille au commencement de juin 1793, et la conduire à Calvi, chez les Giubega, à l'abri de toute vengeance. Son rôle en Corse est terminé, le vieux Paoli reste le maître de l'île. A-t-il de l'amertume de cette défaite? Non, car ses regards sont maintenant tournés vers le continent; c'est là, qu'après ses obscures années de lutte et d'apprentissage, il va mettre le pied, et qu'il marchera, d'un pas ferme, rapide et régulier, jusqu'au plus haut point qu'un homme ait jamais atteint.



PREMIER PORTRAIT CONNU DE BONAPARTE

CHAPITRE IV

TOULON ET VENDÉMIARE

LA famille Bonaparte se repose pendant une semaine à Calvi, chez les Giubega, puis on met à la voile, le 11 juin 1793, et l'on débarque le 13, à Toulon. C'est l'incertitude des réfugiés, presque la misère. M^{me} Letizia s'installe à La Valette, village de la banlieue, avec ses enfants, mais elle n'y reste pas longtemps, et elle part pour Marseille où elle devait trouver une vie moins difficile. Un M. Clary, fabricant de savons, vint à son secours, et Joseph épousa, quelques années plus tard, l'une de ses filles.

Aussitôt sur le continent, Napoléon alla prendre son service au 4^e régiment d'artillerie, à Nice. Sur la recommandation de Jean du Teil, frère de son général à Auxonne, il est chargé de diverses missions. La plupart des départements du Midi sont en révolte contre la Convention, et le général Carteaux avec une petite armée, sous la surveillance des représentants Robespierre jeune, Saliceti, Gasparin, a l'ordre de réduire les insurgés. Le capitaine Bonaparte est envoyé à Avignon, dans les premiers jours de juillet, pour garantir contre les fédéralistes, des canons et des munitions de guerre. Il se joint ensuite aux troupes de Carteaux ; on lui donne le commandement de l'artillerie — composée de deux canons — d'une colonne qui doit coopérer à l'attaque contre Avignon, et cette ville est évacuée par les fédéralistes, le 25 juillet,

grâce aux mesures qu'il a indiquées. Il s'arrête à Beaucaire, et c'est là qu'il écrit son fameux *Souper de Beaucaire*, imprimé chez Sabin Tournal. Dans ce pamphlet, il s'élève contre les insurgés, et il fait preuve de l'esprit révolutionnaire le plus avancé et le plus conforme aux idées qui dominent alors la Convention. Par cet écrit véhément, il s'attire la sympathie des représentants en mission dans le Midi révolté, et Saliceti qui était son ami depuis des années, avertit le Comité de Salut public, le 30 septembre 1793, qu'il a arrêté « le citoyen Buonaparte, capitaine instruit » pour lui ordonner de remplacer Dammartin, grièvement blessé dans les gorges d'Ollioules.

Napoléon était arrivé devant Toulon, le 12 septembre, et dès les premiers jours de son service, il avait témoigné de ses extraordinaires qualités militaires. Carreaux qui commandait le siège n'avait rien d'un chef, ni même d'un soldat. Les plans de ce peintre fait général menaçaient de laisser traîner l'investissement de la place, et ceux qu'envoyaient les tacticiens du Comité de Salut public ne valaient guère mieux. Ce fut seulement lorsque Carreaux eut été remplacé par Dugommier, que les opérations commencèrent sérieusement. Napoléon commandait l'artillerie, sous les ordres de du Teil, et le parc de siège ne se composait que de deux canons de 24, deux canons de 16 et deux mortiers. Avec une activité sans pareille, usant de tous les moyens, il sut amener des canons et des munitions devant Toulon, en tel nombre, que le 19 septembre il établissait une batterie aux gorges d'Ollioules; le 23, deux batteries au Bregailon; le 15 octobre, cinq batteries sur la plage de Fabregas; le 16 novembre, trois nouvelles batteries, lesquelles, avec les précédentes, formaient un cercle de feu autour des ouvrages qui défendaient Toulon. Soutenu par les représentants Albitte, Saliceti, et surtout par Gasparin, commissaires à l'armée d'investissement, il soumet son plan d'attaque, qui est tout le contraire de ceux qu'on a exécutés jusqu'à ce jour. Avec son génie

militaire, ce coup d'œil prompt et décisif, qui, sur les champs de batailles, lui faisait saisir les points forts et les points faibles d'une situation, il a compris que, pour prendre Toulon, il faut pouvoir menacer la flotte anglaise qui est dans la rade. Il estimait qu'il était inutile et même dangereux de donner un effort égal sur tous les ouvrages de défense de la place, et que si l'on était maître de celui qui dominait tout le système, Toulon, par là même, serait pris. Napoléon exposa ce plan à Gasparin qui, ancien capitaine de dragons, appréciait mieux que les deux autres commissaires, ses qualités de tacticien et de chef. Il s'agissait de s'emparer du fort Mulgrave qui commandait la rade, et dans lequel les Anglais avaient concentré trois mille de leurs meilleurs soldats et quarante-deux pièces de gros calibre. Pour parvenir à l'enlever, Napoléon avait fait établir devant une batterie exposée à un feu si dangereux qu'il n'y avait maintenu ses canonniers, qu'en l'appelant la batterie des *Hommes sans peur*. Après plusieurs essais infructueux, dus au peu de troupes engagées du côté de l'armée de la Convention, le fort Mulgrave fut emporté le 17 décembre; Napoléon reçut un coup de lance au mollet dans la mêlée. Le fort de l'Éguillette cédait presque en même temps, et il n'était pas nécessaire de faire l'assaut du troisième, le fort Malbousquet, les Anglais l'évacuaient sans résistance. Aussitôt que la marche contre les forts eut été décidée, Napoléon annonça que Toulon se rendrait sous deux jours. Sa prédiction se réalisa. Les Anglais et les Espagnols — en guerre avec la France — abandonnèrent les Toulonnais qui s'étaient révoltés contre l'autorité de la Convention, après avoir détruit les ouvrages maritimes. Napoléon entra à Toulon le 19 décembre à 7 heures du matin.

De ce lieu et de ce temps date sa prodigieuse fortune. Ses mérites militaires et son action au siège de Toulon ne parurent pas supérieurs à ceux de la plupart de ses camarades, sauf pour Gasparin et le général du Teil cadet, plus perspicaces ou mieux

avertis. Le général en chef Dugommier, dans son rapport à la Convention sur les opérations du siège de Toulon, disait simplement :

« Parmi ceux qui se sont le plus distingués, ce sont les citoyens Buonaparte, commandant l'artillerie, Joseph Arena et Cervoni, adjudants généraux. » Mais le général du Teil l'appréciait davantage. « Je manque d'expressions, écrivait-il au ministre de la Guerre, pour te peindre le mérite de Bonaparte : beaucoup de science, autant d'intelligence et trop de bravoure, voilà une faible esquisse des vertus de ce rare officier ; c'est à toi, ministre, de le consacrer au service de la République. »

Pendant le siège de Toulon, Napoléon se créa des amitiés parmi certains officiers qui s'y trouvaient et même chez les soldats. Ce fut là qu'il connut Junot et qu'il se l'attacha. Dans une batterie dangereuse, ayant eu besoin d'envoyer un ordre, il demanda un homme sachant écrire. Un sous-officier se présenta, et pendant qu'il rédigeait sous la dictée de Napoléon, un boulet vint couvrir de terre le papier. « Je n'aurai pas besoin de poudre à sécher », dit le sous-officier en riant. C'était Junot. Le commandant de l'artillerie admira son sang-froid et sa belle écriture, aussi Napoléon le prit-il comme aide de camp. Il connut également durant les quatre mois du siège, Muiron, Suchet, Duroc, Marmont et l'ordonnateur des guerres, Chauvet. Les uns et les autres participèrent à sa fortune.

Bonaparte était entré à Toulon le 19 décembre 1793, le 20, les représentants du peuple auprès de l'armée, le nommaient général de brigade, à titre provisoire, pour ses services et sa brillante conduite, grade confirmé le 22, et le 26 il était chargé de l'inspection de l'artillerie des côtes. Après avoir établi son quartier général à Marseille, il commence ses tournées d'inspection, et il est bientôt nommé — le 7 janvier 1794 — commandant en chef de l'artillerie de l'armée d'Italie, sous les ordres du général Dumerbion. Jusqu'en

mars 1795, il participe aux opérations qui ont comme objet de refouler les Autrichiens, d'éloigner les Anglais des ports et de maintenir Gênes dans la neutralité. Il fournit aux représentants du peuple Ricord et Saliceti des plans qui, mis à exécution, assurent le succès de l'armée d'Italie. Robespierre jeune, en mission dans les départements du Midi, sentant que la situation de son frère peut être compromise à Paris, par l'incapacité de Hanriot, lui offre à cette époque le commandement de Paris qu'il refuse, pour des motifs qu'indique son frère Lucien :

« Robespierre jeune est honnête, aurait dit Napoléon, mais son frère ne badine pas. Il faudrait le servir. Moi, soutenir cet homme ! Non, jamais ! je sais combien je lui serais utile, en remplaçant son imbécile commandant de Paris, mais c'est ce que je ne veux pas être. Il n'est pas temps. Aujourd'hui il n'y a de place honorable pour moi qu'à l'armée... »

Mais les représentants du peuple n'estiment pas que ses qualités de chef militaire, ils ont apprécié son civisme, son esprit subtil et délié, aussi Robespierre jeune et Ricord le chargent-ils en juillet 1794, d'une mission secrète à Gênes, surtout diplomatique. Il s'en acquitte, selon les instructions qu'il a reçues, du 15 au 21 juillet, et il revient à Nice le 27, pour être bientôt arrêté et destitué. Le jour même où il était de retour de sa mission, Robespierre était tombé à Paris, et le 6 août, les représentants Albitte, Laporte et Saliceti, le suspendaient de ses fonctions et ordonnaient son arrestation, sur ce motif, qu'il avait intrigué contre la République. Le général Dumerbion faisait exécuter leur ordre le 9, et Bonaparte était dirigé, sous escorte, de Nice à Antibes où il était incarcéré au fort Carré. Napoléon proteste, de sa prison, contre le coup de force dont il est victime, auprès des représentants. Il écrit de son style nerveux, véhément et concis :

! « Vous m'avez suspendu de mes fonctions, arrêté et déclaré suspect.

« Me voilà flétri sans avoir été jugé, ou bien jugé sans avoir été entendu.

« Dans un État révolutionnaire, il y a deux classes : les suspects et les patriotes.

« Dans quelle classe veut-on me placer?

« Depuis l'origine de la Révolution, n'ai-je pas toujours été attaché aux principes?

« Ne m'a-t-on pas toujours vu dans la lutte, soit contre les ennemis intérieurs, soit, comme militaire, contre les étrangers?

« J'ai sacrifié le séjour de mon département, j'ai abandonné mes biens, j'ai tout perdu pour la République.

« Depuis, j'ai servi sous Toulon avec quelque distinction, et j'ai mérité à l'armée d'Italie la part des lauriers qu'elle a acquis à la prise de Saorgio, d'Oneille et du Tanaro.

« A la découverte de la conspiration de Robespierre, ma conduite a été celle d'un homme accoutumé à ne voir que les principes.

« L'on ne peut donc pas me contester le titre de patriote.

« Pourquoi me déclare-t-on suspect sans m'entendre?

« Innocent, patriote, calomnié, quelles que soient les mesures que prenne le comité, je ne pourrai pas me plaindre de lui.

« Si trois hommes déclaraient que j'ai commis un délit, je ne pourrais me plaindre du jury qui me condamnerait.

« Des représentants doivent-ils mettre le gouvernement dans la nécessité d'être injuste ou impolitique?

« Entendez-moi, détruisez l'oppression qui m'environne, et restituez-moi l'estime des patriotes.

« Une heure après, si les méchants veulent ma vie, je l'estime si peu, je l'ai si souvent méprisée... oui, la seule idée qu'elle peut être encore utile à la patrie me fait en soutenir le fardeau avec courage. »

Junot avait formé le projet de faire évader son général, lors-

que celui-ci fut mis en liberté — huit jours après son arrestation — quand ses papiers, placés sous scellés, eurent été examinés. Malgré cette mesure, Napoléon ne fut pas réintégré officiellement, par les représentants, et c'est seulement de fait, qu'il reprit ses attributions. Pendant six mois, il accompagna Dumerbion dans ses opérations contre les Autrichiens, comme général de l'artillerie, commandant même une colonne, et peut-être concevoit-il déjà son plan d'invasion de l'Italie qu'il devra un an plus tard si prodigieusement exécuter.

Mais Saliceti le charge d'organiser l'artillerie de l'expédition qui est préparée contre la Corse. Le vieux général Paoli avait livré son île aux Anglais qui l'occupaient entièrement, sauf quelques points. Il s'agissait de la reprendre, et Bonaparte mieux que quiconque pouvait y aider par sa connaissance du pays. Il s'employa activement à réunir des pièces et des munitions, et il dressait même un plan stratégique d'attaque, quand cette expédition fut subitement abandonnée.

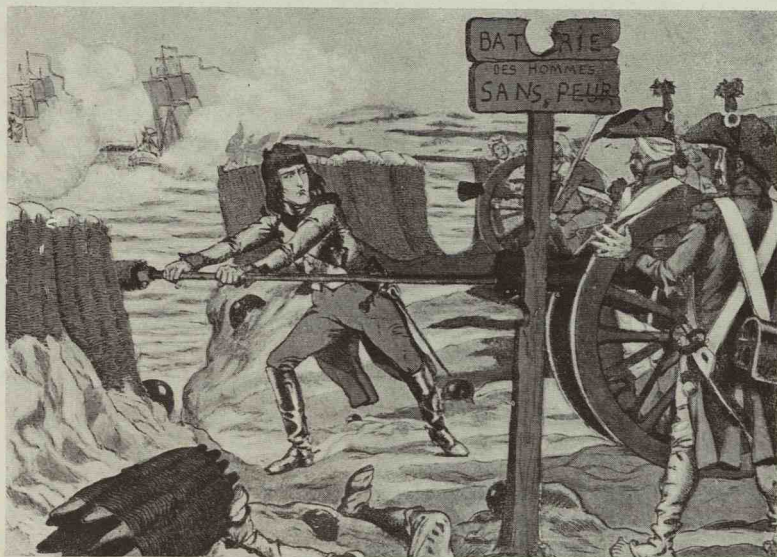
Napoléon Bonaparte se trouvait sans commandement, et il était dans sa famille, à Marseille, en mai 1795, lorsqu'il reçut l'ordre d'aller à l'armée de l'Ouest, en qualité de général d'artillerie. Cette destination lui parut offensante et capable de nuire à sa carrière militaire. Aussi, parti de Marseille seulement le 8 mai, avec son fidèle Junot, son frère Louis et Marmont — l'arrêté du Comité de Salut public était du 27 mars — ne mit-il aucun empressement à rejoindre le poste qui lui était assigné. Il s'en suivit que le 21 mai il recevait à Chatillon, pendant le voyage, un avis de sa mise en réforme. Cet incident ne fut pas pour l'inquiéter, mais il hâta sa marche sur Paris où il arrivait le 23, logeant avec ses compagnons, rue des Fossés-Montmartre (actuellement rue du Mail), à l'hôtel de la Liberté, moyennant soixante-douze livres par mois. Prompt dans son action, le lendemain même, il va au ministère de la Guerre occupé par Aubry, vieux capitaine et ministre, auteur de sa mise en réforme. Le général Bonaparte dût parler haut, protester vive-

ment contre une mesure qu'il jugeait injuste et humiliante, demander des compensations. Aubry se défendait : « Vous êtes trop jeune, disait-il, laissez passer les anciens ! » — Et Napoléon de sa façon brusque et autoritaire, répondait : « On vieillit vite sur les champs de bataille, et j'en arrive. » Mais il n'obtient rien. Le ministre bureaucrate semble se méfier de ce jeune officier impérieux.

Pendant ce séjour à Paris, où Napoléon hésitant, troublé, a vu disparaître la Fortune qui lui a souri devant Toulon, il fréquente la société, il va au théâtre et aux concerts, il dîne chez M^{me} Permon, souvent avec Junot, lorsque les parents de celui-ci ont négligé d'envoyer l'argent qui sert au général et à son aide de camp. Il cherche des protecteurs, il visite ceux qui l'ont déjà favorisé dans sa carrière.

Le 13 juin 1795, Napoléon est nommé général de brigade d'infanterie à l'armée de l'Ouest ; mais ni le poste, ni le grade, ne conviennent à ses desseins ni à son ambition. Il réussit à se faire donner un congé de convalescence pour deux mois, temps qu'il emploiera en démarches de toute nature. Car il ne se préoccupe pas seulement de s'assurer une situation personnelle, il s'inquiète du sort de ses frères dont il se considère comme le chef. Il veut acheter avec la dot que Joseph a reçue en se mariant à M^{lle} Clary, une terre aux environs de Paris, située à Ragny ; il intrigue afin d'obtenir pour son aîné un consulat en Italie ; il fait des visites en faveur de Lucien, arrêté comme suspect, et il obtient qu'il soit relâché ; il a placé Louis à Châlons, et il recherche les moyens de mettre Jérôme en pension à Paris.

Maigre et pâle, le teint jaune et la peau comme parcheminée, chétif, sous son mauvais habit râpé, les cheveux noirs, longs, tombant sur les oreilles, mal botté, il va, songeur, mélancolique, quand toute la nation semble se livrer à une joie folle, après les dures années de la Terreur ; il ne se laisse pas entraîner par le plaisir, et pris par des besognes médiocres, il surveille les événe-



LA JEUNESSE DE BONAPARTE

En haut : La Batterie des *Hommes sans peur* (Siège de Toulon). Extrait de l'album de M. de Marthod, illustré par Job (Plon et C^{ie}). — *En bas* : Bonaparte, Général en Chef de l'Armée d'Italie. — Joséphine de Beauharnais, née de la Pagerie.

ments politiques, il est aux aguets, sans que personne pût soupçonner quelle ambition porte ce jeune général, rêche, triste et austère. Dans le relâchement des mœurs, il pense à se marier, il voudrait fonder une famille, avoir un foyer. Il penche d'abord vers M^{lle} Désirée Clary — qui épousa Bernadotte — la belle-sœur de Joseph, et rebuté là, par la jeune fille, il s'offre à M^{me} Permon, lorsque son mari est mort, bien qu'elle soit âgée et qu'elle ait des enfants. Et auprès de la veuve qui était son amie, il échoue encore.

Cependant son congé de convalescence est expiré, et il reçoit l'ordre de la Commission exécutive, d'aller à l'armée de l'Ouest, rejoindre son poste. Napoléon refuse d'obéir, il ne veut partir à aucun prix, et il s'empresse de solliciter l'intervention de ses amis Barras, Fréron, Pontécoulant, afin d'éviter des mesures de rigueur. Sur la recommandation des hommes politiques dont il a demandé l'appui, il est attaché au bureau topographique du Comité de Salut public, pour la direction des armées, à la place de Carnot. Il est satisfait de ce poste d'honneur, où il peut montrer son génie militaire, mais il lui faut des actions d'éclat, il veut exercer activement son métier de soldat, il rêve aux grandes aventures, et il demande avec l'apostille favorable de Pontécoulant, ministre de la Guerre, une mission en Turquie, pour organiser l'artillerie du Grand Seigneur. Il espère que cette mission va l'élever à une haute fortune, quand un arrêté du Comité de Salut public, en date du 15 août 1795, le destitue, déclarant que « le général de brigade Buonaparte, ci-devant mis en réquisition près du Comité, est rayé de la liste des généraux employés, attendu son refus de se rendre au poste qui lui a été assigné. » Bonaparte ne s'inquiète pas de cet arrêté, car un autre était pris le même jour, organisant la mission qu'il avait sollicitée, sous sa direction.

Malgré son désir avoué d'aller en Turquie, il ne semble pas s'être occupé de réaliser cette mission avec son activité ordinaire. Il surveille les événements politiques, il cherche le rôle qu'il

y pourra jouer, il pressent que c'est à Paris même, au centre du gouvernement de la France, qu'il donnera enfin sa mesure. Dans la décomposition générale, il a une âme forte, ambitieuse, avide de gloire et de pouvoir : les temps lui paraissent venus pour les hommes d'action, pour ceux qui sauront vouloir et commander. Il se mêle aux conciliabules, aux intrigues des partis, sans cependant oublier ses devoirs d'amitié, car malgré ses soucis, son travail secret, il est pendant un mois auprès de M. Permon, gravement malade, du milieu de septembre 1795 au commencement d'octobre, presque chaque jour à son chevet.

Mais le pouvoir civil allait avoir bientôt besoin de son épée. La Convention était menacée par certaines sections qu'avaient soulevées les royalistes, et son existence même était en péril. Le général Menou, commandant en chef de l'armée de l'intérieur, soit par faiblesse, soit par un pacte avec les agents du mouvement insurrectionnel, avait capitulé devant les sectionnaires mollement combattus. Le 12 vendémiaire (4 octobre 1795) la Convention délibère sur les moyens de lutter contre l'émeute, et c'est l'un des siens, Barras, qu'elle nomme général en chef de l'armée de l'intérieur, avec la charge d'assurer sa défense. Barras accepte, mais il n'a aucune qualité militaire, et il lui faut un général pour le seconder. Il consulte ses amis, on propose Brune, de Verdières, mais Fréron et Carnot parlent en faveur de Bonaparte. « Oui, dit Barras, c'est un général d'artillerie qu'il nous faut. » Il le manda dans la nuit du 13, et il lui offrit de défendre la Convention contre les sections. Napoléon hésitait. Barras le poussa brusquement : « Je vous donne trois minutes, général, pour vous décider ». Ce furent les trois minutes du destin et qui devaient compter parmi les siècles. « J'accepte, répondit Bonaparte, mais l'épée hors du fourreau, je ne la rentrerai qu'après avoir rétabli l'ordre ». Ce ne fut pas long. Le matin même de la nuit où Barras venait de lui confier le soin de mater l'émeute, il prit ses disposi-

tions militaires, plaça ses canons, et après quelques coups de mitraille dans la journée du 13 vendémiaire, les sectionnaires étaient vaincus, et Barras, le soir, pouvait annoncer à la Convention, une prompte et complète victoire. Pour prix de ses services, Bonaparte fut confirmé dans son grade de général en second de l'armée de l'intérieur, le 10 octobre, puis promu général de division le 16 ; enfin, Barras étant démissionnaire, il était nommé, par arrêté du Comité de Salut public, le 26 octobre, général en chef de l'armée de l'intérieur. Il avait vingt-six ans !

Hier, inconnu, général obscur, presque sans solde, discuté par les bureaux, soumis à toutes les intrigues, soldat dont la carrière dépendait du caprice d'un scribe, il apparaissait aujourd'hui, avec sa face maigre, ses yeux clairs, comme le sauveur...

Napoléon établit son quartier général rue des Capucines ; il a des chevaux, des voitures, de l'argent ; il fait jouer tous les ressorts de son énergie afin de se maintenir au premier rang, monter encore... Mais dans les honneurs, dans le luxe, mêlé déjà aux affaires les plus importantes de l'Etat, il n'oublie pas sa famille. Il obtient pour Lucien une place de commissaire des guerres à l'armée du Rhin, dès octobre 1795, aussitôt que lui-même est en mesure d'exercer une influence ; il assure un consulat à Joseph ; il prend Louis comme aide de camp, malgré sa jeunesse, avec Junot et Marmont, il met Jérôme au collège ; et il peut envoyer — lui qui, trois mois auparavant était incapable de payer le drap de son habit — plus de soixante mille francs à sa mère. Tranquille sur la vie matérielle des siens, il se dispose à conquérir le grade qu'il ambitionne depuis si longtemps, le commandement de l'armée d'Italie, et quand il l'aura obtenu, ce sera sans arrêt, sa fabuleuse montée vers la gloire légendaire — des Alexandre, et des César — qu'il avait tant souhaitée, lorsqu'il n'était à Brienne qu'un petit Corse bafoué, sensible et muet — mais qui portait le sceau du destin.

CHAPITRE V

LE GÉNÉRAL, EN CHEF

APRÈS Vendémiaire, Napoléon fréquenta assidûment les hommes politiques qu'il avait sauvés et les membres du gouvernement qui disposaient des places, et de l'avancement dans sa carrière militaire. Il allait à Chaillot chez Barras, il dînait avec La Réveillère-Lepeaux ; mais il aimait son métier de soldat, il pensait, parmi les intrigues à Paris, aux champs de bataille, et il tendait de toute sa volonté et de toute son énergie à recevoir le commandement de l'une des armées de la République qui se battaient au nom de la liberté contre les « despotes » pour la conduire à la victoire. La France avait à se défendre de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Sardaigne, formant une coalition, et le Directoire avait organisé trois armées principales, l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Jourdan, l'armée de Rhin et Moselle, par Moreau, l'armée d'Italie, par Scherer. C'était celle-ci que le général Bonaparte ambitionnait, sa jeunesse l'en écartait, et pour réussir il devait employer tous ses protecteurs, faire valoir son mérite.

Est-ce que son mariage avec Joséphine Tascher de la Pagerie ne fut qu'un acte politique, ou bien épousa-t-il la veuve de Beauharnais par amour. De longues controverses se sont engagées à ce sujet, mais il semble, à la vérité, que Napoléon en se mariant, aimait Joséphine, quoi qu'il n'ait pas été sans réfléchir aux

relations qu'elle lui apportait dans le monde de Barras et de M^{me} Tallien, presque toute puissante, à l'appui qu'elle devait donner à ses desseins. Il est probable qu'il la connut dans l'entourage assez mêlé de cette dernière, et qu'en jeune homme qui n'avait guère eu le temps de regarder les femmes, il s'éprit de sa beauté, un peu passée, mais nonchalante et d'un grand charme. Joséphine avait trente-deux ans, et malgré deux enfants, Eugène et Hortense, elle pouvait encore plaire. Petite, mais d'une forme parfaite, enveloppée de longs voiles nuageux, les bras nus, le visage charmant et langoureux, elle était une belle fleur exotique, capable de fixer les regards du jeune Corse sauvage. Napoléon lui rendait des visites, peu de jours après Vendémiaire, car on possède de Joséphine un billet du 28 octobre 1795, où elle se plaint de son manque d'assiduité.

« Vous ne venez plus voir une amie qui vous aime, lui écrivait-elle ; vous l'avez tout à fait délaissée ; vous avez bien tort, car elle vous est tendrement attachée.

« Venez demain, septidi, déjeuner avec moi ; j'ai besoin de vous voir et de causer avec vous sur vos intérêts.

« Bonsoir, mon ami, je vous embrasse. Veuve Beauharnais .»

Cette lettre était-elle sincère, hélas non, car Joséphine n'avait aucune affection à l'égard de ce petit maigriot qu'elle ne comprenait point. Son mariage était tout de raison, elle voulait un père pour ses enfants, et pour elle-même un porte-respect. Napoléon la voyait d'abord chez sa tante Beauharnais, qui habitait rue de l'Université, mais il lui achetait bientôt, moyennant 52.000 francs, un hôtel, rue Chantreine, où elle venait s'installer peu de temps avant leur mariage.

Napoléon menait de front ses affaires de cœur et ses projets ambitieux. Sur la demande du Directoire — demande faite sans doute à son instigation — il rédige un plan d'invasion de l'Italie. On l'envoie au général Scherer qui répond que c'est l'œuvre d'un fou, et que celui qui l'a conçu peut seul l'exécuter. Scherer avait

mal conduit les opérations de son armée et on lui cherchait un successeur. Le Directoire délibéra. On mettait en avant les noms de Bernadotte, de Championnet, mais appuyé par La Réveillère-Lepeaux, Carnot et Barras, ce fut Bonaparte qui l'emporta : le 2 mars 1796, un arrêté du Directoire le nommait général en chef de l'armée d'Italie. Voilà son but immédiat atteint ! Il va combattre sur la belle terre classique — illustrée par Annibal et par César — il est impatient de se mesurer avec leur mémoire et d'égaliser leurs exploits fabuleux.

Les bans de son mariage avaient été publiés à la mairie le 9 février, et le 9 mars, deux jours après avoir reçu sa lettre de service, la cérémonie civile a lieu : Bonaparte est uni à Joséphine. Il exulte de bonheur, mais il ne s'y attardera pas, le devoir est là qui lui commande de partir, et le 11, il quitte Paris pour aller vers cette armée qu'il a tant désirée et qu'il couvrira de gloire.

Napoléon arrive à Nice, le 26 mars, à 4 heures et demie, et il se met aussitôt en rapport avec son armée. Il convoque les généraux, et on l'accueille avec une sorte de scepticisme dédaigneux. Il est petit, maigre, bizarrement habillé, il a l'air rêveur plutôt que martial, et selon Lassalle « il ressemblait moins à un général qu'à un mathématicien. » Mais il leur parle, debout et couvert. Il a son ton net, tranchant et sans réplique. Il leur indique de ses plans, ce qu'ils doivent en savoir, l'audience est terminée, il les congédie, d'un geste. Et les généraux, en sortant, ont un léger frisson entre les épaules, ils n'ont envie de rappeler, ni leurs blessures, ni leurs faits d'armes, ni leurs services ; le Directoire, dans ce jeune homme singulier, leur a bien envoyé un général en chef, leur maître, et il n'y aura plus qu'à obéir.

Après les généraux, les troupes. Bonaparte les passe en revue à Nice, et il leur parle ce langage enflammé qu'ils n'ont jamais entendu. « Soldats ! vous êtes nus, mal nourris ; le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. Votre patience,

le courage que vous montrez au milieu de ces rochers sont admirables ; mais ils ne vous procurent aucune gloire ; aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir ; vous y trouverez honneur, gloire, richesses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage ou de constance ! » Est-ce que les armes ne durent pas leur trembler dans les mains, aux vétérans des guerres de la Révolution, devant cette éloquence heurtée et brûlante !

Arrivé à Nice le 26 mars, il entre en campagne le 10 avril, et il marche sur les ennemis avec une rapidité foudroyante. Il ne dispose que de quarante mille hommes et de trente pièces de canons, pour opposer aux quarante-cinq mille Autrichiens sous le commandement de Beaulieu et aux vingt-cinq mille Piémontais, sous les ordres de Colli, mais rien ne résiste à ses troupes parmi lesquelles il a rétabli la discipline, et qui semblent participer à son infatigable énergie. Le 12 avril, il bouscule les Autrichiens à Montenotte ; le 13, il bat les Austro-Sardes à Millesimo, avec Massena et Augereau ; le 14, il complète sa victoire contre le général autrichien Argenteau, et il fait sept mille prisonniers, prend vingt-deux pièces de canons, avec les caissons et les attelages, et quinze drapeaux. Il relate l'affaire au Directoire exécutif, et il peut écrire, après avoir indiqué les ordres qu'il avait donnés.

« Tous ces travaux, secondés par l'intrépidité des troupes et les talents des différents généraux, rempliront le but qu'on en attendait. Le sang-froid est le résultat du courage, et le courage est l'apanage des Français. »

Bonaparte prononce sa marche en avant, il sépare l'armée autrichienne de l'armée sarde, et le 21 avril il gagne sur les troupes du général Colli, la bataille de Mondovi. Il oblige le général sarde à demander un armistice, et bientôt le roi de Sardaigne à solliciter la paix.

Le 25 avril, Bonaparte établit son quartier général à Cherasco; il n'y a que quinze jours qu'il a commencé la campagne, et la victoire conduit ses soldats avec une allure jusque-là inconnue à la guerre. Le lendemain, il adresse à son armée le premier de ses ordres du jour.

« Soldats! vous avez en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué et blessé plus de dix mille hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie. Vous égalez aujourd'hui par vos services l'armée de Hollande et celle du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert. Grâce vous en soient rendues, soldats! La patrie reconnaissante vous devra sa prospérité, et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de 96, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

« Les deux armées qui, naguère, vous attaquaient avec audace, furent épouvantées devant vous. Les hommes pervers qui riaient de votre misère et se réjouissaient dans leur pensée des triomphes de vos ennemis, sont confondus et tremblants. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste à faire; ni Turin, ni Milan ne sont à vous; les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de Basseville.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne; vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus; les magasins pris à nos ennemis sont nombreux, l'artillerie de siège et de campagne

est arrivée. Soldats, la patrie a droit d'attendre de vous de grandes choses ! Justifierez-vous son attente ? Les plus grands obstacles sont franchis, sans doute, mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il d'entre vous dont le courage s'amollisse ? En est-il qui préféreraient retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes, essayer patiemment les injures de cette soldatesque esclave ? Non, il n'en est pas parmi les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego et de Mondovi ; tous brûlent de porter au loin la gloire du peuple français ; tous veulent humilier ces rois orgueilleux qui osaient méditer de vous donner des fers ; tous veulent dicter une paix glorieuse, et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits ; tous veulent, en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté : « J'étais de l'armée conquérante de l'Italie. »

« Amis, je vous la promets, cette conquête ; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir ; c'est de respecter les peuples que vous délivrez, c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par vos ennemis. Sans cela vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux ; vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait ; vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de vos frères morts aux combats, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait de loi que la force. Mais, investi de l'autorité nationale, fort de la justice et de la loi, je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes sans courage et sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. Je ferai exécuter à la rigueur le règlement que j'ai fait mettre à l'ordre ; les pillards seront impitoyablement fusillés ; déjà plusieurs l'ont été ; j'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'empressement avec

lequel les bons soldats de l'armée se sont portés pour faire exécuter les ordres.

« Peuples de l'Italie ! l'armée française vient pour rompre vos chaînes ; le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux ; vos propriétés, votre religion et vos usages seront religieusement respectés.

« Nous ferons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Ce monument fameux d'éloquence militaire exaltait le soldat et rassurait les populations des pays conquis. Après ses premiers succès, Bonaparte poursuivait Beaulieu avec une rapidité qui déconcertait tous les stratèges. Il réussit à le joindre à Lodi, le 10 mai 1796, et il met les troupes autrichiennes en pleine déroute.

« La bataille de Lodi, mon cher directeur, écrit-il à Carnot, donne à la République toute la Lombardie... Vous pouvez compter dans vos calculs comme si j'étais à Milan ; je n'y vais pas demain, parce que je veux poursuivre Beaulieu et chercher à profiter de son délire pour le battre encore une fois. » C'est après Lodi que ses soldats l'avaient nommé caporal. Et il arrive à Milan, comme il le promet à Carnot, le 15 mai, faisant une entrée triomphale, à la tête de ses troupes victorieuses.

Aussitôt installé au palais Serbelloni, il s'occupe d'organiser et d'administrer les territoires qu'il a soumis à la République française. Il est conquérant et il est pacificateur, il fait la guerre et il use du pouvoir civil en profond politique. Il met de l'ordre dans les finances de Milan, et bien qu'il veuille paraître avec tout l'apparat nécessaire à sa haute mission, il recommande et donne l'exemple de l'économie. Il s'entoure des personnages marquants, il leur fait des avances, il veut que l'intelligence se développe, là où il a assuré la liberté par son épée. Le 24 mai, il écrit à l'astronome Barthélemy Oriani :

« Les sciences qui honorent l'esprit humain, les arts qui embel-

lissent la vie et qui transmettent les grandes actions à la postérité doivent être spécialement honorés dans les gouvernements libres. Tous les hommes de génie, et tous ceux qui ont obtenu un rang dans la république des lettres, sont frères, quel que soit le pays qui les ait vus naître.

« ... J'invite les savants à se réunir et à me proposer leurs vues sur les moyens qu'il y aurait à prendre pour donner aux sciences et aux beaux-arts une nouvelle vie et une nouvelle existence. Tous ceux qui voudront aller en France seront accueillis avec distinction par le gouvernement. Le peuple français ajoute plus de prix à l'acquisition d'un savant mathématicien, d'un peintre en réputation, d'un homme distingué, quel que soit l'état qu'il professe, que de la ville la plus riche et la plus abondante. »

Après la bataille de Lodi, le général autrichien Beaulieu s'était retiré en deçà du Mincio, Bonaparte l'y poursuit, et le 30 mai, par la victoire de Borghetto, il met définitivement hors de combat la première armée autrichienne qui lui avait été opposée. Dans sa lettre au Directoire du 1^{er} juin, datée de son quartier général de Peschiera, il rend pleinement justice à ses soldats :

« Voilà donc les Autrichiens entièrement expulsés de l'Italie, écrit-il. Nos avant-postes sont sur les montagnes de l'Allemagne. Je ne vous citerai pas tous les hommes qui se sont signalés par des traits de bravoure, il faudrait nommer tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde ; ils jouent et rient avec la mort. Ils sont aujourd'hui parfaitement accoutumés avec la cavalerie, dont ils se moquent. Rien n'égale leur intrépidité, si ce n'est la gaieté avec laquelle ils font les marches les plus forcées. Ils servent tour à tour la patrie et l'amour.

« Vous croiriez qu'arrivés au bivouac ils doivent dormir ? Point du tout : chacun fait son conte ou son plan d'opérations du lendemain, et souvent on en voit qui rencontrent très juste. L'autre jour, je voyais défilér une demi-brigade, un chasseur s'approcha

de mon cheval : « Général, me dit-il, il faut faire cela ! » — « Malheureux ! lui dis-je, veux-tu bien te taire. » Il disparaît à l'instant. Je l'ai fait en vain chercher, c'était justement ce que j'avais ordonné que l'on fit. »

Mais l'empereur d'Autriche envoyait en Italie une seconde armée de 70.000 hommes sous le commandement du maréchal Wurmser. Le général Bonaparte attend qu'elle soit sur le théâtre de la guerre, et avant qu'elle y parvienne, il traite avec le roi de Naples, avec le pape qui paie 21 millions d'indemnité, abandonne cent tableaux et cinq cents manuscrits. Il est prêt à se mesurer avec les nouvelles troupes autrichiennes.

« L'armée du maréchal Wurmser débouche par les montagnes du Tyrol : la deuxième période active de la campagne d'Italie va s'engager, rapide, foudroyante pour l'ennemi. Bonaparte ne dispose que de 40.000 hommes, en comprenant les troupes qui étaient devant Mantoue et dont il a fait lever le siège : il ne peut pas entrer en lutte contre les 70.000 hommes de Wurmser, mais il écrasera l'un après l'autre, ses trois corps d'armée. Le 1^{er} août il établit son quartier général à Castelnuovo, et il dresse son plan de bataille : Masséna marche sur Lonato contre le corps de Bayalitch ; Augereau sur Castiglione contre Wurmser, et ce sont deux victoires, le 3 à Lonato, le 5 à Castiglione. La seconde armée de l'Autriche était vaincue, et les combats qui suivirent n'eurent qu'à achever son écrasement. Le 4 septembre Wurmser est battu à Roveredo, et le 8, la bataille de Bassano complète son désastre. Le maréchal est obligé de s'enfermer dans Mantoue, et après une sortie infructueuse qui donna lieu au combat de Saint-Georges, il est étroitement investi. En un mois et demi, du 2 août au 15 septembre, le général Bonaparte avait réduit la brillante armée autrichienne à 26.000 hommes, et lui avait pris la plupart de ses canons et de ses drapeaux. » (*Napoléon, empereur des Français*, Louis Lumet.)

La campagne avait été très dure, et Bonaparte sans cesse en

déplacement, avait crevé cinq chevaux de fatigue. Il avait dû s'aliter plusieurs jours, fiévreux, avec de violentes douleurs dans la tête, et il n'avait pu suffire au travail effrayant de la guerre que par son incroyable volonté, son endurance physique et son énergie morale. Aussi, lorsque Wurmser fut enfermé dans Mantoue, s'empressa-t-il d'aller à Milan, autant pour continuer l'organisation de ses conquêtes que pour se reposer auprès de Joséphine qui était venue le rejoindre en juillet à l'armée d'Italie. Depuis son départ de Paris, deux jours après son mariage, il lui avait écrit de fréquentes lettres passionnées, et même au plus fort des opérations militaires, dans l'ivresse de ses victoires, il pensait à l'épouse que les devoirs de son commandement lui avaient fait abandonner. A plusieurs reprises, il lui avait demandé de venir en Italie, et Joséphine ne s'y était décidée que contrainte et de mauvaise grâce. Elle aimait les plaisirs, la société, et si elle était flattée de la gloire qu'elle recueillait du général Bonaparte, elle n'avait pour lui aucune tendresse profonde et vraie. A Milan, elle avait continué son existence dissipée de fêtes et de galanteries, pendant que son mari se battait contre Wurmser, et elle avait été jusqu'à se compromettre gravement.

Bonaparte ne resta avec elle que deux semaines, car l'empereur d'Allemagne, dans l'intention de débloquer Wurmser, envoyait sous les ordres de l'un de ses meilleurs généraux, Alvinzi, une troisième armée de 40.000 hommes, contre les troupes françaises. Le général Bonaparte devait, pour l'arrêter, déployer toute son activité physique et tout son génie militaire. Pendant près d'un mois, il manœuvrait, difficilement, et les premières opérations ne lui avaient pas été favorables : la division Vaubois était dispersée le 6 novembre à Bassano ; le 11, il se heurtait à Alvinzi, à Caldiero ; le 15, il ne parvenait pas à franchir les lignes de Ronco ; mais par un plan hardi préparé le 16, et par un prodigieux effort donné le 17, il remportait à Arcole une éclatante victoire.

Les ennemis avaient une position si forte en face du pont célèbre qu'ils balayaient de mitraille, que les vieux grenadiers hésitaient à le franchir. Bonaparte a raconté ce fait d'armes illustre dans sa lettre au Directoire exécutif du 19 novembre, où il rend compte de ses opérations.

« Je suis si harassé de fatigue, citoyens directeurs, écrit-il, qu'il ne m'est pas possible de vous faire connaître tous les mouvements militaires qui ont précédé la bataille d'Arcole, qui vient de décider du sort de l'Italie.

« ... Ce village arrêta l'avant-garde de l'armée pendant toute la journée. Ce fut en vain que les généraux, sentant toute l'importance du temps, se jetèrent à la tête pour obliger nos colonnes de passer le petit pont d'Arcole : trop de courage nuisit ; ils furent presque tous blessés : les généraux Verdier, Bon, Verne, Lannes furent mis hors de combat. Augereau saisissant un drapeau, le porta au-delà du pont ; il resta là plusieurs minutes sans produire aucun effet. Cependant, il fallait passer ce pont, ou faire un détour de plusieurs lieues, qui nous aurait fait manquer toute notre opération : je m'y portai moi-même, je demandai aux soldats s'ils étaient encore les vainqueurs de Lodi ; ma présence produisit sur les troupes un mouvement qui me décida encore à tenter le passage. »

Le général Bonaparte, tombé dans un marais, reprit sa place sur le pont, entraîna son armée, sous la mitraille, et battit les Autrichiens. Mais la bataille dura encore deux jours, et ce n'est que le troisième, que l'armée d'Alvinzi fut définitivement repoussée. Les divers combats autour d'Arcole coûtèrent aux Autrichiens 12.000 hommes tués ou blessés, 6.000 prisonniers, quatre drapeaux et vingt-huit pièces de canon. Mais l'armée française avait perdu des officiers précieux, Muiron, l'aide de camp de Bonaparte, Elliot, à propos duquel le général en chef écrivait à son oncle le général Clarke :

« Votre neveu Elliot a été tué sur le champ de bataille d'Arcole. Ce jeune homme s'était familiarisé avec les armes, il a plusieurs fois marché à la tête des colonnes ; il aurait été un officier estimable ; il est mort avec gloire et en face de l'ennemi, il n'a pas souffert un instant. Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle mort ? Quel est celui qui, dans les vicissitudes de la vie, ne s'estimerait point heureux de sortir de cette manière d'un monde si souvent méprisable ? Quel est celui d'entre nous qui n'a pas regretté cent fois de ne pas être ainsi soustrait aux effets puissants de la calomnie, de l'envie, et de toutes les passions haineuses qui semblent presque exclusivement diriger la conduite des hommes ? »

Parmi les victoires les plus merveilleuses, Bonaparte gardait son âme pessimiste ; il était encore le disciple de Rousseau lorsque, dans les plaines de l'Italie, il égalait par son génie les plus illustres capitaines et les plus profonds politiques. Un chagrin cruel devait l'attendre, en outre, à son retour à Milan, le 27 novembre 1796 : Joséphine était partie à Gênes en gaie société, et il avait trouvé vide de sa femme le palais Serbelloni. Le vainqueur de l'Italie oublia tous ses lauriers pour ne plus connaître que ses tristesses d'époux.

« J'arrive à Milan — écrivait-il à la fugitive, dans une lettre datée du 7 frimaire an V, à trois heures de l'après-midi (27 novembre 1796) — je me précipite dans ton appartement, j'ai tout quitté pour te voir, te presser dans mes bras ; ...tu n'y étais pas : tu cours les villes avec des fêtes, tu t'éloignes de moi lorsque j'arrive, tu ne te soucies plus de ton cher Napoléon. Un caprice te l'a fait aimer, l'inconstance te le rend indifférent.

« Accoutumé aux dangers, je sais le remède aux ennuis et aux maux de la vie. Le malheur que j'éprouve est incalculable ; j'avais droit de n'y pas compter.

« Je serai ici jusqu'au 9 dans la journée. Ne te dérange pas ;

cours les plaisirs ; le bonheur est fait pour toi. Le monde entier est trop heureux s'il peut te plaire, et ton mari seul est bien, bien malheureux. »

Et le lendemain, nouvelle lettre désolée, où l'on trouve cette phrase amère par laquelle il semble accepter son destin : « Quand j'exige de toi un amour pareil au mien, j'ai tort : pourquoi vouloir que la dentelle pèse autant que l'or? »

Mais ses affaires de cœur ne troublent pas la clarté de son esprit, n'amointrissent point la somme incalculable de son énergie. Il avait à réduire des révoltes, à lutter contre la politique astucieuse de la Cour de Rome qui prêchait sourdement la guerre contre les Français ; il lui fallait nourrir, vêtir et payer son armée qu'il avait prise, peut-on dire, nue, affamée et sans prêtres ; il avait des fêtes à présider pour se montrer dans sa gloire de conquérant et de pacificateur, des honneurs à se faire rendre, des plans de campagne à concevoir, des mouvements militaires à ordonner, des affaires civiles à étudier et à résoudre : c'était un travail dont l'imagination demeure effrayée, et qu'il assumait avec une sorte d'aisance, comme s'il eut été capable de faire plus encore.

En janvier 1797, la campagne contre les Autrichiens reprenait activement. Alvinzi avait reçu des renforts et menaçait toute la ligne française. Bonaparte quitta Milan le 7, et après une suite de combats où Masséna surtout fut engagé, il livra le 14, l'illustre bataille de Rivoli, disputée et meurtrière. Avec 16.000 hommes, il avait battu 40.000 Autrichiens, fait 13.000 prisonniers et pris neuf canons. La bataille de la Favorite dispersait le 16 janvier les troupes d'Alvinzi, et le 2 février, Joubert les écrasait à la Brenta, définitivement. Wurmser, isolé, devait rendre le même jour Mantoue à Serrurier ; en moins d'un mois la campagne était terminée, l'armée de l'empereur détruite.

Bonaparte n'avait pas attendu la reddition de Mantoue, il était parti, avec une colonne mobile, contre les États du pape, et ce



LA CAMPAGNE D'ITALIE

En haut : Passage du Pont d'Arcole (15 novembre 1796) d'après une lithographie de H. Bellangé (fragment). — *En bas* : Bataille de Rivoli, d'après le tableau de Philipoteaux (fragment). — Musée de Versailles.

n'avait été qu'une promenade militaire, les troupes papales se rendant, presque sans combattre, au simple aspect des grenadiers français. Il avait pris Ancône, Lorette, et Pie VI avait demandé aussitôt la paix. Le général Bonaparte l'avait signée à Tolentino, le 19 février, et le Saint-Siège y perdait ses droits sur Avignon, le Comtat-Venaissin, abandonnait Ancône, la Romagne, et payait 15 millions d'indemnité.

Le lendemain du traité, Bonaparte retournait au gros de son armée, et à Mantoue le 2 mars; il portait son quartier général le 9, à Bassano, et le 10, il adressait cette proclamation à ses soldats :

« La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné des titres éternels à la reconnaissance de la patrie.

« Vous avez remporté la victoire dans quatorze batailles rangées et soixante-dix combats; vous avez fait plus de cent mille prisonniers, pris à l'ennemi cinq cents pièces de canon de campagne, deux cents de gros calibre, quatre équipages de pont.

« Les contributions mises sur le pays que vous avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la campagne. Vous avez, en outre, envoyé 30 millions au ministre des Finances pour le soulagement du Trésor public. Vous avez enrichi le Muséum de Paris de trois cents chefs-d'œuvre de l'ancienne et de la nouvelle Italie et qu'il a fallu trente siècles pour produire. Vous avez conquis à la République les plus belles contrées de l'Europe. Les Républiques Transpadane et Cispadane vous doivent leur liberté. Les couleurs françaises flottent pour la première fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de l'ancienne Macédoine, d'où Alexandre s'élança sur l'Orient. Une grande destinée vous est aussi réservée, mais vous n'avez pas tout achevé... »

Avec le Petit Caporal, on n'allait jamais assez loin dans la victoire, et les grands exploits pouvaient être surpassés par de plus grands exploits! Après avoir détruit les armées de Colli, de Beau lieu, de Wurmser, d'Alvinzi, il s'agissait d'écraser les nouvelles

troupes envoyées par l'empereur d'Autriche sous les ordres de l'archiduc Charles, d'aller porter la guerre au cœur même de la vieille monarchie et de dicter la paix à Vienne, la capitale. Ce n'était pas au-dessus du courage de l'armée française. Elle avait enfin reçu des renforts, si souvent réclamés par le général en chef, une division tirée de l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Bernadotte, une autre venant de l'armée du Rhin avec le général Delmas. Aussitôt après sa proclamation, Bonaparte règle la marche de son armée et refoule l'archiduc Charles ; le 16 mars, il passe le Tagliamento ; le général Joubert progresse dans le Tyrol ; Masséna prend les défilés de la Carinthie ; et le 31 mars, il peut, grâce aux efforts combinés de ses généraux porter son quartier général à Klagenfurt. De là il offre la paix à l'archiduc :

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix, lui écrit-il ; celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans ? Avons-nous assez tué de monde et commis assez de maux à la triste humanité ? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la République française, les a posées ; votre nation reste seule, et cependant le sang va couler encore plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres : quelle qu'en soit l'issue, nous tuons de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme même les passions haineuses...

« Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

L'archiduc Charles confiant dans les forces dont il disposait, et malgré que le commencement de la campagne lui eût été défavorable ne crut pas devoir déposer les armes. Bonaparte le poursuivit avec vigueur, le battant dans toutes les rencontres, de Frie-

sac, de Neumarkt, de Handelmarch, et enfin, le 7 avril, l'archiduc demanda une suspension d'armes, prélude de la paix, qui allait se traiter le 15 à Leoben. La campagne d'Italie était terminée. Le général Bonaparte va profiter de ses victoires avec un génie politique égal à son génie militaire. Il fera traîner où il brusquera les négociations selon ce qu'il veut obtenir, et il l'obtiendra, malgré la morgue et la ruse des plénipotentiaires autrichiens. Les préliminaires ouverts à Leoben et conclus, la paix ne fut définitivement assurée que le 17 octobre à Campo-Formio. La République française y gagnait la Belgique, les provinces rhénanes, les îles Ionniennes, la République cisalpine. Après une campagne prestigieuse, telle qu'aucun capitaine n'en avait menée, depuis les exploits fabuleux des conquérants, c'était la paix la plus concrète et la plus féconde.

Pendant les négociations, Bonaparte habitait le plus souvent Passariano, Mombello et Milan, paraissant en public dans des fêtes où il recevait des honneurs royaux, ou bien vivant parmi sa famille qu'il avait appelée de Marseille pour l'associer à son triomphe. Il avait avec lui sa mère, Letizia, qui commençait à faire des économies, Pauline qu'il maria au général Leclerc, Elisa à Bacciochi, ses frères Joseph et Louis, ce dernier son aide de camp, avec Eugène de Beauharnais qui n'avait que quinze ans. C'était en formation la famille de la cour impériale.

Le traité de Campo-Formio était à peine signé que le Directoire nommait le général Bonaparte, général en chef de l'armée qui devait se réunir sur les côtes de l'Océan pour porter la guerre en Angleterre. Il acceptait ce poste, et aussitôt il recherchait les meilleurs moyens d'invasion. Après ses adieux à l'armée d'Italie et aux républiques qu'il avait constituées, il quitte Milan le 17 novembre 1797, avec son beau-fils Eugène, et passant par Mantoue, Turin, Genève, Bâle, il arrive à Rastadt comme plénipotentiaire de France, au congrès d'Empire, et le 5 décembre, il est de retour

à Paris, dans son hôtel de la rue Chanteraine, à 5 heures de l'après-midi.

On l'accueille comme un triomphateur.

Les directeurs lui offrent une fête le 10 au Luxembourg ; les membres des deux Conseils lui donnent un banquet le 20 dans la grande galerie du Museum ; il reçoit un drapeau et un sabre d'honneur, il est le héros.

Mais si sa parole s'est affermie devant les membres du gouvernement, s'il connaît les services qu'il a rendus à la République, s'il prépare de nouveaux combats, il gagne par sa tenue modeste, les savants et les grands corps de l'État. Il visite en civil les juges de la Cour de Cassation, il a des entrevues secrètes avec les Directeurs ; l'Institut le recherche et le nomme membre de la classe des Arts mécaniques, le 25 décembre, par 305 voix contre 166 à Dillon et 123 à Montalembert. Il adresse cette lettre de remerciement au citoyen Camus, président de l'Institut national :

« Le suffrage des hommes distingués qui composent l'Institut m'honore.

« Je sens bien qu'avant d'être leur égal, je serai longtemps leur écolier.

« S'il était une manière plus expressive de leur faire connaître l'estime que j'ai pour eux, je m'en servirais.

« Les vraies conquêtes, les seules qui ne donnent aucun regret sont celles que l'on fait sur l'ignorance.

« L'occupation la plus honorable, comme la plus utile pour les nations, c'est de contribuer à l'extension des idées humaines.

« La vraie puissance de la République française doit consister désormais à ne pas permettre qu'il existe une seule idée nouvelle qu'elle ne lui appartienne. »

Bonaparte fut très assidu, pendant les cinq mois de son séjour à Paris, aux séances de l'Institut. Il fut même chargé de suivre les expériences de Cugnot qui avait inventé une machine à vapeur.

Après avoir inspecté les côtes de l'Océan en février 1798, il se rendit compte qu'une descente en Angleterre n'était pas possible et il soumit au Directoire son plan d'expédition en Egypte. Il fut accepté, et le 4 mars, le gouvernement le chargea de l'exécuter. Deux mois lui suffirent pour former une armée de 38.000 hommes, assurer son armement, désigner les généraux et choisir les savants qui devaient l'accompagner. Car la campagne d'Égypte ne se présentait pas seulement comme une action militaire et politique contre l'Angleterre, mais encore comme une mission d'étude sur le vieux sol d'une des plus antiques civilisations du monde.

Bonaparte quitta Paris le 4 mai 1798 et arriva à Toulon le 9 au matin, et le 19, la flotte appareilla.

Debout sur le pont, devant la mer, celui qui avait vaincu sur la terre latine pensait sans doute au prestigieux Orient, pays des rêves, de la lumière et des conquérants.

A handwritten signature in black ink, reading "Bonaparte". The signature is written in a cursive style and is underlined with a thick, dark horizontal stroke.

SIGNATURE DE BONAPARTE.

LETTRE DE REMERCIEMENT AU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT.

CHAPITRE VI

LES PYRAMIDES ET LE DÉSERT

QUAND la flotte eut gagné la haute mer, Bonaparte n'hésita plus à dévoiler un dessein qui, d'ailleurs, avait déjà cessé d'être pour tous un secret. Selon son habitude, il adressa à ses troupes une proclamation :

« Soldats, vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la situation et le commerce du monde sont incalculables. Vous porterez à l'Angleterre le coup le plus sûr et le plus terrible en attendant que vous puissiez lui donner le coup de mort. Nous ferons quelques marches fatigantes ; nous livrerons plusieurs combats ; nous réussirons dans toutes nos entreprises ; les destins sont pour nous.

« Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans ; leur premier article de foi est celui-ci : « Il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète. » Ne les contredisez pas ; agissez avec eux comme nous avons agi avec les Juifs, avec les Italiens. Ayez des égards pour leurs muphtis et leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et les évêques. Ayez pour les cérémonies que prescrit le Coran, pour les mosquées, la même tolérance que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour la religion de Moïse et celle de Jésus-Christ. Les légions romaines protégeaient toutes les religions. Vous trouverez

ici des usages différents de ceux de l'Europe ; il faut vous y accoutumer.

« La première ville que nous rencontrerons a été bâtie par Alexandre. Nous trouverons à chaque pas de grands souvenirs, dignes d'exciter l'émulation des Français. »

L'armée accueillit avec enthousiasme la proclamation de son général et l'annonce d'un prochain débarquement. Mais avant d'aborder l'Égypte, Bonaparte prit l'île de Malte où il resta jusqu'au 18 juin pour l'organiser. Quelques jours après, le 1^{er} juillet, à l'aube — la traversée avait duré quarante-trois jours — la terre apparut, mais une terre sans un arbre, sans une habitation, « s'étendant comme un ruban blanc sur l'horizon bleuâtre de la mer. » A huit heures du matin, le consul de France à Alexandrie monta à bord et apprit au général en chef que l'escadre de Nelson avait paru en vue de la ville, puis était repartie vers le nord. Bonaparte conclut aussitôt à la nécessité d'un prompt débarquement et d'une marche rapide sur Alexandrie.

Malgré une mer épouvantable, les deux opérations furent entreprises dans la nuit, et le 2 juillet, l'avant-garde française paraissait devant la ville dont les murailles majestueuses, mais mal défendues, résistaient à peine quelques heures. La population, d'abord affolée fut vite rassurée par une habile proclamation traduite en arabe, et, après un jour de repos, Bonaparte décida de continuer sans arrêt sa marche vers le Caire et l'Égypte intérieure. Il espérait avancer sans rencontrer de résistance; l'état du pays lui permettait cette confiance.

L'Égypte qui, en théorie, appartenait à l'empire ottoman, était de fait aux mains d'une féodalité militaire, celle des mameloucks, établis depuis des siècles sur les bords du Nil. Recrutés dans la région du Caucase, élevés dans la pratique des armes, ils étaient devenus d'auxiliaires du sultan, les maîtres de la contrée. Peu nombreux d'ailleurs, huit à neuf mille, mais braves, bons cavaliers,

grands sabreurs, et cela suffisait pour imposer leur domination aux indigènes du pays, les pauvres fellahs qui ne savaient que cultiver leurs champs, en silence.

Les mameloucks obéissaient à des chefs, les beys, et en 1798, le plus influent était Mourad, célèbre par son audace et par sa prodigalité. Au reste, ils manquaient de discipline, ignoraient l'art militaire, et ils employaient toute leur valeur à charger en désordre. De tels adversaires n'étaient guère à redouter pour les troupes aguerries de Bonaparte, et seuls deux obstacles pouvaient empêcher le succès de son expédition : le fanatisme musulman de la population, le mécontentement de sa propre armée, vite fatiguée de l'Orient.

Selon sa méthode, Bonaparte rassure les peuples qu'il vient conquérir. Les Egyptiens n'ont rien à craindre des Français accourus pour les délivrer de la tyrannie des mameloucks. Il l'écrit au pacha turc, gouverneur sans autorité de la province :

« La République française s'est décidée à envoyer une puissante armée pour mettre fin aux brigandages des beys d'Égypte. Tu es sans doute déjà instruit que je ne viens point pour rien faire contre l'alcoran ni le sultan. Viens donc à ma rencontre et maudis avec moi la race impie des beys. »

D'autre part, il déclare à la population :

« Peuples d'Égypte, on vous dira que je viens détruire votre religion. Ne le croyez pas ; répondez que je viens vous restituer vos droits, punir les usurpateurs et que je respecte plus que les mameloucks, Dieu, son prophète et le Coran. »

Ces habiles assurances, le style imagé des proclamations susceptibles de frapper des Orientaux, disposaient les musulmans paisibles à accueillir les Français sans hostilité. La docilité des paysans égyptiens était d'ailleurs connue, et l'on pouvait être certain qu'ils accepteraient la nouvelle domination, comme toutes celles qui s'étaient succédées depuis la chute des Pharaons.

Mais le véritable obstacle à vaincre, c'était le mécontentement, le découragement de l'armée. Sa première vision de l'Égypte avait été une déception. Alexandrie avec ses maisons basses, ses rues étroites et sans pavés, sa foule de chiens errants, Alexandrie l'avait absolument désillusionnée. Mais ce fut pis, lorsque Bonaparte, voulant surprendre l'ennemi, engagea ses soldats dans le désert pour atteindre directement le Caire, au lieu de remonter la vallée du Nil, route plus longue et agréable. Les soldats d'Italie, habitués à se battre dans un pays merveilleux, se laissèrent démoraliser en pénétrant dans des étendues presque sans habitants et sans eau. Dès le 4 juillet, Savary, alors aide de camp du général Desaix, écrivait dans son *Journal* :

« L'on mourait de soif. Il y a à Béda (localité située à quatre lieues d'Alexandrie), deux citernes, une très grande, une petite. Les Arabes les avaient remplies de pierres et de terre. Consternation à la vue de ces citernes comblées. Le courage s'abat. Plaintes et jurements des soldats. L'on emploie des sapeurs à nettoyer les citernes. L'on y parvient. Il y avait encore un peu d'eau dans la grande. L'on a beaucoup de peine à empêcher les soldats d'en boire ; l'on en présente à un cheval qui la rebute ; on s'écrie : elle est empoisonnée. Après une heure de travail des sapeurs, l'eau venait déjà un peu dedans les deux citernes. Elle était jaunâtre et noire comme de l'eau de borbier. L'on se bat pour en avoir. On est obligé d'y placer des gardes et d'en faire la distribution. L'on fait une soupe avec des herbes en place de bois. L'on se bourre, l'on se presse pour boire un verre d'eau exécrationnel. »

Le 9 juillet l'avant-garde atteignait enfin le Nil à Ramanieh. Il y avait très peu d'eau ; les soldats se précipitèrent pour en boire comme les animaux. En un instant toute une division fut dans le fleuve. La plaine des bords du Nil était couverte de melons ; les hommes s'en gavèrent, et certains en eurent de graves indigestions. Et le camp, par plaisanterie, prit le nom de « camp des melons ».

Mais avec le Nil l'on rencontra en même temps les mameloucks qui, avant d'attaquer l'armée, tentaient de la fatiguer en la harcelant. Cachés derrière les replis du terrain, ils s'élançaient montés sur leurs chevaux extraordinairement rapides, à l'attaque de tout soldat qui s'écartait des rangs. « Les colonnes françaises semblaient comme des escadres suivies par des requins. » Mais ainsi le soldat était contraint de garder un ordre de marche sévère, et, les coups de fusil qui retentissaient sans cesse rendaient aux troupes leur esprit guerrier. Elles continuaient cependant à murmurer contre le gouvernement qui les avait déportées en Égypte, qui ressemblait si peu à l'Eldorado de leurs rêves. On raillait les savants attachés à l'expédition, les seuls qui fussent satisfaits de leurs constatations et de leurs découvertes. Le général Caffarelli, *à la jambe de bois*, qui s'intéressait à l'archéologie et ne parlait que de la beauté du pays et des grands résultats de la conquête s'attira cette réponse d'un vieux grenadier : « Pardi, vous vous moquez de cela, général, vous qui avez un pied en France. » Mais le mécontentement ne se traduisait pas seulement par des lazzis : il y eut des accès de fureur, des suicides. Les officiers ne donnaient pas toujours l'exemple de la fermeté. Bonaparte dut intervenir à plusieurs reprises. Il eut des paroles sévères pour les demi-brigades qui avaient murmuré. Un soldat lui ayant demandé : « Eh bien ! général, nous mènerez-vous aux Indes ? » — il répondit : « Ce n'est pas avec de pareils soldats que j'entreprendrais le voyage. » Son attitude d'énergie et de force lui ramena l'armée ; d'ailleurs le Caire était proche, et le général en chef n'avait-il pas promis que la prise de cette antique et riche cité payerait les hommes de leurs peines !

Mais avant d'arriver au Caire, il fallait combattre, car les mameloucks étaient prêts à défendre leur capitale. Sous les ordres de Mourad bey, ils attaquent le 13 juillet à Chebreiss, la petite armée française, ils sont repoussés, puis ils reprennent l'offensive avec vigueur. Le 21, une action décisive s'engage, c'est la célèbre

bataille des Pyramides. Mourad a concentré huit mille cavaliers sur la rive gauche du Nil, en face du Caire, dans la vaste plaine qui s'étend du fleuve aux Pyramides de Gizeh. En arrière dans le village d'Embabek, assez mal fortifié, il a réuni plusieurs milliers de fellahs et de fantassins turcs.

A l'aube, l'armée française apparaît heureuse de rencontrer l'ennemi rangé en bataille et d'apercevoir enfin au delà du fleuve les hauts minarets de la capitale. Bonaparte, accueilli avec enthousiasme, passe devant le front de ses troupes frémissantes, et leur montrant d'un geste les Pyramides, leur jette la phrase fameuse qui doit les enivrer : « Soldats, songez que du haut de ces Pyramides quarante siècles vous contempnent. » Puis il forme ses divisions en cinq carrés profonds, l'artillerie aux angles, les bagages et les généraux au centre, et décide de marcher en avant pour couper les mameloucks d'Embabek et les jeter dans le Nil. Mais Mourad a deviné son plan, il ramasse sa cavalerie, et il la lance, rapide et violente, sur l'un des carrés, celui de Desaix ; les Français ne s'émeuvent point, ils reçoivent les mameloucks à bout portant par un feu terrible. Déconcertés, les cavaliers reculent, quelques-uns pourtant traversent les remparts de baïonnettes, mais ils ne ressortent pas des carrés où ils meurent au cri de « Allah ». En vain, Mourad se jette sur Reynier, puis sur le carré où se trouve Bonaparte. Malgré sa bravoure, celle de ses hommes, il ne peut entamer les murailles de feu. Bonaparte commande l'offensive, deux colonnes montent à l'assaut d'Embabek qui est pris. Mourad tente une dernière charge, il est repoussé, et il s'enfuit vers la Haute-Egypte avec quelques centaines de cavaliers. Un millier de mameloucks avaient été tués ou noyés. Les soldats découvrirent sur leurs cadavres des sommes élevées, de deux cents à trois cents louis : ces trouvailles miraculeuses réconcilièrent pour un moment l'armée avec l'Égypte.

Ainsi la route du Caire était ouverte. Le 24 juillet les Fran-

çais occupèrent la ville. Ils s'étonnèrent de trouver cette grande cité de 300.000 habitants si sale, si semblable à Alexandrie. La population reçut avec faveur ces bons vivants qui payaient toutes les marchandises fort cher, sans récriminer, et qui, oubliant les périls de la guerre, s'amusaient dans les rues du Caire à galoper sur des ânes!...

A peine installé en Egypte, Bonaparte s'occupe de son organisation. Il ne savait pas encore qu'il y demeurerait de longs mois, et il espérait bien rentrer en Europe au moment opportun. Mais il voulait en même temps donner une colonie prospère à la France, et son imagination voyait l'Égypte telle qu'elle serait après avoir été régénérée... « Mille écluses maîtriseraient et distribueraient l'inondation sur toutes les parties du territoire; les huit ou dix milliards de toises cubes d'eau qui se perdaient chaque année dans la mer seraient réparties dans toutes les parties basses du désert; de nombreuses émigrations, arrivées du fond de l'Afrique, de l'Arabie, de la Syrie, de la Grèce, de la France, de l'Italie, de la Pologne, de l'Allemagne quadruplèrent sa population; le commerce de l'Inde aurait repris son ancienne route. » Et de fait, en quelques mois, l'énergie de Bonaparte allait déterminer le début de la résurrection de l'Égypte à laquelle il devait donner ce caractère mi-musulman et mi-occidental qu'elle a depuis conservé.

Les mameloucks vaincus et éloignés, la seule force de l'Égypte c'était celle des cheikhs et des ulémas qui détenaient l'autorité religieuse. Bonaparte les voit, les rassure, leur répète ce qu'il a dit dans ses proclamations. A ces musulmans, il parle en musulman :

« Il nous a assurés, écrivent les ulémas du Caire, qu'il reconnaissait l'unité de Dieu, que les Français honoraient notre Prophète, ainsi que le Coran, et qu'ils regardaient la religion mahométane comme la meilleure des religions. »

Il respecte et fait respecter les usages et les traditions. La fête

du Nil qui coïncide avec l'époque annuelle de l'inondation est célébrée. Bonaparte y assiste le 18 août, ainsi que ses soldats. Placé sous un pavillon magnifique, le chef des Français donne lui-même le signal de la rupture de la digue. Quelques jours après, fête du Prophète. Les mosquées sont illuminées aux frais de l'administration française. Les musiques militaires jouent. Bonaparte se rend à la grande mosquée, et là, assis sur des coussins, il dit avec les cheikhs les litanies du Prophète, il accomplit les actes rituels.

Mais tout en ménageant les coutumes du pays, le général en chef veut lui infuser une nouvelle vie. Quinze jours après son arrivée au Caire, il crée l'*Institut d'Égypte*, le 22 août 1798, formé des savants qui l'ont accompagné — Monge, Berthollet, Dolomieu, Larrey, Geoffroy-Saint-Hilaire — et de quelques officiers instruits comme Caffarelli et Andreossi. Il comprend quatre classes : mathématiques (Bonaparte en est), physique, économie politique, littérature et arts ; sa fonction est de préparer une description complète de la contrée et de rechercher les réformes qu'il convient d'entreprendre. Les séances se tiennent tous les cinq jours ; des comptes rendus en paraissent dans la *Décade égyptienne*, tandis que les nouvelles politiques sont insérées dans un autre périodique *Le Courrier d'Égypte*.

Pendant que Bonaparte régénère l'Égypte, par des travaux d'assainissement, des constructions, un désastre frappe l'expédition. Le 1^{er} août, Nelson surprend et détruit la flotte française dans la rade d'Aboukir. Seuls deux vaisseaux peuvent se réfugier à Alexandrie. L'armée est désormais coupée de France, presque séparée du monde. Des murmures s'élèvent parmi les soldats. Bonaparte y répond, à sa manière héroïque :

« Nous n'avons plus de flotte, écrit-il, hé bien ! il faut mourir ici ou sortir grand comme les Anciens. Voilà un événement qui va nous forcer à faire de plus grandes choses que nous ne comptons.

C'est le moment où les caractères d'un ordre supérieur doivent se montrer. Il faut nous suffire à nous-mêmes. »

Non seulement il ne se laisse pas abattre, mais il adapte ses desseins aux faits, et il est prêt de se féliciter de l'événement. Il est bloqué en Orient, eh bien, il y restera, et il n'a qu'à conquérir l'Inde, puisque les Anglais l'y contraignent. Avec ses 30.000 Français et 60.000 fellahs du Darfour, il remontera le Nil et, « sur un éléphant, le turban en tête », il atteindra l'Indus par le désert. « En résumé, disait-il à Sainte-Hélène, il n'y a pas plus loin de l'Égypte à l'Indus que de Paris à Moscou. »

Les Turcs ne lui laissèrent pas le loisir de continuer son rêve gigantesque. Après avoir déclaré la guerre à la République, en apprenant l'arrivée de Bonaparte en Égypte, ils faisaient des préparatifs pour l'en chasser. Ils s'emparent en décembre 1798, du fort d'El-Arich qui défendait l'Égypte du côté de l'Asie, et concentrent une armée en Syrie. Bonaparte abandonne aussitôt son travail d'organisation, et il décide d'aller à leur rencontre, de les battre, de prendre les places fortes du littoral syrien. Il quitte le Caire le 10 février 1799, avec 12.000 hommes, et il enlève El-Arich, le 15, mais sa marche dans le désert épuise son armée qui n'avance qu'au prix des plus cruelles souffrances, mourant de soif sous un soleil de feu. Enfin, le 4 mars, elle atteint Jaffa. La garnison turque prétend se défendre. On coupe la tête au parlementaire français qui est envoyé. L'assaut est aussitôt donné, aux acclamations des soldats, et la ville prise. Bonaparte visite les hôpitaux où il ne craint point de toucher les pestiférés pour éloigner les terreurs que la peste inspirait à son armée. C'est le sujet que Gros peignit dans son tableau célèbre.

Pour posséder toute la Syrie, il ne reste plus qu'à s'emparer de Saint-Jean-d'Acre, le siège commence le 19 mars, et la place forte semble devoir être bientôt rendue. Elle n'est guère plus armée que Jaffa, mais les ouvrages sont solides et la flotte anglaise

de Sidney Smith, ancrée dans le port, peut la ravitailler en vivres et en munitions. De plus, la défense est dirigée par un officier français expérimenté, Phélippeaux, émigré, ancien camarade de Bonaparte à l'école militaire. Mais le siège ne devait pas réussir, l'armée était harassée par sa marche dans le désert et elle manquait de grosse artillerie. Bonaparte décide d'abrégé les préparatifs et de risquer l'assaut immédiat. C'est qu'il vient de recevoir des lettres du Directoire ; la guerre a repris en Europe. Le Directoire le laisse libre d'agir : « Nous n'attendons du génie et de la fortune de Bonaparte que de vastes combinaisons et d'illustres résultats. » Dès lors Bonaparte songe au retour en France où il pressent que les circonstances vont l'appeler ; il renonce à la marche sur Constantinople, s'il y a jamais sérieusement pensé.

Cependant le siège n'avance pas, les assauts sont repoussés. Une armée turque approche. Le 16 avril, Bonaparte va au-devant d'elle et lui livre au Mont Thabor une autre bataille des Pyramides. Après l'avoir dispersée, il se retourne contre Saint-Jean-d'Acre. Le 8 mai, nouvel assaut général, nouvel échec, malgré l'héroïsme des soldats. Bonaparte était fataliste, il se résigna à lever le siège, d'autant mieux qu'une seconde armée turque se préparait à débarquer en Égypte. Le 20 mai, la retraite commença : elle fut terrible. A Jaffa, la peste s'était déclarée dans l'armée, et malgré les soins et le dévouement des médecins Desgenettes et Larrey, le nombre des malades ne cessait d'augmenter. En vain, tous les généraux, à commencer par Bonaparte cédèrent-ils leurs propres chevaux aux hommes épuisés. Les pertes furent considérables.

Enfin, le 14 juin 1799, l'armée rentra au Caire, réduite à 8.000 hommes, joyeuse d'avoir retrouvé sa seconde patrie, mais mécontente de cet exil auquel elle ne voyait pas de fin. Les généraux qui n'ignoraient pas la reprise de la guerre en Europe enviaient le sort de leurs camarades occupés à lutter en Allema-

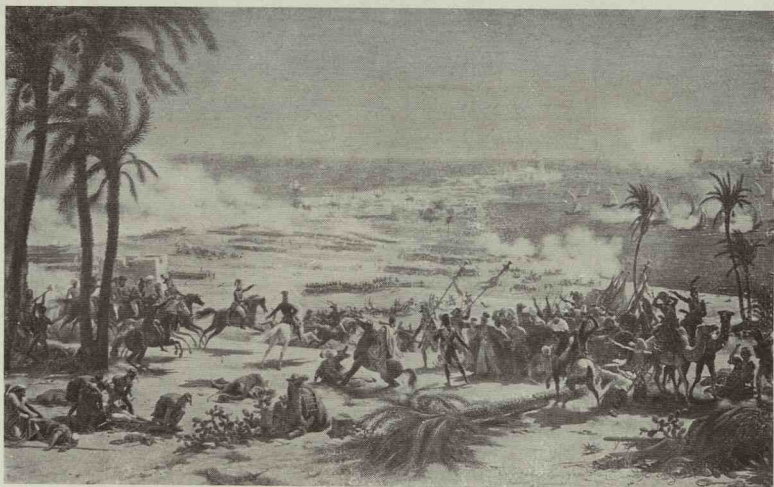
gne et en Italie. Certains murmurèrent tout haut et eurent de vives altercations avec le général en chef. Le danger commun allait une fois de plus mettre fin à ces dissensions.

Le 11 juillet, Sidney Smith débarquait 18.000 Turcs, des meilleures troupes de l'Empire, dans la rade d'Aboukir. Avec sa décision habituelle, Bonaparte concentra son armée et à marches forcées atteignit Alexandrie. Bien qu'il n'eut que 6.000 hommes, il décida d'attaquer l'ennemi retranché dans la presqu'île d'Aboukir, et secondé par Lannes et Murat, le 25 juillet, en trois heures, il prit, tua ou noya toute l'armée ottomane. C'est une de ses plus prestigieuses victoires. L'Égypte était sauvée; l'échec d'Acre effacé.

Le génie du général en chef s'était témoigné avec un tel éclat dans cette bataille qu'il avait forcé l'admiration de ceux qui avaient pour sa personne le moins de sympathie. C'est ainsi que Kléber après la journée d'Aboukir, disait avec enthousiasme :

« Permettez, général, que je vous embrasse, vous êtes grand comme le monde ! »

Bonaparte pouvait maintenant rentrer en France. Les Anglais allaient lui en fournir l'occasion. Le général ignorait en partie la situation européenne — les dernières nouvelles d'Europe étaient celles reçues devant Acre — les désastres de la France en Allemagne et en Italie; Sidney Smith se fit un plaisir de lui envoyer un paquet de gazettes françaises. Bonaparte passa la nuit à dévorer les journaux. Les défaites ne l'étonnèrent pas. « Dieu sait jusqu'où l'ennemi a pénétré, dit-il à Marmont. L'Italie est perdue. Tout est ignorance, sottise, ou corruption. Moi absent tout devait crouler. » Il sentit que le moment d'agir était venu, et il prit aussitôt la résolution nécessaire, le départ et le départ immédiat. « La traversée est hasardeuse, mais la fortune qui m'a soutenu jusqu'à présent ne m'abandonnera pas. Ma présence en exaltant les esprits rendra à l'armée la confiance qui lui manque et aux bons citoyens l'espoir d'un meilleur avenir. Il y aura un mouvement dans l'opi-



LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE

En haut : Bataille d'Aboukir, 25 juillet 1799, d'après le tableau du général Lejeune.
En bas : Les Pestiférés de Jaffa, d'après le tableau du baron Gros. (Musée du Louvre, fragment.)

nion tout au profit de la France. Il faut tenter d'arriver et nous arriverons. » Peu d'hommes furent mis dans la confiance ou appelés à l'accompagner : Berthier, Bourrienne, son secrétaire, Lannes, Murat, ses généraux dévoués, Monge et Berthollet qu'il manda à Alexandrie, sans rien leur révéler du but de son appel. Il écrivit à Kléber pour lui céder le commandement et il laissa cet adieu à ses soldats : « Les nouvelles d'Europe m'ont décidé à partir pour la France. Je laisse le commandement de l'armée au général Kléber. L'armée aura bientôt de mes nouvelles. Il me coûte de quitter des soldats auxquels je me suis le plus attaché ; ce ne sera que momentanément ; et le général que je leur laisse a la confiance du gouvernement et la mienne. »

Le 22 août, il s'embarque — avec ceux qui étaient déjà ses partisans — sur deux frégates le *Muiron* et le *Carrère* qui avaient échappé au désastre d'Aboukir. Très calme, il se confiait en la fortune pour le conduire, sans accident, à la conquête de la France.

CHAPITRE VII

BRUMAIRE

EN cet été de 1799 où Bonaparte accomplit en Orient de si grandes choses, la France revoit les heures tragiques et désespérées de 1793, quand toutes ses frontières étaient menacées. Dans son nouveau duel avec l'Europe, elle a été vaincue. Elle a perdu l'Italie, elle est envahie ou menacée de l'être. Il est vrai qu'en septembre les miracles de Brune et de Masséna, à Bergen et à Zurich, la sauvent; mais pourra-t-elle soutenir une nouvelle campagne? La désorganisation du pouvoir politique ne permet guère de l'espérer.

Dix années de révolutions et de guerres ont désolé et ruiné le pays. Routes impraticables, ponts détruits ou branlants, réapparition générale du brigandage, telle est la situation. C'est le temps des *chauffeurs* et de l'attaque du *courrier de Lyon*. Le Directoire est-il encore un gouvernement? Le 30 prairial (18 juin) les Conseils prenant comme une revanche de Fructidor et de Floréal, ont contraint plus ou moins légalement trois directeurs à démissionner. Leurs successeurs sont d'honnêtes gens inconnus et médiocres, Roger Ducos, Gohier, Moulin. Des deux autres directeurs, l'un, Barras est discrédité par sa corruption, l'autre Sieyès, l'ancien constituant, est un homme de valeur, mais il n'a accepté ses hautes fonctions que pour la réalisation de vues personnelles.

Les deux Conseils s'opposent : le Conseil des Anciens — le Sénat

d'alors — avec une majorité de révolutionnaires assagis, amis de Sieyès, encore républicains, mais soupirant après le rétablissement de l'ordre, tout prêts à acclamer ceux qui l'assureraient ; le Conseil des Cinq Cents, formé depuis les élections du printemps, d'une majorité de jacobins peu illustres se réclamant de la Convention, hostiles au Directoire, hostiles aux Anciens. Ce sont les Cinq Cents qui, depuis Prairial, ont pris l'offensive, qui, depuis les désastres d'Italie poussent au rétablissement du gouvernement révolutionnaire. Une mesure fiscale : un emprunt forcé sur les riches ; une mesure politique : la loi des otages — à surveiller dans les départements insurgés — leur aliènent, et la classe influente des financiers, et la masse de la population qui redoute le retour de la Terreur. Et la Terreur ne semble-t-elle pas renaître lorsqu'on voit reparaitre un club des Jacobins dont les membres, disciples de Babeuf plus que de Robespierre, menacent la propriété dans leurs discours !

Un des chefs du gouvernement, Sieyès, était l'homme vers qui se tournaient tous les regards. Il n'avait jamais eu de penchant pour la constitution directoriale, et l'on savait qu'il avait en tête un plan de réforme. Un parti déjà nombreux le suivait : son collègue Ducos, des ministres, Talleyrand, l'amiral Bruix, des hommes de lettres, des membres de l'Institut, des politiciens, Rœderer, M.-J. Chénier, Regnaud, Baudin, Semonville, Cabanis, Volney, Laplace. Ce n'est pas seulement une constitution politique que Sieyès tenait toute prête, mais il avait encore combiné un adroit plan de révolution, en se servant des lois en vigueur pour mieux les détruire. Il pouvait compter sur la majorité des Anciens et sur une minorité appréciable aux Cinq Cents. Mais s'il était la « tête » du complot, qui serait « l'épée », l'homme d'exécution ? Talleyrand et Semonville mirent en avant Joubert, l'un des meilleurs lieutenants de Bonaparte en 1796. Mais il avait besoin de prestige, aussi l'envoya-t-on commander en Italie où il devait recueillir la gloire

nécessaire à l'agent du coup d'Etat. En attendant, Sieyès avec une énergie qu'on ne lui connaissait pas, dirige le mouvement anti-jacobin, obtient le renvoi des ministres suspects — dont Bernadotte — et confie la police à un homme à poigne, d'ailleurs protégé de Barras, l'ex-terroriste Fouché. Le club des Jacobins est fermé, les journaux « anarchistes » suspendus. En vain, les Cinq Cents retentissent d'attaques furieuses contre le Directoire, Sieyès tient ferme, mais l'homme d'action disparaît, Joubert est tué à Novi au début de la bataille. Tout est-il donc perdu? Non; Sieyès cherche un autre général, il tente Moreau, celui-ci résiste. Favorable au projet, il ne s'estime pas l'homme de la situation, et Sieyès le comprend. « Que votre frère n'est-il ici! » dit-il un jour à Lucien, le plus intrigant et le plus actif des frères de Bonaparte, qui vient de faire aux Cinq Cents une entrée mémorable. Mais Bonaparte est au loin, que fait-il? On le sait mal. Justement on reçoit de ses nouvelles. Le 5, le 10 octobre, deux dépêches annoncent le triomphe d'Aboukir. Le 13, nouvelle plus étonnante encore : Bonaparte est en France, il a débarqué à Fréjus, il marche sur Paris. Quand le soir, Sieyès apprit la chose à Moreau, celui-ci lui dit : « Eh bien, voilà votre homme. Bonaparte vous convient mieux; il a plus que moi la faveur du peuple et celle de l'armée. » Sieyès le reconnut, et son ami Baudin fut si ému de ce retour inattendu qu'il en mourut de saisissement.

Le 9 octobre, en effet, Bonaparte et ses compagnons étaient arrivés à Fréjus après un long voyage rendu difficile par les croisières anglaises auxquelles il fallait échapper. Il avait relâché à Ajaccio le 1^{er} octobre, pour en partir le 7, et ne plus jamais y revenir.

Les habitants de la Provence qui redoutaient encore l'arrivée des Russes, accueillirent le général comme un libérateur. A Fréjus, ses frégates furent prises d'assaut; ce qui lui évita les retards de la quarantaine. Il put aussitôt marcher droit sur Paris. Son voyage fut un triomphe. « La foule était telle, lit-on dans le *Moniteur*,

même sur les routes, que les voitures avaient peine à avancer. Tous les endroits par lesquels il est passé, depuis Fréjus jusqu'à Paris, étaient illuminés ». A Lyon où Bonaparte resta un jour, l'enthousiasme tourna au délire. En son honneur le théâtre des Célestins improvisa une comédie : *Le retour du héros ou Bonaparte à Lyon*.

Le Directoire avait bien autorisé le général à rentrer en France, mais avec son armée, non pas seul. Il accepta pourtant sans trop de mauvaise grâce l'initiative du général, et le 14 octobre, à la fin d'un long message, il en informa les Conseils : « Le Directoire vous annonce avec plaisir qu'il a reçu des nouvelles de l'armée d'Égypte. Le général Berthier a débarqué à Fréjus avec le général en chef Bonaparte. » Aussitôt les cris de « Vive la République », retentissent, et la musique joue « les airs chéris de la liberté ». La nouvelle, officiellement confirmée, soulève Paris d'enthousiasme. Les cafés, les jardins, le Palais-Royal surtout, s'emplissent d'une foule joyeuse qui ne parle que du héros. On s'embrasse dans les rues. Devant ces effusions, les contemporains évoquent les premières heures du début de la Révolution, quand Paris acclamait Louis XVI. Mais ne nous y trompons pas. Ce que l'opinion célèbre en Bonaparte, aussi bien en province qu'à Paris, ce n'est pas le maître, le dictateur qui va briser la Constitution, c'est le vainqueur, le pacificateur, le héros qui a triomphé en cent batailles, qui a forcé l'orgueilleuse Autriche à traiter avec la République française, celui qui vaincra encore et ramènera la paix, Washington et non pas César.

Le 16 octobre, Bonaparte arrive à Paris, et il va directement à son hôtel de la rue de la Victoire. Pendant qu'il était en Égypte, il avait été prévenu des graves désordres de Joséphine, et il semblait résolu à divorcer. Mais devait-il dans ce moment attirer l'attention publique sur ses chagrins domestiques? Il pardonna à l'épouse sur l'intervention de ses deux enfants, Hortense

et Eugène, mais sans lui conserver l'amour qu'il lui avait montré dans les premiers mois de son mariage.

Le lendemain Bonaparte se rendit en visite officielle auprès du Directoire. Le président Gohier l'embrassa. Le général jura de n'employer son épée « que pour la défense de la République et de son gouvernement. » Mais il était homme à ne pas s'embarrasser de serments, bien résolu à devenir le maître de cette République qu'il jurait de défendre. Il resta pendant quelques jours sur la réserve, dans son hôtel où il recevait de nombreux hommes politiques, des militaires, tâtant l'opinion, tâtant les partis, préférant irriter la curiosité plutôt que de la satisfaire. Les journaux chaque jour abondaient en anecdotes sur sa personne. « Il a adopté les cheveux courts. Le climat sous lequel il a vécu plus d'une année a donné plus de ton à sa figure qui était naturellement pâle. » Il va régulièrement aux séances de l'Institut, accoutumé d'un uniforme singulier, une redingote à longues basques avec un cimenterre turc. De quel côté se rangera-t-il? Ira-t-il vers les Jacobins, comme en Vendémiaire, ou avec Sieyès, vers les modérés?

Bonaparte comprit vite que seul l'appui d'un parti pouvait permettre la réalisation de ses projets ambitieux. Dès lors son choix était fait. Les Jacobins n'étaient qu'une minorité, violente sans doute, mais sans influence réelle en dehors des assemblées. Les modérés ralliaient à eux tout ce que Paris comptait d'hommes éclairés et importants ; ils étaient les maîtres aux Anciens, enfin depuis cinq mois, ils avaient tout préparé pour une action rapide et décisive. Mais Bonaparte n'aimait pas leur chef, Sieyès ; en vain celui-ci disait-il à Lucien : « Ce n'est plus le temps où *cedant arma togæ*... C'est autour de votre frère, maintenant, qu'il faut tous nous grouper. » Bonaparte ne voulait pas faire les premières avances, et Sieyès refusait d'aller rue de la Victoire chez le général. Cette obstination réciproque eut pu tout compromettre sans l'intervention d'amis communs, Talleyrand, Roederer ; les deux hommes

se virent en secret et lièrent ensemble définitivement partie. Bonaparte se montra conciliant et il accepta le plan de Sieyès sans discuter. Il se réservait d'exercer ses volontés, lorsque le coup d'État serait accompli et qu'il aurait en mains le pouvoir.

Le plan de Sieyès s'appuyait sur un article de la Constitution qui permettait aux Anciens de transférer hors de Paris le lieu de réunion des Conseils. Maître des Anciens, dont le président et les inspecteurs — sorte de questeurs — lui étaient dévoués, Sieyès, sous le prétexte d'une vague conspiration jacobine, ferait voter la translation des Conseils dans une localité isolée, munie d'un local approprié comme Saint-Cloud. Les Anciens pourraient ajouter au décret un article donnant — illégalement — à Bonaparte le commandement des troupes de Paris, et le lendemain moitié de bonne volonté, moitié par menace, on arracherait aux assemblées le décret de revision constitutionnelle. La majorité jacobine des Cinq Cents, hostile à Sieyès, ne se défiait pas de Bonaparte; elle venait de choisir Lucien pour président, et celui-ci répondait du civisme de son frère.

Les derniers préparatifs furent terminés vers le milieu de brumaire, presque tous les généraux étaient gagnés — sauf Jourdan et Bernadotte — les soldats prêts à obéir à Bonaparte, les directeurs désarmés ou insoucians; le 18 brumaire an VIII (9 novembre) fut le jour fixé pour l'exécution. Dans la nuit les inspecteurs des Anciens convoquèrent leurs collègues pour une séance extraordinaire à sept heures du matin. Tous les officiers plus ou moins initiés au complot furent individuellement mandés chez Bonaparte. Enfin pour mieux tromper le Directoire, Joséphine invita Gohier, fort assidu auprès d'elle, à déjeuner le lendemain.

Le 18 à sept heures, les Anciens étonnés s'assemblent. Un des inspecteurs, Cornet, monte à la tribune, dénonce un complot jacobin, invite le Conseil à prendre les mesures nécessaires. « Sinon, dit-il, la République aura existé et son squelette sera entre les

« mains des vautours qui s'en disputeront les membres décharnés. » Personne ne demande d'explications et l'on vote ceci « les deux assemblées sont transférées à Saint-Cloud à partir du lendemain; Bonaparte est chargé de l'exécution du décret; toutes les troupes de la division de Paris sont mises sous ses ordres; il viendra prêter serment dans le sein de l'Assemblée. »

A la même heure, des officiers, des généraux emplissaient la maison et les jardins de Bonaparte : Berthier, Lannes, Murat, Lefebvre, Moreau, Macdonald, tous dévoués, prêts à marcher. Le décret lui est présenté, et il part aussitôt, suivi d'une brillante escorte vers les Tuileries où siègent les Anciens. Le temps est beau, le peuple assiste joyeux au passage du cortège et acclame le général. Emu, Bonaparte pénètre dans la salle des Anciens, il écoute la lecture du décret, et il répond : « La représentation nationale périssait : vous vous êtes disposés à la sauver : elle ne périra point. On chercherait en vain un siècle à comparer au dix-huitième siècle : aucun ne lui ressemble, ni par son courage, ni par ses succès. Berthier et Lefebvre sont dévoués à prêter main forte et à défendre la République. Dans une telle circonstance tous ses amis se rallient. Ils jurent ainsi que moi fidélité et dévouement à la République. Le résultat de notre serment sera sa tranquillité. » Lemer cier qui préside remercie le général de ses sentiments, et quand il est parti, la séance est levée. Les Cinq Cents réunis ne peuvent qu'enregistrer à midi le décret sans délibérer.

En sortant de la salle des Anciens, Bonaparte passe ses troupes en revue aux Tuileries, il assigne leurs rôles à ses généraux, Berthier est son premier lieutenant; Andreossi et Caffarelli, ses chefs d'état-major; Lannes surveillera les Tuileries; Murat le Conseil des Anciens; Serrurier, Saint-Cloud; Berryer, les Invalides; Macdonald, Versailles; enfin Moreau tiendra prisonniers au Luxembourg, Gohier et Moulin, les deux directeurs qui ne sont pas du coup d'État. A deux heures, les murs de Paris se couvrent d'affiches : Bonaparte

adresse des proclamations à ses soldats et à la garde nationale. On ne signale aucune émotion dans les faubourgs. La première journée est finie.

Les Jacobins des Cinq Cents ont été surpris, contraints au silence, mais ils n'abdiquent pas ; toute l'après-midi du 18 s'est passée en conciliabules. Les généraux du parti — surtout Bernadotte — se dérobent. Malgré tout, une résistance s'organise, les Jacobins exigeant des explications, des preuves touchant le prétendu complot anarchiste ; ils maintiendront la Constitution. Le 19 brumaire, ils arrivent de bon matin à Saint-Cloud où rien n'est prêt pour la réunion des Assemblées, ni la galerie de Mignard, réservée aux Anciens, ni l'Orangerie attribuée aux Cinq Cents. Deux heures durant les députés piétinent dans le parc, deux heures perdues pour le Coup d'Etat. Les Cinq Cents abordent les Anciens, les interrogent, les blâment de leur docilité : « Quoi, ils veulent donner à Bonaparte la dictature, en faire un Cromwell. » Les Anciens protestent, les timorés se tournent vers ceux qui passent pour être initiés, réclament des précisions sur le complot. La majorité qui a voté hier sans trop comprendre les conséquences de son vote, s'effrite, n'a plus de cohésion.

Pendant ce temps Bonaparte, Sieyès et leur suite, partis de Paris avant le jour, réunis maintenant dans les salons du premier étage du palais de Saint-Cloud délibèrent sur la situation extrêmement confuse. D'abord calme, puis impatient et nerveux, Bonaparte dispose ses troupes dévouées autour du palais, dans le parc, dans le village. Mais les Conseils ont pour se défendre une garde spéciale de « grenadiers du corps législatif », les chefs sont achetés, mais que feront les hommes ? Décidément, à une heure, au moment où les Assemblées peuvent entrer en séance, le succès de l'opération paraît peu assuré et même compromis. Le précautionneux Sieyès se félicite d'avoir là dans un coin du parc une voiture toute prête pour faciliter sa fuite en cas d'échec.

Aux Cinq Cents, Lucien occupe le fauteuil de président. Grand, avantageux, résolu, il parle avec chaleur et véhémence. Son rôle sera essentiel dans l'événement. Dès la séance ouverte, il est assailli de motions : que les Anciens justifient leur décret, que les députés réitèrent tous leur serment à la Constitution. Des cris retentissent : « A bas le dictateur ! » — « Nous sommes libres ici, les baïonnettes ne nous effraient pas. » — « La Constitution ou la mort. » Le Conseil vote le renouvellement du serment. Lucien ne s'y oppose pas. Il espère que les Anciens utiliseront le temps ainsi perdu. Chaque député monte en effet à la tribune — Lucien à son tour — et répète la formule. L'opération n'est terminée qu'à quatre heures.

Les Anciens s'étaient rassemblés de leur côté, mais dans le plus grand calme. Seulement ils n'agissent pas, attendant que les Cinq Cents leur aient fait connaître leur réunion. A trois heures et demie, ils reçoivent une lettre du secrétaire du Directoire qui leur annonce que quatre directeurs — c'était faux — ayant donné leur démission, il n'y avait plus de Directoire, plus de gouvernement. Que vont-ils décider ? Ils hésitent à instituer un pouvoir nouveau, et ils suspendent la séance.

A quatre, le coup d'Etat semble ne pas devoir réussir. Les Cinq Cents résistent, les Anciens atermoyent. Bonaparte, pâle, nerveux, rabroue ses officiers. Augereau le raille : « Eh bien, te voilà dans une jolie position ! » Le général fait bonne contenance : « Nous en sortirons, souviens-toi d'Arcole », mais pour en sortir, il faut agir. Résolument, à la tête de son état-major, il pénètre dans la salle des Anciens. Mais il n'est pas parlementaire, il se trouble, il s'épuise en gestes, il lance des phrases hachées, sans suite, souvent incompréhensibles. Ses intentions sont pures, déclare-t-il, il n'est ni César, ni Cromwell. Il parle du complot jacobin, dénonce Barras, affirme que la Constitution violée par tous ne l'arrêtera pas. L'Assemblée reste froide. Alors il menace : « Je marche accompagné

du dieu de la victoire et du dieu de la guerre. » Il excite les Anciens contre les Cinq Cents, il invoque ses grenadiers, mais ni sa présence, ni son discours ne provoquent l'effet attendu.

Bonaparte sort de la salle des séances des Anciens, et audacieusement, il pénètre dans l'Orangerie. Il va affronter l'Assemblée qui veut le mettre hors la loi. Il s'y présente, chapeau bas, accompagné de quelques grenadiers. Son entrée déchaîne le tumulte. Presque tous les députés se lèvent, des cris, des injures retentissent : « A bas le dictateur ! A bas le tyran ! Hors la loi ! » Les jacobins s'approchent, l'invectivent, le saisissent au collet, le secouent : « Est-ce donc pour cela que tu as vaincu ? » lui crie le député Destrem. Un grenadier a une manche de son habit déchirée. Décontenancé Bonaparte défaille, ses yeux se ferment. Les grenadiers interviennent, l'arrachent de la foule des députés, le ramènent de l'Orangerie dans la cour, pâle, suffoquant, presque évanoui. Mais Bonaparte sorti, le tumulte ne cesse pas. Des députés réclament le « hors la loi », mesure terrible qui a perdu Robespierre. Adroitement Lucien défend son frère, gagne du temps.

Au dehors Bonaparte s'est ressaisi. La bataille est perdue parlementairement, mais la force militaire peut intervenir. Sieyès, Murat le poussent à l'employer. Bonaparte harangue les soldats, accuse les Cinq Cents d'avoir voulu l'assassiner. Les soldats l'accablent, les grenadiers du corps législatif restent plus froids. Aux Cinq Cents Lucien parle encore, malgré les interruptions qui hachent son discours. Les jacobins réclament toujours le « hors la loi. » Il faut en finir. Lucien fait prévenir secrètement son frère que la vie du président des Cinq Cents est menacée et qu'il doit l'assurer. Sur ce prétexte qui donne une apparence de légalité à l'intervention militaire, Bonaparte envoie quelques grenadiers dans l'Orangerie qui enlèvent Lucien suivi de plusieurs députés. Aussitôt dans la cour, il monte à cheval ; et il prononce un véritable discours devant les troupes, pour les persuader qu'une

minorité de factieux opprime la majorité des Cinq Cents et enlève toute liberté aux délibérations.

« Général, et vous soldats, s'écrie-t-il, et vous tous citoyens, vous ne reconnaîtrez pour législateurs de la France que ceux qui vont se rendre auprès de moi. Quant à ceux qui resteraient dans l'Orangerie, que la force les expulse. Ces brigands ne sont plus les représentants du peuple, mais les représentants du poignard. »

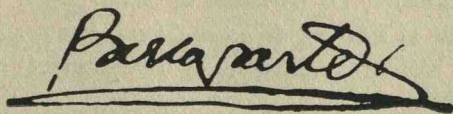
Un geste ajoute à l'effet du discours. Saisissant une épée nue, Lucien la tend vers son frère et jure de le tuer s'il attente à la liberté. Paroles et gestes enlèvent les grenadiers. Murat fait battre la charge, et sous les ordres de Leclerc, les soldats pénètrent dans l'Orangerie, l'arme au bras, dans un effroyable tumulte. Les députés résistent d'abord, on croise les baïonnettes, les grenadiers avancent... Les législateurs sortent devant la force, quelques-uns par les fenêtres, mais la plupart très dignement. Arrivés dans la cour ils se dispersent et se garent des troupes qui appuient les grenadiers. La partie était gagnée.

Les Anciens enregistrèrent la victoire en votant un décret désignant trois consuls provisoires, Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos. Mais cette mesure était illégale. Alors l'infatigable Lucien intervient à nouveau, il rassemble une cinquantaine de membres des Cinq Cents, et à la lueur des chandelles, leur fait consacrer, presque régulièrement, le Consulat provisoire, la création de deux commissions législatives, tirées des Conseils pour assister les consuls et préparer une nouvelle constitution. Les Anciens ratifièrent ces décisions. Et Lucien compara la journée de Saint-Cloud à celle du Jeu de Paume. Les consuls vinrent prêter serment entre ses mains, devant les représentants soumis — ils avaient déchu de leur mandat soixante-deux députés républicains signalés par leur résistance — « de fidélité inviolable à la souveraineté du peuple, à la République française une et indivisible, à l'égalité, à la liberté et au système représentatif. »

Bonaparte rédigea dans la nuit le bulletin officiel de la journée qui fut affiché sur les murs de la capitale. Il s'y félicitait surtout d'un retour à un esprit de modération : « Les idées conservatrices, tutélaires, libérales, sont rentrées dans leurs droits », écrivait-il, et il allait se charger de les appliquer de sa main rude, sans défaillance, impavide dans son ambition.

Quand aux soldats, heureux d'avoir sauvé la République, ils rentrèrent dans Paris, en chantant le *Ça ira*...

La France avait un maître, et ceux qui l'avaient aidé, poussé à prendre le pouvoir ne furent pas les derniers à s'en apercevoir — pour de tardifs regrets. Mais un jour nouveau se levait, qu'allait-il apporter à la nation française?

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Bonaparte', written in a cursive style. The signature is underlined with a thick, dark horizontal stroke.

SIGNATURE DE LA CONSTITUTION DE L'AN VIII

CHAPITRE VIII

LE PREMIER CONSUL

JAMAIS révolution ne rencontra moins d'opposition que celle du 18 brumaire. Paris et les départements en accueillirent avec joie la nouvelle, bien qu'elle fut assez inattendue. L'opinion impitoyable aux vaincus railla les députés des Cinq Cents obligés de fuir l'Orangerie. Pendant quelques semaines, la journée de Saint-Cloud alimenta le répertoire de tous les théâtres : c'est la *Pêche aux Jacobins*, *Les Mariniers de Saint-Cloud*, *Le Dix-Neuf Brumaire*, *La Girouette de Saint-Cloud*. Dans les rues on ne chante que la *Fanfare de Saint-Cloud*. Des applaudissements soulignent les moindres allusions à l'événement accompli. On acclame le sauveur qui

... Par son courage,
De la mort, du pillage,
Nous a préservés tous.

Aussi, désormais assurés d'avoir pour eux la nation, les consuls provisoires peuvent-ils se mettre à l'œuvre de réorganisation qu'ils ont entreprise. Ils reconstituent le ministère, dont Talleyrand et Fouché restent les principaux membres, et ils s'occupent surtout de la Constitution.

Sieyès avait enfin coordonné son système qu'il portait en tête

depuis tant d'années, mais la révélation du mystère avait été une déception. Il s'était attaché à assurer l'équilibre de deux pouvoirs — l'exécutif et le législatif — par leur émiettement. Un grand électeur, sorte de roi constitutionnel inactif et deux consuls, se partageaient l'exécutif ; le législatif était attribué à un Tribunal et à un Corps législatif, l'un étudiant et présentant les lois, l'autre votant sans avoir le droit de les discuter. Au-dessus de ces deux Assemblées, le Sénat, autorité suprême, nommait le grand électeur, les députés, et possédait le veto.

Une telle combinaison ne pouvait pas satisfaire Bonaparte, car il n'y avait pas sa place. Être grand électeur ? Il n'entendait pas avoir conquis un poste d'honneur, par le coup d'État, mais une fonction agissante. Consul ? Il ne voulait pas être le second dans la République. Il circonvint les membres des deux commissions instituées le 19 brumaire, leur parla, les gagna, et les amena à accepter une constitution fort différente de celle de Sieyès. « Celui-ci, disait plaisamment le général, n'avait mis partout que des ombres, ombre de pouvoir législatif, ombre de pouvoir judiciaire, ombre de gouvernement ; il fallait bien de la substance quelque part. » La substance fut introduite dans l'exécutif qui comprenait un premier consul tout puissant, avec deux consuls à ses côtés, pour masquer un peu son autorité quasi absolue. La division des Chambres : Sénat, Tribunal et Corps législatif fut adoptée. Mais à côté du gouvernement, Bonaparte créa un corps actif qui l'assistera efficacement, le Conseil d'État.

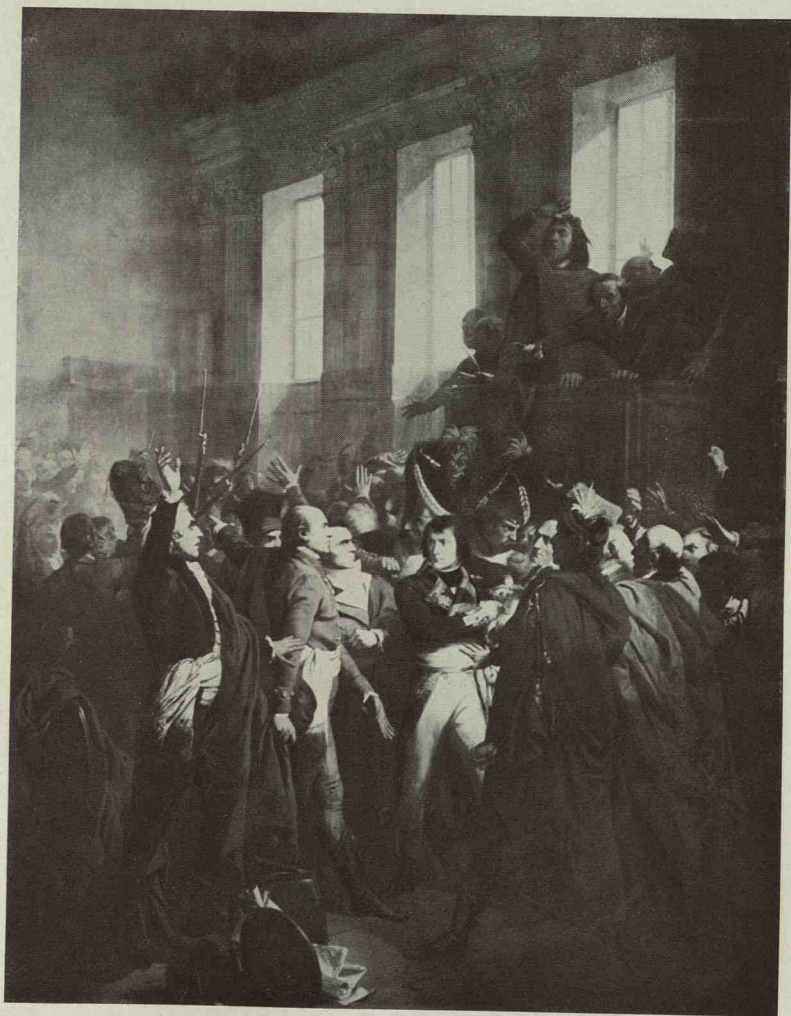
Pendant les délibérations qui précédèrent l'établissement de la Constitution, Bonaparte montra que seule sa volonté devait désormais compter. Il répondait à Daunou, Chénier, Chazal qui lui offraient d'être nommé généralissime : « Je suis consul, je veux rester à Paris. » On avait proposé que le Sénat pût absorber les consuls qui auraient cessé de plaire, il dit simplement : « Cela ne sera pas. » Et cela ne fut pas. La Constitution de l'an VIII, qui lui donnait le

pouvoir fut rapidement votée et mise en vigueur. Sieyès refusa le second rôle et se réfugia dans le Sénat, Roger Ducos le suivit dans sa retraite.

Le 14 décembre 1799, Bonaparte était Premier Consul pour dix ans, et il prit avec lui, comme deuxième et troisième consuls, deux hommes dont il était sûr : Cambacérès et Lebrun. La France consultée ratifia la nouvelle Constitution par un plébiscite qui donnait trois millions de oui contre quinze cents non.

Bonaparte est désormais le maître, il gouvernera seul, et s'il laisse Sieyès former à sa guise le Sénat et les autres assemblées, c'est une légère concession, sans importance, car il connaît son génie et sa popularité, et il sait que l'un et l'autre lui permettront de réaliser ses desseins. Il a habité jusque-là le Luxembourg, comme les directeurs, il se transporte maintenant, le 19 février 1800 aux Tuileries, avec cérémonial. Cette translation est significative : ce n'est plus le consul provisoire, chétif héritier du Directoire ; c'est le Premier Consul, acclamé par la nation. De Bonaparte la France espère la paix, et d'abord la paix intérieure, la plus urgente peut-être, elle espère aussi le rétablissement de l'ordre. Elle n'attendra pas en vain. Pacification, ordre, voilà les caractéristiques de l'œuvre consulaire. Ses premières mesures sont à cet égard significatives : abolition de l'emprunt forcé, libération des otages, rappel des fructidorisés pour royalisme et des terroristes proscrits par la Convention thermidorienne, réorganisation des finances par la nomination d'agents chargés de la répartition et de la perception des impôts. La réconciliation de tous les Français, la régénération du pays s'accomplissent sous l'égide de Bonaparte. Son ascendant personnel, son génie expliquent ces miracles.

Il a alors trente ans et il paraît plus jeune par sa maigreur et son teint olivâtre. La taille exiguë, le visage allongé, le front vaste sous des cheveux ramassés en broussaille, les tempes creuses, tout son aspect physique étonne les contemporains, et leur révèle selon



LE 18 BRUMAIRE

D'après le tableau de Bouchot (Musée du Louvre). Il nous montre le général Bonaparte au milieu des députés le menaçant, tandis que les grenadiers envahissent la salle pour chasser les derniers défenseurs de la République.

l'expression de l'un d'eux « un génie méditatif et ardent, redoutable aux ennemis de son pays ». Sa familiarité, sa parole originale et savoureuse, sa simplicité, son sourire, à la fois gracieux et terrible, ses façons en même temps gauches et brusques, la vitalité, la jeunesse qui percent à travers l'énergique et frêle enveloppe, toute l'attitude, singulière et harmonieuse, fait du Premier Consul un homme de rare séduction et de charme presque irrésistible. Il trouve toujours le mot juste pour conquérir ses ennemis. Recevant des royalistes, il se pique de les gagner, de les convaincre, et il termine l'entretien par cette phrase caractéristique du régime consulaire : « Venez à moi... Mon gouvernement sera celui de la jeunesse et de l'esprit. » Grandes dames de l'ancien régime — qui se rallient grâce à Joséphine — Jacobins repentis, il les accueille tous avec la même aisance, les invite à sa table où il observe ses convives, les fait parler, et les estime aussitôt à leur valeur avec sa clairvoyance aigüé. Des techniciens l'initient au mystère des finances. Il entend que rien ne lui échappe, il veut suffire à tout, et telle est son activité, qu'il est vraiment en ces années, non pas seulement le maître qui conçoit et ordonne, mais le contrôleur qui surveille et presque le bras qui exécute.

Pour atteindre un pareil résultat, Bonaparte s'est organisé une existence d'une admirable régularité, tournée entièrement vers le travail. Il se lève de bon matin, jamais après 7 heures. Son fidèle mamelouck ramené d'Égypte, Roustan, l'aide à s'habiller, lui met ses bottes, tient le miroir quand il se rase. Puis le Premier Consul passe dans son cabinet, une pièce vaste, aux grandes fenêtres donnant sur la Seine, avec pour mobilier un bureau massif, une bibliothèque et une table où s'étaient des cartes. Dans l'embrasement d'une fenêtre se tient, devant une autre table, le secrétaire alors dévoué, l'ami de Brienne, l'homme de confiance, Bourrienne. Non loin, deux aides de camp — souvent Duroc et Lauriston — trient des pétitions. Aux portes deux huissiers sûrs arrêtent les importuns.

Personne, sans y être appelé, ne pénètre dans le cabinet du Premier Consul, pas même ses collègues. Bonaparte reçoit dans un salon voisin.

Trois fois par jour, Bourrienne lui remet son courrier décacheté, avec l'analyse des missives insignifiantes. Assis sur une causeuse, il prend les lettres placées sur un guéridon, jette à terre ce qui lui paraît manquer d'intérêt, dépose les autres en piles assez exactement rangées. Il s'assoit ensuite à son bureau, relit les pièces importantes, se recueille, réfléchit, et se tournant vers Bourrienne, il lui dicte les réponses, d'abord sans se lever, mais bientôt debout, et en marchant. Il parcourt la pièce, et la rapidité de son allure correspond à celle de ses idées. Jamais il ne s'interrompt. Deux heures durant, il dicte des lettres concises, nerveuses, aux phrases pleines et fortes. Seule, l'habitude qu'a Bourrienne de sa parole, lui permet de suivre avec exactitude le torrent de mots qui s'échappe de la bouche du Premier Consul.

Ce courrier terminé, Bonaparte rejoint ses collègues. La discussion commence sur les affaires du jour, parfois elle s'anime, mais jamais elle ne divise les consuls. Un secrétaire souple et adroit, Maret, assiste à ces délibérations et enregistre les décisions. Vient l'heure du déjeuner. Le Premier Consul rejoint Joséphine et quelques rares invités : il mange vite et peu, mais il parle avec abondance et souvent avec esprit.

Puis ce sont les séances du Conseil d'Etat qu'il aime à présider, et enfin tous les conseils spéciaux qu'il a institués et auxquels il assiste : le primidi de chaque décade, le Conseil des Finances ; le quartidi le Conseil d'administration de la Guerre ; le sextidi le Conseil d'administration de la Marine ; le 8 de chaque mois le Conseil d'administration de la Justice ; le 18 celui des Relations extérieures ; le 28, de l'Intérieur et de la Police générale. Il faut ajouter à ce travail effrayant la réception des ambassadeurs qui a lieu le 2 et le 27 ; des généraux et des sénateurs, le 2 de chaque décade ;

des députés le 4; des membres du Tribunat et de la Cour de Cassation, le 6; enfin il donne des audiences particulières, et il passe ses célèbres revues qui formaient un beau spectacle militaire dont les Parisiens étaient très friands et qu'admiraient les étrangers. A cheval, il galopait, dans la cour des Tuileries, devant le front des troupes et il suscitait leurs enthousiasmes, par des mots brefs et héroïques.

Cependant après avoir donné tous ses soins à la politique intérieure, il veut assurer à la France une paix durable et profitable. Mais la coalition qu'il avait vaincue en 1797, n'avait pas accepté sa défaite. L'Autriche maintenait une puissante armée en Italie et devenait menaçante. Le Premier Consul résolut de lui porter des coups rapides et décisifs. Il organisa une armée dite de réserve, et ses dispositions prises, pour assurer l'exercice du gouvernement pendant son absence, il quitta Paris le 6 mai 1800 et le 17, il établissait son quartier général à Montigny, pour préparer le fabuleux passage du Mont Saint-Bernard.

« Le Premier Consul, a écrit Bourrienne, montait le Saint-Bernard avec ce calme, ce sang-froid et cet air d'indifférence qui ne le quittaient jamais lorsqu'il sentait la nécessité de donner l'exemple et de payer de sa personne. Il interrogeait son guide sur les deux vallées, il entrait dans tous les détails, demandait quels étaient les usages de vivre des habitants, leurs relations, si les accidents étaient aussi fréquents qu'on le disait.

« Bonaparte avait sa redingote grise, il marchait la cravache à la main, l'air un peu triste de ce qu'il ne voyait venir personne de la vallée d'Aoste lui donner la nouvelle de la prise des forts de Bard. Arrivé à l'hospice, le Premier Consul fut reçu dans une salle basse; il visita la chapelle et eut le temps de lire quelques passages dans un vieux bouquin dont je ne me rappelle pas le nom. Notre déjeuner-dîner fut très frugal. »

Le vieux bouquin que Bonaparte avait demandé aux moines

était un Tite-Live où il voulait lire le passage des Alpes par Annibal. Même en pleine action, chargé de travaux et de soucis, il veut connaître quelle a été l'attitude des héros dont il prétend dépasser les exploits.

« Sans prendre de repos — lit-on dans *Napoléon empereur des Français* — il redescend le Saint-Bernard, et le 2 juin, il entre à Milan. La population, comme en 1796, l'accueille par des acclamations, ainsi qu'un libérateur. La campagne était commencée ; le 17 mai, Aoste avait été pris ; le 24, Ivree, Suse ; le général Moncey avait traversé le Saint-Gothard le 28, tandis que Bethencourt passait le Simplon ; le 29, Suchet était entré à Nice, Murat s'était emparé de Novare et de Turbigo ; le 1^{er} juin, le fort de Bard avait capitulé. Pendant que Bonaparte à Milan préparait l'exécution des derniers mouvements de son plan contre les troupes autrichiennes de Mélas, le général Lannes battait le corps du général Ott, un de ses lieutenants, le 7 juin à Casteggio et à Montebello, lui faisant 5.000 prisonniers et lui prenant des drapeaux et des canons.

Mais le Premier Consul quittant Milan le 9, allait frapper sur l'ennemi le coup décisif. Par des manœuvres qu'il a plus tard égalées mais jamais dépassées, il offrait la bataille à Mélas dans la plaine de Marengo le 14 juin. Il faillit laisser échapper la victoire dans la matinée et l'après-midi, mais le soir, à partir de 4 heures, elle fut totale, absolue, éclatante. Il eut à regretter Desaix qui revint d'Égypte pour mourir là, en se plaignant seulement de ne pas avoir assez fait pour la gloire. »

Mélas vaincu, Bonaparte retourna aussitôt en France — de la victoire de Marengo suivie des glorieuses campagnes de Moreau en Allemagne devait sortir la paix de Lunéville — il avait hâte de reprendre ses travaux de législateur, pour constituer définitivement une nation française, avant de penser à se former un empire européen. A Paris le 2 juillet, après avoir inauguré à Lyon

les façades de la place Bellecour, il préside le jour même le conseil des consuls.

Mais sans négliger aucun de ses devoirs d'organisateur, c'est au Conseil d'Etat, qui est comme sa garde civile personnelle, qu'il donne le plus d'activité, là où il a concentré, a-t-il dit « les honnêtes gens de toutes les couleurs... qui ont de la capacité et la volonté de marcher avec moi. » Il leur a promis « considération, stabilité, honneurs, action réelle, au prix d'un travail acharné. » Aussi voit-on dans ce Conseil des hommes comme Rœderer, Regnaud, le général Brune, Réal, Chaptal, Thibeaudeau qui l'ont préféré au Sénat et au Tribunat. Répartis en différentes sections : législation, finances, intérieur, guerre, marine, ils étudient les questions les plus diverses de droit ou d'administration. Bonaparte préside souvent les séances. Rangés autour d'une table en fer à cheval, les conseillers discutent avec une grande liberté, sans faire de discours, chacun parlant de sa place. Le Premier Consul les écoute, sérieux, aspirant de temps à autre une prise de tabac, par goût et par distraction, et quand ils ont fini de parler, il donne son avis.

« La contradiction lui plaisait, écrit Thibeaudeau, parce qu'elle lui fournissait l'occasion de développer les ressources de son esprit et de faire prévaloir son opinion moins par autorité que par de bonnes raisons. Il excitait la minorité, il laissait se prolonger pendant des heures entières des discussions qu'il aurait pu terminer en un quart d'heure. »

Les délibérations retardaient parfois le dîner du Premier Consul. Habituellement il mangeait très légèrement, de sept à huit heures, puis il passait au salon avec Joséphine. Il y demeurait quelque peu, causant de préférence avec les savants, les membres de l'Institut, Monge ou Laplace, Volney ou Daubenton. Vers neuf heures et demie, il se dérobe et se remet au travail. Et parfois il tient dans la nuit un dernier conseil où il étonne ses auditeurs

par la vivacité et la fraîcheur de son esprit, comme son corps, infatigable. Ce n'est qu'après minuit qu'il se couche, et souvent il se relève, pour écrire une note, fixer les lignes d'un document important; il ne connaît pas le repos.

Un tel labeur fait comprendre que deux années aient suffi au Premier Consul pour donner à la France les institutions administratives qu'elle possède encore. Sa politique toute d'opportunisme l'amena à emprunter aussi bien à l'ancien régime qu'à la Révolution pour profiter des leçons de l'expérience et douer son œuvre d'un caractère définitif.

« Nous avons fini le roman de la Révolution, disait-il, il faut en commencer l'histoire, ne voir que ce qu'il y a de réel et de possible dans l'application des principes. » Le désordre intérieur, au temps du Directoire, provenait de l'impuissance du gouvernement à faire exécuter ses ordres dans les départements. La loi célèbre du 28 pluviôse an VIII (18 février 1800) met fin aussitôt à l'anarchie. Dans chaque département, un préfet, dans chaque arrondissement, un sous-préfet, dans chaque commune, un maire, tous nommés par le Premier Consul, sont seuls chargés de l'administration. Cette forte centralisation précipita le rétablissement de l'ordre.

La Révolution avait décidé que tous les magistrats seraient élus par le peuple; c'était donner à la justice un caractère politique. Le 18 mars 1800, une loi analogue à celle du 28 pluviôse, décida que désormais les juges seraient nommés par les consuls. Pour abrégé les procès, 29 cours d'appel furent créées au-dessus des tribunaux d'arrondissement, et des tribunaux extraordinaires, ressemblant fort à des commissions militaires, eurent à connaître des délits de brigandage.

Mais il ne suffisait pas de réorganiser la justice, il était encore nécessaire de donner au pays la loi, le Code général que la Révolution n'avait pas eu le temps d'instituer. Bonaparte y pourvut. Au mois d'août 1800, il créa une commission formée de juricons-

sultes éminents, Tronchet, Bigot de Préameneu, Portalis. Ils rédigèrent un projet de code que le Conseil d'Etat étudia durant plus de cent séances. Le Premier Consul prit part aux discussions, et souvent il étonna ses interlocuteurs par sa connaissance du droit et son esprit juridique. En même temps, il introduisit dans le Code un peu de ses idées et de ses théories personnelles. Ce fut lui qui fit inscrire la phrase célèbre : « La femme doit obéissance à son mari. » Il se prononça en faveur du divorce, et, imitant la Rome antique, consacra tout un chapitre à l'adoption. L'œuvre soumise à maintes revisions fut définitivement promulguée en 1804. Le Code civil devint justement le Code Napoléon : « Ma vraie gloire, disait plus tard l'empereur, ce n'est pas d'avoir gagné quarante batailles. Ce que rien n'effacera, ce qui vivra éternellement, c'est mon Code civil. »

Une autre des créations du Consulat devait vivre elle aussi « éternellement », c'est la Légion d'honneur fondée en 1802, pour récompenser les services civils et militaires. La nouvelle institution fut vivement critiquée comme contraire au principe de l'égalité. Bonaparte s'obstina :

« C'est avec des hochets de ce genre qu'on mène les hommes, » déclarait-il, et cette affirmation était bien conforme aux idées de celui qui avait dit : « Qu'est-ce qui a fait la Révolution? c'est la vanité. » Pourtant les premiers rubans distribués ne furent pas tous accueillis avec faveur. Une femme d'esprit, M^{me} de Chastenay le constate dans ses *Mémoires* :

« Je trouvai Garat (un sénateur républicain) chez Fouché, les revers de l'habit exactement croisés pour qu'on n'aperçut pas sur la poitrine d'un philosophe le signe trop peu équivoque de la vanité du courtisan; mais l'impitoyable Fouché se fit un jeu de forcer Garat à me le découvrir. En peu de jours on s'y accoutuma; en peu de mois on en vint à l'envier. »

Mais cette opposition libérale et républicaine qui protestait

contre la Légion d'honneur n'était point dangereuse. Elle avait son centre dans le Tribunat où des hommes comme M.-J. Chénier et Benjamin Constant combattaient la politique de Bonaparte. Néanmoins elle irritait le Premier Consul qui mit fin à cette opposition en faisant épurer les Tribuns par le Sénat.

Infiniment plus grave, au contraire, était l'hostilité des royalistes que Bonaparte avait maintenue, par son refus de rétablir sur le trône de France le frère de Louis XVI. Le 3 nivôse an IX (24 décembre 1800) une machine infernale éclatait rue Saint-Nicolas pendant qu'il se rendait à l'Opéra. Le hasard seul l'avait sauvé, les bombes tuaient quatre personnes et en blessaient soixante. L'attentat fut attribué aux jacobins, et une loi de proscription éloigna les suspects.

La force des royalistes résidait dans l'appui que leur accordaient les prêtres restés fidèles au pape durant la Révolution. Par le Concordat, Bonaparte ruina cette opposition et affaiblit les partisans des Bourbons. Au *Te Deum* qui avait été chanté dans la cathédrale de Milan, pour célébrer la victoire de Marengo, il avait affirmé, son rapprochement de la religion catholique. « La France instruite par ses malheurs, avait-il dit devant le clergé milanais, a enfin ouvert les yeux; elle a reconnu que la religion catholique était comme une ancre qui pouvait seule la fixer dans ses agitations. » Le nouveau souverain pontife, Pie VII, était un homme doux et conciliant. Il accueillit avec empressement les ouvertures du gouvernement consulaire. Les négociations s'engagèrent à Paris à la fin de 1800, et malgré l'impatience de Bonaparte, elles ne furent terminées que le 15 juillet 1801, par la signature du Concordat.

La convention qui devait intervenir entre le gouvernement français et Sa Sainteté Pie VII, avait été discutée et établie par Joseph Bonaparte, Cretet, conseiller d'État; Bernier, docteur en théologie d'une part, et par Hercule Consalvi, cardinal de la Sainte Eglise romaine, Joseph Spina, archevêque de Corinthe,

le père Caselli, théologien consultant de Sa Sainteté d'autre part ; elle rétablissait le culte catholique en France et elle en assurait l'exercice en toute liberté, tout en maintenant les vieilles libertés de l'église gallicane. C'était le complément suprême du grand plan organisateur du Premier Consul, le lien qui devait assurer l'unité morale du peuple français, la garantie de conservation des institutions qu'il avait créées, dans l'ordre judiciaire, militaire et politique. Bonaparte relevait et protégeait la religion catholique, mais les évêques et les prêtres devenaient les agents spirituels de son gouvernement. Par reconnaissance, ils préparèrent les esprits des fidèles à ne voir dans l'avènement de Napoléon à l'empire qu'une manifestation de la volonté de Dieu dont il avait restauré le culte et les autels.

CHAPITRE IX

VERS LA COURONNE

L'ORGANISATION de la France se poursuivait sans arrêts, et le Premier Consul, malgré toute l'activité qu'il donnait aux affaires publiques, avait encore du temps pour la représentation et la vie de famille.

Durant les premiers mois du Consulat, Bonaparte se contenta d'offrir chaque mois un dîner d'apparat dans la grande salle de Diane aux Tuileries. Le corps diplomatique n'était encore reçu en audience que mensuellement. Un conseiller d'Etat jouait tout à la fois le rôle d'introducteur des ambassadeurs et de gouverneur du palais. Les usages républicains étaient dans leur ensemble respectés, mais le Premier Consul avait déjà donné l'exemple de dire *Madame* et non plus *Citoyenne*. A mesure que le gouvernement consulaire prenait plus d'autorité, il entendait également lui faire gagner plus de pompe et d'élégance. Talleyrand, le grand seigneur rallié à la Révolution, ami du monde et de la société, poussait à la reconstitution d'une cour. Dans les salons de son ministère, il réunissait des personnages de l'ancien régime, MM. de Coigny, de Ségur, de Castellane, d'Aguillon, de Noailles, qui peu à peu du salon de Talleyrand passaient chez M^{me} Bonaparte, laquelle recevait sans orgueil et avec une bonne grâce nonchalante les anciens amis de M^{me} de Beauharnais.

Bien qu'il fut simple pour lui-même, le Premier Consul croyait

à la nécessité d'une cour et d'une cour brillante. Il imposait le retour à l'habit à la française, avec cheveux poudrés, il proscrivait les bottes dans les appartements, et il exigeait envers sa personne de la déférence et du respect.

Bonaparte s'était fait composer un somptueux costume de velours écarlate orné de broderies d'or sur toutes les coutures. Sa culotte était de satin noir, ses bas de soie blanche ; il portait des souliers à boucles en or. Un haut panache de plumes tricolores surmontait son chapeau de cérémonie. En octobre 1801, il avait demandé au ministre de l'Intérieur que le célèbre armurier, Boutet, de Versailles, lui exécutât un sabre d'apparat pour les jours où il devait se montrer dans les fêtes publiques. Cette arme de parade avait coûté 6.689,21, et l'on avait monté sur la poignée l'illustre diamant de la couronne de France, le *Régent*, entouré de pierres précieuses dont l'ensemble ne valait pas moins de quatorze millions !

Bonaparte exigeait que l'on rendit à sa fonction de premier magistrat de la République des honneurs quasi royaux. Il avait introduit dans le palais des Tuileries et à Saint-Cloud un protocole sévère. Personne ne pouvait s'asseoir et se couvrir là où résidait le Premier Consul. Dans les cérémonies, il avait seul droit à un fauteuil avec Joséphine et les plus grands personnages de l'Etat, de même que les membres de sa famille, à l'exception de sa mère, à cause de son âge, se tenaient debout, l'entourant dans un ordre rigoureusement réglé.

Il exigeait des marques de respect, presque de soumission, et il y avait contraint ses camarades, les généraux, qui apportaient aux Tuileries la familiarité des camps.

Il n'aimait pas que sa mère continuât à l'appeler *Napolionne* et il en faisait la remarque : « Qu'elle m'appelle Premier Consul tout court » disait-il. Ses frères et ses sœurs devaient subir comme tous ceux qui l'approchaient les exigences du protocole naissant — au moins en public.

Depuis 1801, il avait commencé à organiser de façon presque royale l'administration du palais. Un gouverneur, le dévoué Duroc, et quatre préfets remplaçaient le conseiller d'Etat de l'an VIII ; quatre grandes dames furent placées au service de M^{me} Bonaparte, M^{mes} de Lauriston, de Luçay, de Rémusat, de Talhouët. Pourtant Joséphine, pas plus que son mari, n'aimait les solennités officielles et les plaisirs de commande. « Que tout ceci me fatigue et m'ennuie, soupirait-elle souvent. Je n'ai pas un moment à moi. J'étais faite pour être la femme d'un laboureur. » Dès qu'elle le pouvait, elle fuyait les Tuileries et elle se retirait en sa maison chérie, la Malmaison, qui devait être pour elle, ce que Bellevue fut pour la Pompadour et Trianon pour Marie-Antoinette.

C'est en 1799, pendant l'absence de son mari, que Joséphine avait acheté ce petit château des environs de Rueil, qu'elle convoitait depuis plusieurs années. Un peu délabrée, la Malmaison était alors ce que nous la connaissons : un bâtiment principal très simple, nu et sec, aux fenêtres d'aspect géométrique, flanqué de deux ailes, le tout entouré par de vastes fossés ; l'ensemble à la fois grandiose et reposant. Le parc avait deux cents hectares — réduits aujourd'hui à quatre — et cependant Joséphine l'estimant très exigü, allait sans cesse l'accroître : le domaine avait vingt mille hectares à sa mort.

Revenu en France, Bonaparte s'emporta contre les prodigalités d'une femme dépensière, puis il se résigna aisément à devenir chatelain. Seulement il se refusa à l'établissement d'une maison neuve au-dessus du vieux château et se contenta d'aménager Malmaison pour en faire la résidence du Premier Consul. Une chambre à coucher devient la salle du Conseil, on modifie les distributions intérieures ; on crée un style de décoration, classique et élégant, et tout cela, non sans dépense, car, malgré l'économie recommandée par Bonaparte, on a payé au printemps de 1801, plus de six cent mille francs.

Mais c'est là, à Malmaison que le Premier Consul se retire, quand il veut être heureux, qu'il a le temps d'être pleinement heureux. Cette demeure est attachée à ses plus glorieuses années de Consulat, lorsque l'avenir était tout à l'espérance formidable, le présent au travail fécond. Là, Bonaparte jeune a brillé de tout le feu soutenu de son génie, là il a souri, délassé dans le parc, parmi les roses de Joséphine, avec ses officiers, au milieu de jolies femmes attendries. Il aimait la Malmaison. « Nulle part, si ce n'est sur les champs de bataille, dit Bourrienne, il ne paraît plus satisfait. » Sa présence rend aussitôt la vie plus régulière, « plus monotone », assure Joséphine en riant. Pourtant le Premier Consul assiste aux spectacles donnés sur un théâtre portatif. Eclectiquement il applaudit *Le Barbier de Séville*, *La Servante maîtresse*, *Esther*, qu'interprète avec charme sa belle-fille Hortense, qui se mariera bientôt avec son frère Louis, et il assiste parfois aux répétitions, quand c'est Talma qui les dirige. Il se permet une contredanse, et d'ailleurs, à la joie générale, il embrouille toutes les figures. Mais il se rattrape quand on joue aux barres ou à colin-maillard dans le parc; c'est lui qui fait le plus de prisonniers.

La duchesse d'Abrantès, femme de son ami Junot, a raconté les soirées de Malmaison :

« Les mercredis, écrit-elle, il se donnait un dîner presque de cérémonie à la Malmaison, et Napoléon se montrait très sévère dans le choix des invités et de la société de M^{me} Bonaparte. On dînait à six heures. Lorsqu'il faisait beau, le Premier Consul ordonnait que l'on servît dans le parc. On était peu de temps à table, car il trouvait que le dîner était long lorsqu'on y restait une demi-heure.

« Quand il était de bonne humeur, que le temps était beau, il jouait aux barres avec nous. Il trichait, il faisait tomber, il arrivait sur nous sans crier, barre! et ces tricheries provoquaient des rires de bienheureux! Dans ces occasions-là, Napoléon mettait

habit bas, et courait comme un lièvre, ou plutôt comme la gazelle, à qui il faisait manger tout le tabac de sa tabatière en lui disant de courir sur nous, et la maudite bête nous déchirait nos robes et bien souvent les jambes.

« Nous jouions aussi au reversis. Alors, c'étaient des rires !... Il se trouvait toujours que le Premier Consul avait tous les cœurs dans ses levées; alors il enlevait en triomphe le panier des remises en disant : « Je tiens les bêtes !... Toutes les bêtes !... Qui veut acheter toutes les bêtes de la maison?...

« Aux échecs, il trichait comme au reversis. Jamais la partie ne pouvait finir, parce qu'il se trouvait deux fous blancs ou deux fous noirs. Il n'aimait pas que l'on en fit la remarque trop sérieusement. »

Mais les jeux ne le distraient ni de son travail ni de ses ambitions. En deux ans, il a non seulement organisé la France qu'il a doté d'institutions, mais il a assoupli les différents pouvoirs politiques créés par la Constitution. Il a été le génie souverain qui a réuni les divers éléments d'une France nouvelle en un corps brillant, compact et redoutable à ses ennemis. Le traité d'Amiens conclu avec l'Angleterre le 25 mars 1802, garantit la paix européenne, et il veut en profiter pour assurer la stabilité de son pouvoir et de ses institutions. Il prépare son consulat à vie qui lui est offert comme une récompense nationale. Du reste, il ne rencontre qu'une faible résistance à ses desseins : il est à l'apogée de sa brillante fortune, il apparaît comme un dieu qui, du chaos, a tiré une nation forte, respectée et féconde. Les hommes politiques — très rares — qui ne voyaient pas sans ennui le rétablissement de la monarchie, ont été disgraciés, éloignés, quant aux autres, les plus nombreux, ils se sont ralliés au projet de gouvernement qui leur donnera des honneurs et de grasses prébendes. Tous sont prêts à accorder au Premier Consul la puissance suprême, puissance, du reste, qu'il possède de fait : le 2 août 1802, il est nommé Consul

à vie, avec le droit de désigner son successeur. C'est le trône sans le nom, mais jusqu'à l'empire, il fera son apprentissage de métier d'empereur, avec application, avec sérieux, avec ténacité.

La Constitution de l'an VIII avait ménagé une apparence d'autorité et de pouvoir aux Assemblées, le Tribunat, le Corps législatif et le Sénat, par un sénatus-consulte du 4 août émanant du gouvernement, tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du Premier Consul. Il faut, dit Bonaparte « coordonner l'organisation constitutionnelle à cette grande modification de la Constitution qui est le Consulat à vie par le vœu national. » Il obtient ainsi des privilèges royaux. Le Premier Consul a le droit de faire grâce, le droit de ratifier les traités de paix et d'alliance, le droit de désigner son successeur, de son vivant ou par acte testamentaire, le droit, à la mort de ses collègues, de présenter leurs remplaçants nommés par le Sénat.

« Certes, a écrit M. Frédéric Masson, il a tout d'un chef définitif de la nation comme représentation et comme train : chaque mois grand dîner officiel ; les princes étrangers, reçus en cérémonie, comblés de présents et traités un peu en vassaux ; une audience chaque quintidi, plus nombreuse, et dont les préfets du Palais, en bel habit rouge brodé d'argent, font savamment les honneurs ; les présentations à M^{me} Bonaparte instituées dès le 18 ventôse (9 mars), la cérémonie calquée sur celle qui s'était autrefois en usage chez la reine, les femmes d'ambassadeurs et de ministres tenues d'y figurer et un cercle établi où les gracieuses façons de Joséphine font seules passer sur les rigueurs de l'étiquette... » Des valets à livrée verte galonnée d'or assuraient le service ; le Premier Consul avait dans ses écuries plus de 280 chevaux, un train de voitures, des chiens, des équipages.

Napoléon Bonaparte, dont la dépense personnelle s'élevait en l'an X, à 12.827.578, 03, avait reconstitué la grande cassette des anciens rois de France au bénéfice de sa famille. Il faisait à sa mère

un traitement de 120.000 francs, de la même somme à Joseph, à Louis et à Hortense, de 60.000 francs à Elisa, de 60.000 francs à Pauline, et en dehors de ces pensions régulières, il comblait ses frères et ses sœurs de dons en argent. Ces largesses qui, dans son dessein, devaient lui assurer la soumission de sa famille à ses projets, ne la maintenaient pas toutefois dans la stricte dépendance qu'il en voulait exiger. C'était sans cesse qu'il avait à lutter contre la politique personnelle de Joseph qui revendiquait ses droits d'aîné, de Lucien indiscipliné, qu'il avait à se garantir des intrigues de ses sœurs jalouses de Joséphine et envieuses des honneurs qu'il lui faisait rendre à leur exclusion. Toute la famille corse voyait la montée vers le trône de Napoléon, et frémissants, frères, beaux-frères, sœurs et belles-sœurs entendaient profiter, âprement, de la gloire et des richesses, du parent qui avait eu la chance de gagner la France dans la grande loterie du Destin.

Les royalistes éclairés sur les véritables intentions de Bonaparte qui, rejetant l'ancienne dynastie, préparait son propre avènement à la couronne, multipliaient les complots dans les dernières années du Consulat. Ils y étaient aidés par l'Angleterre avec laquelle la paix venait d'être rompue en mai 1803. Tout en organisant la guerre contre ses ennemis, de l'étranger, le Premier Consul n'oublie pas ses ennemis de l'intérieur.

Il découragera les prétendants qui n'ont pas désarmé après l'attentat de la rue Saint-Nicaise, en faisant juger Pichegru, Cadoudal, qui avaient formé une conjuration contre sa vie, en arrêtant le général Moreau, et il frappera plus haut, si cela est nécessaire à sa politique. Le 10 mars 1804, il donne des ordres au général Berthier, ministre de la Guerre, et au général Caulaincourt, pour l'arrestation du duc d'Enghien, et celui-ci enlevé à Ettenheim le 17 mars, il le fait juger par une commission militaire et exécuter dans la nuit du 21 au 22 mars, dans les fossés du château de Vincennes.



LE PREMIER CONSUL,

Isabey peignit ce superbe portrait à la Malmaison, où il voyait Bonaparte se promener, dans cette pose familière et méditative. (Musée de Versailles).

Cette exécution rapide a fait trembler les amis de l'ancienne dynastie ; il ne rencontre plus d'opposition à ses projets.

Le tribun Curée, dûment stylé, propose une motion d'ordre pour offrir au général Bonaparte le titre d'Empereur et déclarer le principe de l'hérédité. Carnot seul au Tribunat ose se prononcer contre la proposition, et lorsqu'il a parlé hardiment, selon sa conscience, il déclare en homme politique qu'il s'inclinera devant les décisions de la majorité.

« Je fis toujours profession d'être soumis aux lois existantes, dit-il dans son discours du 11 floréal an 12 (1^{er} mai 1804), même lorsqu'elles me déplaisaient le plus... Je déclare donc d'abord que tout en combattant la proposition faite, du moment qu'un nouvel ordre de choses sera établi, qu'il aura reçu l'assentiment de la masse des citoyens, je serai le premier à y conformer toutes mes actions, à donner à l'autorité suprême toutes les marques de déférence que commandera la hiérarchie constitutionnelle. »

Mais la France soumise et heureuse, présente par l'organe du Sénat, le 18 mai 1804, pour prix de ses efforts et de son génie, au soldat, au législateur, la couronne impériale.

ÉPHÉMÉRIDES

DE

BONAPARTE

- 1769 — 15 août. — Naissance de Napoléon Bonaparte, à Ajaccio deuxième fils de Charles Bonaparte et de Letizia Ramolino.
- 1778 — 15 décembre. — Napoléon s'embarque avec son père et son frère Joseph pour la France.
- 1779 — 1^{er} janvier — Entrée de Napoléon au collège d'Autun.
» — 15 mai. — Entrée à l'École royale militaire de Brienne.
- 1784 — 1^{er} novembre. — Entrée à l'École militaire de Paris.
» — 1^{er} septembre. — Nommé lieutenant en second au régiment de La Fère du corps royal d'artillerie.
- 1785 — novembre. — Il a rejoint son poste à Valence.
- 1786 — 15 septembre. — Premier congé de semestre, Il arrive à Ajaccio.
- 1787 — novembre. — Il sollicite à Paris le cardinal Loménie de Brienne, afin d'obtenir une indemnité due à sa mère pour une plantation de mûriers faite par Charles Bonaparte, décédé en 1785.
- 1788 — janvier — Retour en Corse.
— juin. — Il a rejoint son régiment à Auxonne.

- 1789 — 23 août. — Il prête serment à la nation, au roi, à la loi.
- » — septembre. — Retour en Corse par congé. Il se mêle aux agitations de l'île.
- 1791 — février. — Il rejoint son régiment à Auxonne en compagnie de son frère Louis.
- » — juin. — Il est nommé premier lieutenant au 4^e régiment d'artillerie tenant garnison à Valence.
- » — août. — Dans cette ville, il assiste aux séances du club des Amis de la Constitution et se montre partisan des idées nouvelles.
- » — octobre. — En Corse par congé.
- » — février. — Il est nommé adjudant-major d'un bataillon de volontaires corses.
- » — mars. — Il participe à des émeutes à Ajaccio.
- » — avril. — Nommé lieutenant-colonel d'un bataillon de volontaires.
- » — 28 mai. — Il vient à Paris pour se justifier de sa conduite dans les troubles d'Ajaccio.
- » — 27 juillet. — Ayant manqué la revue de décembre 1791 par suite de son séjour en Corse, il avait été rayé des contrôles de l'armée. Sur sa demande et après explications, il est réintégré et porté comme capitaine à la date du 6 février 1792.
- » — octobre. — Il arrive à Ajaccio avec sa sœur Caroline qu'il a retirée de l'école Saint-Cyr.
- 1793 — 18 février. — Expédition contre la Madeleine.
- » — 8 mars. — Nommé capitaine-commandant au 4^e régiment d'artillerie.
- » — mai. — Pourchassé par les partisans de Paoli avec lequel il a rompu, il se réfugie à Bastia.
- » — 11 juin. — Il quitte Calvi avec sa famille.
- » — 13 juin. — Il débarque à Toulon.
- » — août. — Il publie son célèbre dialogue, *Le Souper de Beaucaire*.
- » — 12 septembre. — Bonaparte arrive devant Toulon. Il est nommé commandant en second de l'artillerie du siège employée contre la ville.

- 1793 — 29-30 novembre. — Il repousse une sortie des assiégés et sauve ses batteries. A la suite de ce fait d'armes, il est promu commandant en chef de l'artillerie devant Toulon.
- » — 19 décembre. — Il entre dans Toulon.
- » — 20 décembre. — Bonaparte est nommé général de brigade par les représentants du peuple, et confirmé dans ce grade le 22 décembre.
- 1794 — janvier. — Commande en chef l'artillerie de l'armée d'Italie. Met en état de défense les côtes de Provence et de Gênes.
- » — avril. — Il dresse un plan pour les armées d'Italie et des Alpes.
- » — 11 juillet. — Il est chargé d'une mission diplomatique et militaire par Robespierre jeune et Ricord, auprès de la République de Gênes.
- » — 9 août. — Après la chute de Maximilien Robespierre, le général Dumerbion le fait arrêter et incarcérer au fort Carré, à Antibes, sous prétexte d'intrigues. Il est relâché le 20 août.
- 1795 — mars. — Du mois d'août 1794 au mois de mars 1795, il participe aux opérations de l'armée d'Italie. Le 28, il est nommé général d'artillerie à l'armée de l'Ouest.
- » — 5 mai. — Il quitte Marseille avec son aide de camp Junot pour se rendre à Paris.
- » — 21 mai. — Arrivé à Châtillon il y apprend sa mise en réforme. Il est à Paris le 25 mai.
- » — 13 juin. — Nommé général de brigade d'infanterie à l'armée de l'Ouest. Le poste ne lui convient pas et il se fait mettre en congé.
- » — 18 août. — Il est attaché au bureau topographique, chargé des plans de campagne et de la surveillance des armées.
- » — 30 août. — Bonaparte demande une mission pour organiser l'armée turque.
- » — 15 septembre. — Rayé de la liste des généraux employés, par suite de son refus d'aller à l'armée de l'Ouest.
- » — 5 octobre (13 vendémiaire). — Nommé général commandant en second l'armée de l'Intérieur : Barras commande en chef.

Bonaparte disperse les sections révoltées et sauve la Convention.

- 1795 — 16 octobre. — Nommé général de division.
- » — 28 octobre. — Général en chef de l'armée de l'Intérieur en remplacement de Barras démissionnaire. Il organise la garde du Directoire et du Corps législatif.
- 1796 — 2 mars. — Général en chef de l'armée d'Italie.
- » — 9 mars. — Mariage avec Joséphine de Beauharnais.
- » — 11 mars. — Départ de Paris pour rejoindre son poste.
- » — 26 mars. — Arrivée à Nice.
- » — 10 avril. — Entrée en campagne.
- » — 12 avril. — Victoire de Montenotte sur les Autrichiens conduits par Beaulieu.
- » — 13-14 avril. — Victoire de Millesimo, 7.000 prisonniers, 15 drapeaux.
- » — 15 avril. — Bataille de Dego.
- » — 21 avril. — Victoire de Mondovi sur les troupes sardes du général Colli.
- » — 25 avril. — Prise de Cherasco, de Fassanno et d'Alba.
- » — 26 avril. — Premier ordre du jour à ses troupes : « Soldats ! vous avez, en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont ! »
- » — 10 mai. — Bataille de Lodi. Bonaparte est nommé par ses soldats « caporal ». Deux mille prisonniers, 20 canons.
- » — 15 mai. — Entrée à Milan.
- » — 30 mai. — Combat du Borghetto, prise de Peschiera. La première armée autrichienne sous les ordres de Beaulieu est définitivement vaincue.
- » — 3 juin. — Occupation de Vérone.
- » — 4 juin. — Investissement de Mantoue.
- » — 23 juin. — Signature d'un armistice avec le Saint-Siège.
- » — 8 août. — Victoire de Lonato.

- 1796 — 5 août. — Victoire de Castiglione, 15.000 prisonniers, 70 canons pris à l'armée de Wurmser.
- » — 4 septembre. — Bataille de Roveredo.
- » — 8 septembre. — Bataille de Bassano. La seconde armée autrichienne conduite par Wurmser qui comprenait en entrant en campagne 70.000 hommes est réduite à 26.000 hommes. du 2 août au 15 septembre. Wurmser est obligé de s'enfermer dans Mantoue.
- » — 21 septembre. — Création des Républiques transpadane et cispadane avec les territoires conquis.
- » — 2 novembre. — Combat de Saint-Michel contre la troisième armée autrichienne sous les ordres du général Alvinzi.
- » — 14 novembre. — Combat de Caldiero.
- » — 15-16 et 17 novembre. — Bataille d'Arcole. 10.000 Autrichiens tués ou blessés, 4 drapeaux, 18 canons pris.
- » — 22 novembre. — Retraite d'Alvinzi derrière la Brenta.
- 1797 — 7 janvier. — Bonaparte quitte Milan pour marcher contre Alvinzi qui a reçu des renforts et pris l'offensive.
- » — 14 janvier. — Victoire de Rivoli. 40.000 Autrichiens sont battus par 16.000 hommes : 13.000 prisonniers et 9 canons.
- » — 16 janvier. — Bataille de la Favorite.
- » — 2 février. — Ecrasement à la Brenta des dernières troupes d'Alvinzi. Reddition de Mantoue par le maréchal Wurmser. 13.000 prisonniers, 350 canons.
- » — 9 février. — Entrée à Lorette. Prise d'Ancône.
- » — 19 février. — Traité de Tolentino par Bonaparte, entre la République française et le Pape Pie VI. Cession à la France d'Avignon, du Comtat-Venaissin, du Ferrarais et de la Romagne.
- » — 9 mars. — Proclamation du général Bonaparte annonçant à ses soldats qu'ils iront dicter la paix à l'empereur d'Allemagne au cœur de ses États, dans sa capitale à Vienne.
- » — 10 mars. — Reprise des hostilités contre la quatrième armée autrichienne commandée par l'archiduc Charles.

- 1797 — 16 mars. — Passage du Tagliamento.
- » — 31 mars. — Bonaparte établit son quartier général à Klagenfurt. Il offre la paix à l'archiduc Charles qui la refuse.
- » — 2 avril. — Combat de Neumarck.
- » — 4 avril. — Combat de Handelmarck.
- » — 7 avril. — L'archiduc Charles demande une suspension d'armes.
- » — 15 avril. — Préliminaires de la paix à Leoben.
- » — 16 mai. — Entrée des Français à Venise.
- » — 14 juin. — Proclamation à Gênes de la République Ligurienne.
- » — 6 juillet. — Proclamation de la République Cisalpine à Milan.
- » — 17 octobre. — Traité de paix de Campo-Formio entre la République française et l'empereur, conclu par Bonaparte.
- » — 26 octobre. — Bonaparte est nommé général en chef de l'armée d'Angleterre.
- » — 17 novembre. — Il quitte Milan après avoir fait ses adieux à l'armée d'Italie et aux Républiques qu'il a constituées.
- » — 23 novembre. — Il visite le champ de bataille de Morat où fut battu Charles-le-Téméraire.
- » — 25 novembre. — Il arrive à Rastadt comme plénipotentiaire de France au Congrès d'Empire. Il signe une convention militaire avec le comte de Cobentzel, représentant l'Autriche pour l'évacuation des armées françaises et étrangères.
- » — 5 décembre. — Retour de Bonaparte à Paris. Il en était parti le 11 mars 1796.
- » — 10 décembre. — Les directeurs lui offrent une fête au Luxembourg.
- » — 20 décembre. — Banquet offert au général Bonaparte par les deux Conseils dans la grande galerie du Muséum : il reçoit un drapeau et un sabre d'honneur.
- » — 25 décembre. — Il est nommé membre de l'Institut dans la classe des Arts Mécaniques.
- » — 29 décembre. — Le département de la Seine arrête que la rue Chanteraine où s'élève l'hôtel du général Bonaparte portera désormais le nom de rue de la Victoire.

- 1798 — 4 février. — Inspection des côtes de la Manche, et retour à Paris le 16, après avoir constaté qu'une invasion de l'Angleterre était impossible.
- » — 5 mars. — Nommé général en chef de l'armée d'Égypte.
 - » — 4 mai. — Départ de Paris.
 - » — 9 mai. — Arrivée à Toulon.
 - » — 19 mai. — La flotte appareille vers l'Égypte.
 - » — 10 juin. — Prise de Malte.
 - » — 1^{er} juillet. — Débarquement près d'Alexandrie.
 - » — 2 juillet. — Prise d'Alexandrie.
 - » — 6 juillet. — Marche sur le Caire.
 - » — 7 juillet. — Prise de Rosette.
 - » — 12 juillet. — Combat de Ramanieh.
 - » — 13 juillet. — Combat de Chebreiss.
 - » — 21 juillet. — Bataille des Pyramides. Entrée solennelle de Bonaparte au Caire, le 24 juillet.
 - » — 1^{er} août. — Bataille navale d'Aboukir. Par ce désastre, l'armée française est isolée en Égypte.
 - » — 18 août. — Bonaparte préside à la rupture de la digue du Nil.
 - » — 20 août. — Le général Bonaparte assiste à la fête de Mahomet.
 - » — 22 août. — Fondation de l'Institut d'Égypte.
 - » — 21 et 22 octobre. — Insurrection du Caire.
 - » — 30 décembre. — Le général Bonaparte parti à Suez découvre les ruines de l'ancien canal des Deux-Mers.
- 1799 — 10 février. — Ouverture de la campagne de Syrie.
- » — 6 février. — Il prend El-Arich.
 - » — 4 mars. — Entrée à Jaffa. Il visite et touche les pestiférés.
 - » — 29 mars. — Il met le siège devant Saint-Jean-d'Acre.
 - » — 16 avril. — Bataille du Mont-Thabor.
 - » — 8 mai. — Assaut général contre Saint-Jean-d'Acre. Échec.
 - » — 20 mai. — Levée du siège et retraite à travers le désert.
 - » — 14 juin. — Retour au Caire. L'armée était réduite à 8.000 hommes.
 - » — 25 juillet. — Victoire d'Aboukir : destruction de l'armée turque.

- 1799 — 22 avril. — Embarquement sur la frégate le *Muiron* pour le retour en France.
- » — 1^{er} octobre. — Bonaparte aborde en Corse à Ajaccio : il en repart le 7 ; il ne reverra plus son île natale.
- » — 9 octobre. — Débarquement de Bonaparte à Fréjus, à midi ; le soir, à 6 heures il se dirige sur Paris.
- » — 13 octobre. — Il s'arrête à Lyon où le théâtre des Célestins joue *Le retour du héros ou Bonaparte à Lyon*.
- » — 16 octobre. — Arrivée du général Bonaparte à Paris.
- » — 6 novembre. — Fête offerte dans l'église Saint-Sulpice par le gouvernement, aux généraux Bonaparte et Moreau.
- » — 9 novembre (18 brumaire). — Décret des Anciens transférant le siège des délibérations des Conseils à Saint-Cloud et donnant à Bonaparte le commandement de l'armée de Paris.
- » — 10 novembre. — Coup d'Etat. Les Conseils réunis à Saint-Cloud, après l'emploi de la force contre les Cinq Cents, nomment *Consuls de la République*, Sieyès, Roger Ducos et Bonaparte.
- » — 14 décembre. — Promulgation de la Constitution de l'an VIII. Le pouvoir exécutif est confié pour dix ans à trois consuls : Bonaparte, premier consul, Cambacérès deuxième, et Lebrun troisième.
- » — 26 décembre. — Le Premier Consul écrit au roi d'Angleterre pour l'informer de son avènement à la première magistrature de France.
- 1800 — 1^{er} janvier. — Installation du Corps législatif et du Tribunat.
- » — 23 janvier. — Établissement de la Banque de France.
- » — 18 février. — Création des préfets.
- » — 19 février. — Le Premier Consul quitte le Luxembourg et s'installe aux Tuileries.
- » — 6 mai. — Le Premier Consul quitte Paris pour aller prendre le commandement de l'armée de réserve qui devient l'armée d'Italie.

- 1800 — 15 mai. — Il nomme La Tour d'Auvergne premier grenadier des armées de la République.
- » — 17 mai. — Il installe son quartier général à Martigny.
- » — 20 mai. — Passage du mont Saint-Bernard.
- » — 2 juin. — Entrée du Premier Consul à Milan.
- » — 14 juin. — Bataille de Marengo contre les Autrichiens, conduits par Mélas. 40 canons, 12 drapeaux sont pris. Mort de Desaix.
- » — 30 juin. — Le Premier Consul à Lyon ordonne la reconstruction de la place Bellecour.
- » — 2 juillet. — Retour du Premier Consul à Paris.
- » — 25 août. — Organisation du Conseil d'État.
- » — 24 décembre. — Explosion de la machine infernale rue Saint-Nicaise. Le Premier Consul échappe par hasard à l'attentat.
- 1801 — 9 février. — Paix de Lunéville entre la France et l'Autriche.
- » — 4 mars. — Arrêté des consuls qui ordonne pour chaque année une exposition des produits de l'Industrie française.
- » — 19 mars. — Établissement des Bourses de Commerce.
- » — 15 juillet. — Signature du Concordat.
- » — 27 août. — Création d'un ministère du Trésor.
- 1802 — 25 janvier. — Le Premier Consul est nommé par la Consulta, président de la République italienne.
- » — 25 mars. — Paix d'Amiens. Traité entre la République française, le roi d'Espagne, la République Batave, et la Grande-Bretagne.
- » — 1^{er} mai. — Création des Lycées.
- » — 19 mai. — Loi portant création de la Légion d'honneur.
- » — 15 juin. — Le Premier Consul fonde un prix pour encourager les expériences sur l'électricité et le galvanisme.
- » — 2 août. — Bonaparte est nommé Consul à vie avec le droit de désigner son successeur.
- » — 4 octobre. — Création de la garde municipale de la Ville de Paris.

- 1802 — 18 octobre. — Senatus-consulte portant que les étrangers ayant résidé un an en France peuvent devenir citoyens français.
- 1803 — 23 janvier. — Nouvelle organisation de l'Institut de France.
- » — 10 mars. — Etablissement du doctorat pour les médecins et les pharmaciens.
- » — 30 avril. — La République française cède la Louisiane aux Etats-Unis contre soixante millions.
- » — 22 mai. — La République française déclare la guerre à l'Angleterre.
- » — 3 juin. — Occupation de Hanovre ; l'armée anglaise est prisonnière.
- » — 23 juin. — Le Premier Consul quitte Paris pour visiter les départements formés par la Belgique.
- » — 28 juillet. — Le Premier Consul décide la réunion du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut par un canal.
- » — 11 août. — Retour à Saint-Cloud.
- » — 24 septembre. — Inauguration du pont des Arts sur la Seine.
- » — 3 novembre. — Départ de Paris pour visiter les côtes de l'Océan.
- 1804 — 6 janvier. — Bonaparte ouvre la session du Corps législatif.
- » — 15 février. — Arrestation de Moreau accusé de compromissions.
- » — 28 février. — Arrestation de Pichegru.
- » — 9 mars. — Arrestation de Cadoudal.
- » — 17 mars. — Arrestation du duc d'Enghien à Ettenheim.
- » — 21 mars. — Jugement et exécution du duc d'Enghien.
- » — 30 avril. — Un tribun nommé Curée propose au Tribunal que le Premier Consul Bonaparte soit déclaré Empereur.
- » — 2 mai. — Les membres du Corps législatif émettent le vœu que Napoléon Bonaparte soit déclaré Empereur.



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I. — Les Origines	7
CHAPITRE II. — L'Elève du Roi.	16
CHAPITRE III. — Le Lieutenant	25
CHAPITRE IV. — Toulon et Vendémiaire	41
CHAPITRE V. — L'Armée d'Italie.	52
CHAPITRE VI. — Les Pyramides et le Désert.	70
CHAPITRE VII. — Brumaire	82
CHAPITRE VIII. — Le Premier Consul	94
CHAPITRE IX. — Vers la Couronne	106
Éphémérides de Bonaparte	115

